
Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1964 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1964

Le présent article analyse la structure du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1964. Après avoir retracé brièvement les développements les plus marquants des échanges au cours de 1964, on examinera, comme chaque année, depuis

1949, les principaux changements apportés à la réglementation du commerce extérieur de l'U.E.B.L., la décomposition des importations et des exportations par produits et l'orientation géographique des courants commerciaux.

1. EVOLUTION DES ECHANGES DE L'U.E.B.L.

La phase de haute conjoncture qui a persisté en 1964 dans la plupart des pays industrialisés, et les progrès de l'interpénétration des marchés au sein de la C.E.E. ont à nouveau favorisé le développement du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Les échanges se sont accrus avec toutes les grandes régions économiques, et, en particulier, avec la C.E.E. Bien que les importations et les exportations aient progressé toutes deux de plus de 15 p.c. en valeur, leur évolution en cours d'année a été nettement divergente. Pendant les neuf premiers mois, l'expansion des importations

par rapport à la période correspondante de l'année antérieure a été plus rapide que celle des exportations, tandis qu'au quatrième trimestre, au contraire, les exportations se sont développées à un rythme plus élevé que les importations, un certain plafonnement de l'activité industrielle freinant les achats de produits de base.

Les exportations de l'U.E.B.L., qui ont progressé de 15,5 p.c. par rapport à 1963, se sont orientées plus largement encore vers les pays de la C.E.E. Toutefois, si les fournitures à l'Allemagne fédérale et à la France ont été

en nette progression, celles à l'Italie se sont contractées. L'augmentation des ventes aux autres pays industrialisés a été très nette, à l'exception du Royaume-Uni qui a connu un plafonnement de la production industrielle et pris, en fin d'année, des mesures tarifaires à l'égard des importations de produits manufacturés. Les exportations vers les pays du groupe communiste ont marqué une tendance à la hausse, tandis que l'élargissement des courants de vente aux pays en voie de développement a été quasi général, accusant ainsi l'incidence qu'a dû avoir sur le pouvoir d'achat de ces pays la hausse des prix des matières premières.

Les secteurs fabriquant des produits très élaborés, tels que les instruments et appareils scientifiques et de précision, les machines et appareils ainsi que le matériel électrique, de même que le secteur plus traditionnel de la sidérurgie ont particulièrement bénéficié de la demande étrangère.

Les valeurs unitaires à l'exportation qui sont orientées à la hausse depuis 1963, ont progressé à nouveau de 3,3 p.c. en 1964 : elles ont accusé l'augmentation la plus forte dans l'industrie houillère et dans le secteur des métaux non ferreux.

Les importations de l'U.E.B.L., qui ont progressé de 15,9 p.c. par rapport à l'année

Tableau I. Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Périodes	Valeurs globales (milliards de francs)			Pourcentage de couverture	Indices (Base 1958 = 100)				Termes de l'échange
	Impor- tations	Expor- tations	Solde		Importations		Exportations		
					Volume	Valeur unitaire	Volume	Valeur unitaire	
1958	156,4	152,3	— 4,1	97,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	172,1	164,8	— 7,3	95,7	111,4	97,4	111,6	96,4	99,0
1960	197,9	188,8	— 9,1	95,4	123,8	99,4	125,0	98,7	99,3
1961	210,9	196,2	—14,7	93,0	132,3	99,9	130,0	97,8	97,9
1962	227,8	216,2	—11,6	94,9	144,6	99,5	145,1	96,4	96,9
1963	255,6	242,0	—13,6	94,7	160,5	100,1	157,9	97,9	97,8
1964	296,1	279,5	—16,6	94,4	182,8	101,9	175,7	101,1	99,2
1963 1 ^{er} trimestre	58,2	54,4	— 3,8	93,5	147,5	99,8	142,2	97,7	97,9
2 ^e trimestre	63,5	61,9	— 1,6	97,5	159,8	100,0	163,1	96,4	96,4
3 ^e trimestre	63,1	59,7	— 3,4	94,6	159,3	100,1	156,1	97,1	97,0
4 ^e trimestre	70,8	66,0	— 4,8	93,2	177,1	101,1	168,8	99,6	98,5
1964 1 ^{er} trimestre	72,8	68,4	— 4,4	94,0	179,0	102,4	175,6	99,4	97,1
2 ^e trimestre	75,8	70,0	— 5,8	92,3	187,1	102,1	177,2	101,3	99,2
3 ^e trimestre	70,0	65,3	— 4,7	93,3	173,2	102,1	163,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	77,5	75,8	— 1,7	97,8	188,3	103,4	189,0	101,8	98,5

précédente, ont renforcé, tout comme les exportations, leur mouvement de concentration dans les pays membres de la C.E.E., mais les achats aux autres zones économiques, autres pays industrialisés, pays du groupe communiste et pays en voie de développement, ont également augmenté.

La hausse des valeurs unitaires à l'importation a été moins forte que celle des valeurs unitaires à l'exportation. L'amélioration des termes de l'échange qui en a résulté, n'a cependant pas été continue au cours de l'année, une cassure a été enregistrée au qua-

trième trimestre lorsqu'une brusque augmentation des prix à l'importation a provoqué une dégradation de plus de 1 point des termes de l'échange. Par conséquent, la balance commerciale s'est encore détériorée en 1964, bien qu'une amélioration se soit manifestée au cours des derniers mois de l'année, octobre enregistrant même un boni de 0,4 milliard. Pour l'ensemble de l'année, le déficit a été de 16,6 milliards, contre 13,6 milliards en 1963, et le pourcentage de couverture des importations par les exportations est revenu de 94,7 à 94,4 p.c. d'une année à l'autre.

II. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION DES ECHANGES COMMERCIAUX

Comme les années précédentes, la libération des échanges de l'U.E.B.L. s'est effectuée essentiellement dans le cadre des institutions internationales existantes.

De nouveaux progrès ont été réalisés dans le domaine de l'élimination des entraves directes et indirectes entre les pays de Benelux. A dater du 1^{er} janvier 1964, un certain nombre d'entre elles ont pu être supprimées de la liste visée à l'article 10 de la Convention transitoire. Depuis le 1^{er} avril, les tarifs de Benelux en matière de transports de marchandises par route sont unifiés. Par ailleurs, la législation sur les machines dangereuses a été uniformisée et certaines conditions techniques relatives aux véhicules à moteur ont été harmonisées. En ce qui concerne les rapports avec les pays tiers, il y a lieu de signaler que des accords commerciaux ont été conclus entre Benelux et la Hongrie le 20 février 1964 et entre Benelux et la Bulgarie le 24 novembre.

Dans le cadre de la C.E.C.A., les mesures prises en 1963 pour limiter les importations de fonte et d'autres produits sidérurgiques en provenance des pays ou territoires à commerce d'Etat ont été complétées, le 15 janvier 1964, par une décision de la Haute Autorité qui interdit aux Etats membres de s'aligner sur les conditions de vente des produits sidérurgiques faites par des pays à commerce d'Etat.

En ce qui concerne les réglementations au sein de la C.E.E., deux nouveaux règlements de base, celui de la « viande bovine » et celui du « lait et produits laitiers », ont été mis en application, bien que le dernier ne s'étende pas encore entièrement au secteur du lait de consommation. Depuis le 1^{er} novembre, environ 85 p.c. de la production agricole de la Communauté se trouvent ainsi sous organisation commune des marchés : les céréales, la viande de porc, les œufs, la viande de volaille, les fruits et légumes et le vin depuis août 1962, le riz depuis septembre 1964 et, enfin, les produits de l'élevage bovin depuis le 1^{er} novembre 1964.

Dans le domaine des réglementations autonomes de l'U.E.B.L., diverses mesures d'assouplissement ont été prises pour certains produits industriels, tandis que des mesures nouvelles de contingentement ou de surveillance se sont révélées nécessaires pour d'autres produits, notamment le textile, afin de lutter contre des importations anormales. Il est également à noter qu'à l'importation des pays de l'Est, d'Europe orientale et d'Asie, on prend désormais comme critère de la mise sous licence l'origine des marchandises et non plus la provenance. En matière de produits agricoles et alimentaires, la réglementation des droits spéciaux de licence a disparu de fait en 1964.

III. COURANTS D'IMPORTATION

Les importations de l'U.E.B.L. ont atteint 296,1 milliards de francs en 1964, ce qui représente, par rapport à l'année antérieure, une progression de 15,9 p.c. qui s'explique par

une hausse de 14 p.c. de l'indice du volume et de 2 p.c. de l'indice des valeurs unitaires. La caractéristique essentielle de l'évolution des importations en 1964 réside dans l'accrois-

Tableau II.

Importations par catégories de biens

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963	Indices de la valeur globale 1964/1963
	1963	1964			
Biens de production	172,8	193,9	110	101	112
Biens de consommation	47,2	59,7	123	102	126
Biens d'équipement	34,6	41,5	119	102	120
Divers	1,0	1,0			
	255,6	296,1	114	102	116

sement rapide du rythme des importations de biens de consommation. En effet, celles-ci ont augmenté de 26,3 p.c. en valeur, contre 17,4 p.c. en 1963 et 4,2 p.c. en 1962. La progression en volume est de 23 p.c., contre 16 p.c. l'année précédente. Des taux d'accroissement élevés ont également été enregistrés pour les importations de biens d'équipement, à savoir 19,9 p.c. en valeur et 19 p.c. en volume, contre 12,3 et 11 p.c. en 1963. Enfin, les achats de biens de production se sont accrus de 12,2 p.c. en valeur et de 10 p.c. en volume, c'est-à-dire à peu près au même rythme que l'année précédente. Leur part relative dans l'ensemble des importations de l'U.E.B.L. s'est réduite de 67,6 p.c. en 1963 à 65,5 p.c. en 1964, essentiellement au profit des biens de consommation, dont la part est passée de 18,5 à 20,1 p.c. pendant la même période.

Ces changements globaux dans la composition des importations seront analysés plus en détail dans les paragraphes suivants.

1. Biens de production.

Les importations de biens de production se sont élevées à 193,9 milliards en 1964, contre 172,8 milliards en 1963. A cette augmentation de la valeur globale des importations, qui se chiffre à 12,2 p.c., correspond un rythme d'accroissement en volume légèrement plus faible.

Car, si en 1963 l'indice de la valeur unitaire avait enregistré un arrêt de la tendance à la baisse, en 1964, il a amorcé un mouvement de hausse.

Tous les secteurs de production repris au tableau III ont contribué à l'expansion des importations de biens de production. Les progrès des livraisons à l'industrie du bois, à l'industrie de la construction, à l'industrie diamantaire, aux industries textiles et à l'industrie du tabac, ont dépassé la moyenne générale de 12 p.c.

En 1964, l'industrie sidérurgique belgo-luxembourgeoise a connu un essor remarquable. Alors que, depuis trois ans, on constatait une relative stagnation, la production d'acier brut a augmenté de 15,1 p.c. en 1964, grâce à l'expansion de l'industrie transformatrice, mais aussi à un certain stockage auprès des utilisateurs en fin de période. Si, durant les trois années de quasi-stabilité, les possibilités de production des entreprises ont continué à s'accroître et élargir ainsi l'écart entre les capacités et la production effective, l'essor de 1964 a permis de réduire cet écart et d'améliorer ainsi les conditions d'activité des entreprises.

Les achats de minerai de fer ont augmenté de 17,3 p.c. en volume par rapport à 1963. L'orientation vers l'utilisation par la sidérurgie belge de minerai plus riche en fer et

Tableau III.

Importations de biens de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Evolution par rapport à 1963 (pour cent)
	1963	1964	
<i>Biens de production destinés :</i>			
aux industries métallurgiques	56,5	61,7	+ 9,3
aux industries textiles	19,9	23,5	+ 17,9
à l'agriculture et aux industries alimentaires	17,8	19,1	+ 7,5
à l'industrie diamantaire	11,3	13,5	+ 20,0
aux industries du papier et des arts graphiques	3,2	3,5	+ 10,6
à l'industrie du bois	3,8	4,8	+ 25,9
à l'industrie du cuir	2,6	2,8	+ 6,4
à l'industrie de la construction	3,5	4,3	+ 24,2
à l'industrie du tabac	1,4	1,7	+ 18,0
aux raffineries de pétrole	11,2	11,9	+ 6,3
à l'industrie du caoutchouc	1,0	1,1	+ 6,6
<i>indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>			
huiles minérales raffinées	4,7	4,9	+ 3,0
combustibles solides	10,9	11,2	+ 2,8
produits chimiques	10,8	12,9	+ 20,0
autres produits	14,2	17,0	+ 19,5
Total ...	172,8	193,9	+ 12,2

pauvre en phosphore a persisté; les importations de minerai lorrain ont quelque peu diminué, tandis que celles de minerai suédois ont progressé de 16,3 p.c. Depuis 1964, de nouvelles sources d'approvisionnement au Libéria et en Mauritanie alimentent régulièrement le marché.

Par suite de l'augmentation de la production d'acier brut, les besoins en ferraille de la sidérurgie se sont accrus. L'accroissement des ressources propres et les réceptions en provenance des pays tiers, en hausse de 77 p.c. en volume, ont permis non seulement d'équilibrer les besoins et les disponibilités, mais encore de relever le niveau des stocks.

Le redressement dans les *industries des métaux non ferreux*, qui s'était généralisé durant l'exercice précédent, s'est poursuivi au cours de 1964. La demande, soutenue par la haute activité industrielle, a dépassé l'offre, entraînant la compression des stocks et l'apparition sur le marché mondial d'une pénurie qui s'est étendue aux principaux métaux. Pour y remédier, les Etats-Unis ont procédé à la

liquidation de certains de leurs stocks stratégiques de métaux non ferreux. Les cours des métaux non ferreux ont connu une hausse très marquée.

Contrairement à l'année précédente, principalement par suite de la réduction de la production de plomb et d'étain, la production de métaux bruts a augmenté moins rapidement que celle de produits demi-finis : l'indice global de la production des industries des métaux non ferreux a progressé de 3,5 p.c. pour les produits bruts et de 22,6 p.c. pour les produits demi-finis.

Dans le secteur du cuivre, le renforcement de la demande qui s'était amorcé à la fin de 1963, s'est précisé en 1964. La production de produits bruts a augmenté de 5,4 p.c. et celle de produits demi-finis, de 23,9 p.c.

La politique des grands producteurs de cuivre primaire visant à stabiliser les cours à des niveaux raisonnables de façon à ne pas encourager l'utilisation de produits de substitution et à assurer des débouchés permanents au cuivre, a permis de neutraliser en grande partie les effets néfastes pour les consommateurs des

Tableau IV.

Importations de biens de production destinés aux Industries métallurgiques et aux fabrications métalliques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unité	1963	1964
Minerai de fer	<i>milliers de tonnes</i>	19.764	23.189
Minerais de métaux non ferreux	<i>milliards de francs</i>	3,6	4,6
Mitraille	<i>milliers de tonnes</i>	90	159
Cuivre brut	<i>milliers de tonnes</i>	317	371
Autres métaux non ferreux bruts	<i>milliards de francs</i>	4,6	5,9
Fonte, lingots, ferro-alliages	<i>milliards de francs</i>	2,3	2,9
Pièces détachées d'avions, de navires et divers	<i>milliards de francs</i>	5,7	5,3
Pièces détachées d'autos, de motos et de cycles	<i>milliards de francs</i>	18,2	16,5

cours spéculatifs de la Bourse de Londres, cours ne s'appliquant d'ailleurs qu'à des tonnages marginaux.

Les importations de cuivre brut, en progression de 17 p.c. en volume par rapport à l'année précédente, ont permis l'alimentation soutenue des raffineries.

Grâce au minerai canadien, l'industrie du zinc a vu se relâcher progressivement la tension qu'elle avait subie dans le domaine des

approvisionnements en minerai au cours des trois années précédentes. Par rapport à 1963, les importations ont progressé de 6,3 p.c. La production de produits bruts, malgré une augmentation de 7,9 p.c., ne se situe pas au-dessus de son niveau d'avant-guerre.

L'approvisionnement en minerai de plomb, bien qu'il ait été facilité par l'exploitation de nouvelles mines au Canada, s'est cependant contracté de 19,1 p.c.; par suite de la perte

des sources d'approvisionnement traditionnelles en République d'Afrique du Sud. La production de métal brut s'en est fortement ressentie et a diminué de 15,4 p.c.

La baisse de la production d'étain brut de 17,8 p.c. en 1964, qui fait suite au recul de 12,9 p.c. en 1963, traduit les difficultés d'approvisionnement en minerai. Sur le plan mondial, le déséquilibre existant entre l'offre et la demande d'étain s'est encore accentué, malgré les quantités progressivement accrues de ce métal prélevées sur les stocks stratégiques américains. Les cours ont largement dépassé le niveau du prix-plafond de l'Accord international sur l'étain. Le stock régulateur, complètement démuné de métal, n'a pas été en mesure de jouer son rôle. En 1964, les importations de l'U.E.B.L. ont présenté un recul de 24 p.c.; les envois du Congo, pour leur part, ont diminué de 34,4 p.c., en raison des troubles régnant dans la plupart des régions productrices.

Dans l'industrie de l'aluminium, la production de produits demi-finis, qui constitue l'activité prépondérante de ce secteur, a continué à progresser à un rythme accéléré. De 12,6 p.c. en 1962, le taux d'accroissement est passé à 18,3 p.c. en 1963, pour atteindre 29,3 p.c. en 1964. Les importations de minerai ont suivi le mouvement et ont augmenté en quantité de 58,5 p.c. en 1964.

Le rythme d'expansion de l'industrie des fabrications métalliques est resté très élevé tout au long de l'année. Les montants des livraisons et des commandes ont enregistré respectivement une augmentation de 11,9 et 13,3 p.c. La plupart des branches d'activité, et notamment les entreprises du secteur de la première transformation de l'acier, étroitement associées à la reprise dans la sidérurgie, ont

bénéficié de la progression des commandes. Conformément à cette tendance, les importations de demi-produits en fer et acier ont augmenté de 13,9 p.c. Celles de pièces détachées d'autos, de motos et de cycles ont, au contraire, diminué de 9,5 p.c. en valeur par rapport à 1963, les importations de pièces détachées d'avions, de navires et divers, de 5,6 p.c., après un accroissement exceptionnel l'année précédente.

L'expansion qui a caractérisé l'activité des industries textiles depuis 1960 s'est sensiblement ralentie au milieu de l'année 1964; l'indice de la production industrielle globale du secteur n'a enregistré qu'une hausse de 1,3 p.c. par rapport à 1963. A partir de l'automne, la consommation des particuliers a fléchi, tandis que la distribution a limité ses achats. Les importations de biens de production destinés aux industries textiles ont néanmoins augmenté de 17,9 p.c. en valeur contre 5,1 p.c. en 1963. Comme en 1963, le progrès réalisé au cours de l'année sous revue concerne surtout les fibres artificielles et synthétiques, ainsi que les demi-produits de ces fibres.

La production de l'industrie du coton a augmenté de 2,7 p.c. dans l'ensemble, de 4,3 p.c. dans les tissages et de 1,3 p.c. dans les filatures; celles-ci ont été affectées par la forte augmentation des importations de fils vendus à des prix de dumping par les pays en voie de développement et par les pays à commerce d'Etat. En effet, alors que les importations de coton en masse n'ont augmenté que de 10,9 p.c. en valeur, celles de demi-produits se sont accrues de 36,1 p.c.

L'industrie de la laine a encore connu une activité très soutenue durant les premiers mois de 1964, cependant qu'un ralentissement

Tableau V.

Importations des principales matières premières destinées aux industries textiles

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964	Indices d'activité dans le secteur considéré 1964/1963
	1963	1964		
Laine en suint ou lavée à dos	88	99	6,3	{ 87,1 (a) 97,6 (b) 99,8 (c)
Coton en masse	82	93	2,7	101,3 (d)
Jute brut	81	106	1,2	102,5 (d)
Lin brut et assimilés	227	255	1,2	100,6 (d)

(a) Lavoirs et carbonisages de laine. — (b) Peignages de laine. — (c) Filatures et tissages de laine. — (d) Filatures.

très net s'est manifesté dès le deuxième semestre : l'indice d'activité dans le secteur des filatures et tissages, en augmentation de 8 p.c. en 1963, a diminué de 0,8 p.c. Les achats de laine en suint ou lavée ont augmenté de 31,4 p.c. en valeur et de 12,1 p.c. en quantité, malgré le fléchissement de l'activité dans le secteur sous revue. Contrairement au cas du coton, les importations de demi-produits ont enregistré un recul de 1,8 p.c. en quantité. Une baisse des cours a succédé, au deuxième semestre, à la forte hausse de la période précédente.

L'activité de l'industrie du lin a enregistré un nouveau repli. La production des filatures s'est stabilisée après le recul amorcé en 1962, tandis que la production des tissages a diminué de 11,4 p.c. après les progrès réalisés en 1962 et 1963, soit la régression la plus importante d'une année à l'autre depuis l'après-guerre. Conformément à cette évolution, les importations de lin brut et de ramie ont augmenté de 12,6 p.c. en quantité, celles de fils de lin ont diminué de 15,2 p.c.

Une bonne activité a caractérisé les filatures de jute, dont la production s'est améliorée de 2,5 p.c. Les tissages, par contre, sont restés fort déprimés, n'enregistrant aucun progrès par rapport à 1963; ils subissent une concurrence

très vive de la part des pays du groupe soviétique. Les importations de jute brut présentent une évolution très irrégulière : elles ont augmenté de 30,1 p.c. en quantité et de 27,6 p.c. en valeur, effaçant ainsi le recul de l'année antérieure. A la stabilité des cours au premier semestre a succédé une hausse désordonnée et spéculative de 50 p.c. au mois d'août. A la fin de l'année, les prix dépassaient encore de 20 à 25 p.c. leur niveau de décembre 1963.

Le secteur des textiles artificiels et synthétiques a poursuivi son expansion, bien que des signes de ralentissement soient apparus vers la fin de l'année. Les importations de matières premières ont encore augmenté de 15,9 p.c. en quantité et de 20,7 p.c. en valeur. La pression des importations à prix anormalement bas est devenue particulièrement forte. Les importations de demi-produits ont continué à se développer à raison de 28,7 p.c. en quantité et de 20,4 p.c. en valeur.

La valeur des importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires a progressé de 7,5 p.c. en 1964, contre 1 p.c. en 1963. En quantité, l'augmentation par rapport à 1963 est de 3,4 p.c.

Tableau VI.

Importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unité	1963	1964
Céréales	milliards de francs	7,3	7,3
dont : froment	milliers de tonnes	531	498
orge	milliers de tonnes	258	224
maïs	milliers de tonnes	753	706
Engrais et produits phytopharmaceutiques ...	milliards de francs	3,3	3,6
Produits pour animaux	milliards de francs	2,7	2,9
Cacao	milliards de francs	0,8	0,8
Sucre	milliards de francs	0,3	0,4
Huiles et graines oléagineuses	milliards de francs	2,1	2,6
Houblon	milliards de francs	0,2	0,2

La valeur globale des importations de céréales ne s'est guère modifiée, cependant qu'on enregistre une régression des importations en quantité. Celles-ci ont diminué de 6,2 p.c. en ce qui concerne le froment, en raison de l'augmentation des superficies cultivées et de l'amélioration du rendement moyen

à l'hectare. Des glissements importants se sont produits dans la répartition géographique. En effet, alors que les livraisons de froment des Etats-Unis et du Canada intervenaient encore pour 71,9 p.c. dans les importations totales en 1963, cette proportion est tombée à 65,3 p.c. en 1964. Par contre, la France,

avec une quote-part de 26,9 p.c., au lieu de 18,2 p.c. en 1963, apparaît comme le deuxième fournisseur, supplantant l'Argentine qui ne fournit plus que 7,8 p.c. des importations de froment.

Les importations de maïs ont diminué de 6,2 p.c. en quantité et de 4,2 p.c. en valeur. Les fournitures des Etats-Unis ont couvert 65,5 p.c. des importations totales, contre 61 p.c. en 1963.

Parmi les importations de céréales diverses, il faut noter une diminution des livraisons d'orge, d'avoine et de seigle. Exprimée en quantité, cette réduction est respectivement de 13,2, 29,4 et 31,8 p.c.

Par contre, les achats de riz sont en augmentation de 18,6 p.c., tandis que les importations de sarrasin, millet, sorgho et dari ont, dans l'ensemble, augmenté de 14,3 p.c.

Les achats de cacao se sont accrus de 8,2 p.c. en valeur et de 14,6 p.c. en quantité. Le Ghana est redevenu le principal fournisseur de l'U.E.B.L., suivi du Congo, qui a retrouvé sa deuxième place. Le Venezuela, qui occupait la deuxième place en 1963, s'est classé derrière la Côte d'Ivoire et le Togo. Les Pays-Bas ont continué de couvrir la quasi-totalité des besoins de beurre, d'huile et de graisse de cacao.

En quantité, les importations de sucre brut ont diminué de 40 p.c., en raison d'une augmentation de 46 p.c. de la production de betteraves sucrières résultant d'une extension de 12,2 p.c. de la superficie cultivée et d'une amélioration de 30 p.c. du rendement moyen à l'hectare.

Les importations d'huiles et de graines oléagineuses ont augmenté de 28,9 p.c. en valeur et de 27,9 p.c. en quantité.

La situation générale de l'industrie des engrais et des produits *phytopharmaceutiques* se caractérise par un rythme d'expansion élevé. Les importations de ces produits ont augmenté de 10,3 p.c. en valeur et de 7,1 p.c. en volume.

Poursuivant la progression de 1963, les importations de biens de production destinés à l'*industrie diamantaire* ont augmenté de 20 p.c. Le Royaume-Uni reste le principal fournisseur en couvrant 51,7 p.c. des importations. Les importations en provenance de la République

d'Afrique du Sud ont enregistré une nouvelle baisse.

Les *industries du papier et des arts graphiques* ont maintenu un taux d'accroissement de leur production de 11 p.c. Les importations de biens de production destinés à ce secteur ont enregistré une augmentation de 10,6 p.c. en valeur.

L'accroissement de 19 p.c. des ventes dans l'*industrie transformatrice du bois* est allé de pair avec une augmentation des importations de biens de production de 17,4 p.c. en quantité et de 25,9 p.c. en valeur.

La production des *industries du cuir et des chaussures* n'a que très peu varié en 1964. De même, les importations de biens de production sont restées inchangées en quantité, mais ont augmenté de 6,4 p.c. en valeur.

Les conditions climatiques élémentes et la demande très élevée ont été favorables à la *construction*, dont l'indice d'activité accuse une augmentation de 18,7 p.c. Bien que la production intérieure de matériaux se soit accrue, l'approvisionnement à l'étranger en biens de production a dépassé de 24,2 p.c. son niveau de 1963.

Pour la première fois, les importations de *tabac* en feuilles ont dépassé le cap des 30.000 tonnes, enregistrant une hausse de 7,3 p.c. en volume et de 18 p.c. en valeur; le prix moyen à l'importation s'est accru de 10 p.c. Les Etats-Unis sont restés, avec une quote-part de 25 p.c., le principal fournisseur en tabac de l'U.E.B.L.

Dans l'industrie du *caoutchouc*, la production a progressé de 9,8 p.c. par rapport à 1963. Les approvisionnements en biens de production ont augmenté de 6,7 p.c. en valeur et de 11,9 p.c. en volume; cette différence traduit la baisse des cours sur le marché mondial du caoutchouc.

L'*industrie pétrolière* de l'U.E.B.L. a poursuivi son expansion, grâce à un accroissement de 17,7 p.c. de la consommation de produits pétroliers en U.E.B.L. La consommation d'essence n'a pourtant marqué qu'un progrès de 10,6 p.c. Par contre, la consommation de fuels résiduels est en augmentation de 28,7 p.c.

La demande totale, intérieure et extérieure, qui atteint 17,4 millions de tonnes, a été satisfaite à concurrence de 12,5 millions par les raffineries belges, ce qui représente une progression de 7 à 8 p.c. par rapport à 1963. Ce niveau de production a nécessité l'importation de 13,3 millions de tonnes de pétrole brut, soit 9,3 p.c. de plus que l'année précédente. Les importations de produits finis ont couvert le solde. L'Iran est resté le principal fournisseur, tandis que les livraisons du Koweït sont en nette régression. Ces deux pays interviennent pour 54,8 p.c. dans l'approvisionnement de l'U.E.B.L., soit respectivement pour 40,3 et 14,5 p.c. contre 30,6 et 28,8 p.c. en 1963.

Après le raffermissement de 1963, l'activité de l'industrie charbonnière a été marquée par une détérioration profonde. La consommation apparente de charbon, pour la Belgique seule, s'est élevée à 25 millions de tonnes, contre 27,6 millions en 1963, soit une diminution de 9,4 p.c. Le fléchissement de la demande provient de la clémence de l'hiver et de la substitution croissante des combustibles liquides au charbon. La quote-part de la houille dans le bilan d'énergie primaire de la Belgique est tombée à 67,5 p.c., contre 73 p.c. en 1963 et 94 p.c. en 1950.

C'est l'écoulement du charbon belge sur le marché intérieur qui a été principalement affecté, les importations ayant encore atteint 7,2 millions, en diminution de 4,5 p.c. seulement par rapport à l'année précédente qui était exceptionnelle. Comme la production nationale demeurait stable, les stocks se sont reconstitués à une cadence rapide, pour atteindre 1,5 million à la fin de 1964.

Les fournitures des pays de la C.E.C.A. se sont accrues de 8 p.c. pour atteindre 4 millions. Si les importations en provenance d'Allemagne fédérale et des Pays-Bas ont progressé respectivement de 8,7 et de 3,1 p.c., les livraisons de la France se sont accrues de 30 p.c., mais n'ont pas atteint les quantités d'avant 1963. Par contre, les pays tiers ont vu leur part se réduire de 3,8 millions en 1963 à 3,2 millions en 1964, c'est-à-dire de 16,7 p.c.

La progression des importations de *produits chimiques* se chiffre en valeur à 20 p.c., contre 17,4 p.c. en 1963. Parmi les importations de ce groupe de produits très différenciés,

celles de matières plastiques ont enregistré une augmentation de 25,8 p.c. en volume.

Les importations d'*autres produits*, qui comprennent, entre autres, certains combustibles et produits métalliques, se sont accrues de 19,5 p.c. au cours de l'année écoulée.

2. Biens de consommation.

Les importations de biens de consommation se sont élevées à 59,7 milliards, en progression de 26,3 p.c. par rapport au montant de 1963, qui marquait déjà une augmentation de 17,4 p.c. par rapport à 1962. L'expansion globale de 1964 recouvre un accroissement de 28,6 p.c. des achats de biens durables et de 22,9 p.c. des achats de biens non durables.

Tableau VII.

Indices du niveau de consommation en 1964

(Base 1963 = 100)

Indice du volume de la consommation alimentaire ¹ (variations saisonnières éliminées)	104
Indice des ventes ² :	
dans les grands magasins	104
dans les coopératives	100
Indice de la valeur des transactions sou- mises au timbre ¹	112
Indice du volume des importations de biens de consommation ³	123

¹ Source : Institut National de Recherches Economiques, Sociales et Politiques de l'Université de Louvain.

² Source : Institut National de Statistique (ajusté pour tenir compte des prix de détail).

³ Source : Banque Nationale de Belgique.

Les importations d'*articles textiles* se sont accrues de 13,6 p.c., contre 21,9 p.c. en 1963. Cette augmentation concerne principalement les articles de bonneterie et la confection. La part relative des achats aux pays membres de la C.E.E. est revenue de 83,5 à 82,6 p.c. Dans le total des importations en provenance de la Communauté, l'Allemagne fédérale intervient pour 19,4 p.c., contre 20 p.c., et la France, pour 24,4 p.c., contre 23,7 p.c. Les Pays-Bas restent de loin le principal fournisseur avec 43,8 p.c., tandis que la part de l'Italie représente 12,3 p.c.

Les importations d'*articles en cuir*, qui comprennent en majeure partie des chaussures, ont enregistré un taux d'accroissement de 24,8 p.c., contre 25,8 p.c. en 1963.

Caractérisées par un taux de progression très faible au cours des années antérieures, les importations d'appareils ménagers, qui s'étaient fortement développées en 1963, ont encore augmenté de 24,6 p.c. en valeur en 1964. Si les importations d'appareils récepteurs de télévision ont subi une baisse de 20,3 p.c., celles d'appareils récepteurs de radio ont, au contraire, progressé de 12,2 p.c. Quant

aux importations d'appareils électroménagers, qui englobent les réfrigérateurs, les machines à laver, les appareils de chauffage électriques et autres appareils électrotechniques ou électromécaniques à usage domestique, elles ont réalisé une expansion de 27,1 p.c.

Les importations d'appareils ménagers en provenance des pays de la C.E.E. ont enregistré un taux d'accroissement de 30,2 p.c.,

Tableau VIII.

Importations de biens de consommation

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1964/1963
	1963	1964	
<i>Biens de consommation durables</i>	26,3	33,9	129
dont : articles textiles	9,5	10,8	114
appareils ménagers	3,9	4,8	125
véhicules automobiles	3,1	6,2	204
motos, cycles, etc.	0,2	0,3	122
<i>Biens de consommation non durables</i>	20,9	25,8	123
Produits alimentaires	16,6	21,0	126
dont : café, thé, épices	(2,3)	(3,3)	(141)
fruits et légumes	(5,0)	(5,2)	(104)
viandes, graisses, poissons et crustacés	(3,8)	(5,8)	(154)
produits laitiers	(1,7)	(2,5)	(146)
vins et spiritueux	(1,7)	(1,8)	(110)
Produits autres que les produits alimentaires	4,3	4,8	112
Total ...	47,2	59,7	126

et représentent 84,8 p.c. des livraisons totales. Au sein de ce groupe de pays, le principal fournisseur reste l'Allemagne fédérale avec 39,1 p.c.; viennent ensuite les Pays-Bas avec 27,9 p.c., la France avec 18,3 p.c. et l'Italie avec 14,7 p.c.

Les importations d'automobiles neuves ont doublé en 1964 : 105.772 unités, contre 52.270 en 1963. La valeur de ces importations se chiffre à plus de 5,9 milliards, contre un montant de 2,9 milliards en 1963. On peut rappeler à ce sujet que 201.000 immatriculations de voitures neuves pour le transport de personnes ont été effectuées, contre 173.000 en 1963.

L'Allemagne fédérale a encore accru sa quote-part et couvre actuellement 48,5 p.c. des importations totales, contre 47,9 p.c. en 1963 et 43 p.c. en 1962. Les participations du Royaume-Uni et des Pays-Bas sont également en hausse : respectivement 12,5 et

12,5 p.c. en 1964, contre 6,7 et 8,5 p.c. en 1963. Par contre, la part relative de la France a diminué et s'est établie à 16,2 p.c., contre 24,5 p.c. en 1963.

Alors qu'en 1963, les importations de cyclomoteurs et de scooters avaient diminué, elles ont augmenté, en 1964, respectivement de 1,4 et 38,4 p.c.; celles de motos ont marqué un recul de 12,6 p.c. Il y a lieu de mentionner encore la progression des importations de remorques de camping : en valeur, elles sont passées de 0,42 à 0,78 milliard.

Au total, les importations de biens de consommation durables ont été couvertes à raison de 81 p.c. par des livraisons des pays de la Communauté dans le cadre de laquelle l'Allemagne fédérale est devenue le principal fournisseur avec 33,9 p.c., suivie de près des Pays-Bas avec 30,9 p.c. Par contre, si, avec 23,2 p.c., la part de la France est restée stationnaire, celle de l'Italie est tombée à 12 p.c.

Les importations de *produits alimentaires*, qui représentent 81,3 p.c. des achats de biens de consommation non durables, ont progressé de 26,3 p.c. en valeur. Les achats de fruits et légumes ainsi que ceux de vins et spiritueux n'ont que faiblement participé à cette augmentation globale, les chiffres d'accroissement pour ces produits se limitant respectivement

Tableau IX.

**Importations de produits alimentaires
prêts à la consommation**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964
	1963	1964	
Café, thé, épices	61	70	3,3
Fruits et légumes	544	592	5,2
Viandes, graisses, poissons et crustacés	172	237	5,8
Produits laitiers	61	82	2,5
Vins et spiritueux	89	94	1,8

à 3,8 et 9,7 p.c. Par contre, les importations de viandes, graisses, poissons et crustacés ont progressé de 53,6 p.c., principalement par suite de la hausse de 55,9 p.c. des importations de viandes bovines. Les importations de produits laitiers ont subi un accroissement de 46 p.c., principalement par suite de l'augmentation de 214 p.c. des importations de beurre.

3. Biens d'équipement.

Le montant global des importations de biens d'équipement s'est élevé à 41,5 milliards, dépassant ainsi de 19,9 p.c. le niveau atteint au cours de l'année précédente. Ce taux d'accroissement, qui n'englobe qu'une faible hausse de la valeur unitaire moyenne, est nettement supérieur aux 12,3 p.c. enregistrés en 1963. L'accroissement global recouvre toutefois des différences considérables d'après la nature des biens importés.

L'augmentation la plus élevée a été enregistrée par les importations de *constructions navales*, qui passent de 0,40 à 0,81 milliard après un recul prononcé en 1963.

Le pourcentage d'augmentation des importations de *machines* est également considéra-

ble : il s'élève à 31,1 p.c. Des différences sensibles apparaissent cependant suivant les catégories de machines importées.

La détérioration de la situation dans l'industrie textile s'est répercutée à la fois sur les importations de machines textiles, qui

Tableau X.

Importations de biens d'équipement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1964/ 1963
	1963	1964	
Machines complètes	10,3	13,6	131
dont : machines textiles .	1,7	1,9	108
machines agricoles	1,2	1,4	117
machines-outils ...	1,8	2,5	141
machines diverses	5,6	7,8	138
Matériel électrique et électronique	8,1	9,4	116
Machines motrices, pompes .	1,9	2,0	108
Véhicules commerciaux et avions	2,9	2,6	90
Outillage, pièces et accessoires de machines diverses .	3,1	3,8	125
Appareils de pesage, de levage et de manutention	3,1	3,7	117
Fine mécanique et appareils d'optique	2,1	2,4	115
Matériel de bureau	1,6	1,9	123
Constructions navales	0,4	0,8	205
Matériel de chemins de fer et de tramways	0,2	0,2	85
Divers	0,9	1,1	117
Total ...	34,6	41,5	120

n'ont augmenté que de 8,2 p.c., et sur les livraisons des fabricants belges de machines textiles sur le marché intérieur, qui ont diminué de 14,3 p.c. par rapport à l'année précédente.

Les importations de machines-outils ont enregistré une augmentation de 41 p.c., contre 12 p.c. en 1963.

Les achats à l'étranger de *véhicules commerciaux* et d'*avions* ont diminué de 10,1 p.c. Cependant, l'évolution est fort divergente si on considère séparément les deux composantes de ce poste. Tandis que les importations de véhicules commerciaux ont enregistré un progrès de 32,9 p.c., celles d'avions ont subi un recul de 60,8 p.c. Cette évolution s'explique partiellement par la diminution des réimportations d'avions envoyés à l'étranger aux fins de réparations.

Les importations de *matériel ferroviaire* ont diminué de 15,4 p.c., les livraisons de l'industrie nationale s'étant accrues de 8 p.c.

Le progrès des importations d'*appareils de pesage, de levage et de manutention*, ainsi que de *fine mécanique* et d'*appareils d'optique* est inférieur à celui de 1963.

Le rythme d'augmentation des importations de *matériel électrique et électronique* s'est, au contraire, légèrement accéléré.

La part relative des pays de la C.E.E. dans les livraisons totales de biens d'équipement à

l'U.E.B.L. a continué à s'affermir; elle s'est élevée à 68,7 p.c., contre 64,3 p.c. en 1963 et 62,6 p.c. en 1962. L'Allemagne fédérale a consolidé sa position de principal fournisseur en augmentant ses livraisons de 25,4 p.c. Parmi les pays tiers dont les fournitures ont accusé le taux d'accroissement le plus élevé, figurent le Canada et les pays scandinaves, respectivement avec 158 et 13,3 p.c. Par contre, les livraisons des Etats-Unis n'ont enregistré qu'une progression de 8,6 p.c., tandis que celles du Royaume-Uni ont connu une baisse de 8 p.c.

IV. COURANTS D'EXPORTATION

Les exportations de l'U.E.B.L. se sont élevées en 1964 à 279,5 milliards de francs, contre 242 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 15,5 p.c. Cette progression est plus considérable encore que celle de l'année précédente, qui était de 11,9 p.c. : elle résulte d'un gonflement des volumes exportés de 11,3 p.c. et d'une hausse des prix de 3,3 p.c.

Les ventes à l'étranger ont progressé en valeur dans tous les secteurs, sauf dans l'agriculture et l'industrie pétrolière; l'accroissement des volumes exportés est également

général si l'on excepte l'agriculture et les charbonnages.

Les indices des valeurs unitaires ont haussé dans la plupart des industries et surtout dans celles du charbon et des métaux non ferreux. Ils sont restés au niveau de 1963 dans les carrières et ils ont fléchi dans l'agriculture, l'industrie pétrolière et celle du tabac.

Les ventes de l'industrie des fabrications métalliques constituent, comme en 1963, le courant d'exportation le plus important. Elles sont suivies, par ordre d'importance, par celles

Tableau XI.

Valeur des exportations par secteur de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1963	1964	Pourcentages par rapport au total 1964	Evolution par rapport à 1963 (pour cent)
	(milliards de francs)			
Fabrications métalliques	57,6	70,2	25,1	+ 21,9
Industries textiles et du vêtement	38,8	42,7	15,3	+ 10,0
Sidérurgie	38,5	45,0	16,1	+ 17,0
Industries des métaux non ferreux	18,5	22,1	7,9	+ 19,3
Industries chimiques	17,6	19,8	7,1	+ 13,0
Industrie diamantaire	11,5	14,0	5,0	+ 21,3
Agriculture	10,6	10,1	3,6	- 4,9
Industrie pétrolière	7,9	7,8	2,8	- 1,7
Industries alimentaires	6,3	7,3	2,6	+ 16,0
Verreries et glaceries	6,0	6,9	2,5	+ 14,1
Industries du papier et des arts graphiques	4,7	5,5	2,0	+ 16,6
Industries du bois et des meubles	3,7	4,5	1,6	+ 21,1
Industrie houillère	3,0	3,2	1,2	+ 8,2
Industrie des peaux et cuirs	2,6	2,9	1,0	+ 12,2
Carrières	1,6	1,9	0,7	+ 18,7
Industrie du caoutchouc	1,4	1,7	0,6	+ 21,4
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	1,3	1,4	0,5	+ 11,4
Cimenteries	0,7	0,9	0,3	+ 18,8
Industrie céramique et briqueteries	0,7	0,9	0,3	+ 31,8
Industrie du tabac	0,7	0,8	0,3	+ 22,7
Divers	8,3	9,9	3,5	+ 19,2
Total ...	242,0	279,5	100,0	+ 15,5

de la sidérurgie et celles des industries textiles et du vêtement.

L'industrie des fabrications métalliques a accru ses ventes à l'étranger de 12,6 milliards ou 21,9 p.c. en 1964. Actuellement, celles-ci représentent un quart des exportations totales de l'U.E.B.L. L'accroissement des valeurs exportées est dû en grande partie à la progression très rapide des réexportations. Celles-ci

comprennent essentiellement des produits assemblés en Belgique, tels que les automobiles, les moteurs de hors-bord, etc., à l'aide de pièces détachées dont une partie plus ou moins importante est importée. De 1963 à 1964, les réexportations de voitures automobiles, de tracteurs et d'autres véhicules terrestres sont passées de 8,1 à 13,4 milliards, soit une augmentation de 65,9 p.c. Depuis la mise en exploitation d'usines nouvelles, notam-

Tableau XII. **Exportations de l'industrie des fabrications métalliques**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964		
Total général	57,6	70,2	119	103
dont :				
Autos, cycles, constructions aéronautiques	17,1	22,0	131	100
Tréfilerie, étirage, laminage à froid ...	6,8	7,7	111	102
Constructions électriques	10,1	12,6	121	103
Machines utilisées dans l'industrie ...	8,7	10,4	113	105
Constructions navales	1,2	1,3	—	—
Armurerie ¹	0,5	0,6	—	—
Véhicules pour voies ferrées	0,9	1,2	114	110
Tubes d'acier soudés ou étirés	1,7	1,9	112	103
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie	1,1	1,2	104	105

¹ Armes de chasse seulement.

ment à Genk, les livraisons d'autos se sont particulièrement développées. Par contre, les réexportations de matériel destiné à la navigation aérienne sont tombées de 4,8 à 4,4 milliards; l'ensemble des ventes à l'étranger de l'industrie de la construction aéronautique a d'ailleurs accusé une forte baisse, par suite de l'achèvement du programme de construction d'avions militaires F 104 G.

Les pays de la C.E.E. restent les principaux acheteurs de fabrications métalliques de l'U.E.B.L. : ils ont absorbé 65,2 p.c. des livraisons de cette industrie à l'étranger contre 64,2 p.c. en 1963. Les ventes au Royaume-Uni accusent une régression qui affecte particulièrement les machines et appareils agricoles et l'aéronautique dont les exportations avaient été gonflées en 1963 par l'incorporation dans les statistiques d'exportations temporaires d'avions devant subir des réparations dans les ateliers anglais. Les expéditions vers les pays de l'Est marquent un redressement après le recul subi en 1963. Pour la première fois depuis plusieurs années, la part des ventes aux pays en voie de développement a cessé

de s'amenuiser en raison d'une reprise vigoureuse des exportations vers les pays non industrialisés d'Afrique et d'Amérique latine, en particulier vers le Congo où le renversement de tendance qui s'était dessiné en 1963 se poursuit, et vers la Colombie et le Mexique où d'importantes commandes de matériel de chemin de fer et de téléphonie ont été livrées. Les ventes aux pays d'Asie, hormis le Japon, se sont légèrement contractées si l'on fait abstraction de la livraison d'un navire à Israël.

La forte progression des valeurs exportées en fabrications métalliques est due surtout à un gonflement du volume global, les valeurs unitaires n'ayant haussé en moyenne que de 3 p.c. L'augmentation des volumes est particulièrement accusée pour les autos et les constructions électriques, en raison notamment des réexportations.

Après trois années de quasi-stabilité, les exportations de l'industrie sidérurgique de l'U.E.B.L. ont connu une reprise vigoureuse en 1964. Les ventes de ce secteur se sont élevées à 45 milliards, contre 38,5 milliards

en 1963. A cette augmentation de 17 p.c. de la valeur globale des exportations correspond pratiquement un même accroissement en volume, car l'indice de la valeur unitaire n'a enregistré qu'une faible hausse.

La progression rapide des ventes au début de 1964 était due à une augmentation des

commandes des pays de la C.E.C.A. Celles-ci se sont légèrement contractées au cours des deuxième et troisième trimestres. Mais, au quatrième trimestre, les menaces de grève dans l'industrie sidérurgique américaine ont provoqué un accroissement général de la demande, en particulier des Etats-Unis.

Tableau XIII.

Exportations de l'industrie sidérurgique

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964	Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964			
Total général	7.162	8.219	45,0	116	101
dont :					
Barres et profilés laminés à chaud ...	3.206	3.507	17,4	110	102
Larges plats et tôles sans revêtement .	1.523	1.802	11,8	119	100
Tôles de fer et d'acier avec revêtement	466	502	4,7	108	102
Lingots, blooms, billettes et largets ...	733	1.114	4,7	153	102
Feuillards laminés à chaud et feuillards pour fer-blanc	562	678	3,5	121	100
Fil machine simplement filé à chaud ...	377	439	2,0	117	102

En valeur, les exportations de produits sidérurgiques de l'U.E.B.L. vers les pays membres de la C.E.C.A. ont augmenté de 19,9 p.c. en 1964, et les livraisons aux autres pays, de 13 p.c. Les exportations vers les pays de la C.E.C.A. ont représenté 59,7 p.c. du total des exportations de produits sidérurgiques, contre 58,3 p.c. en 1963. Les livraisons aux Pays-Bas, à l'Allemagne et à la France ont augmenté respectivement de 34,3, 29,6 et 27,6 p.c., celles au Royaume-Uni de 17,9 p.c., celles aux pays d'Amérique latine de 41,5 p.c. et celles aux pays scandinaves de 30,4 p.c. Par contre, les livraisons à l'Italie ont subi une baisse de 46 p.c.

Les industries textiles et du vêtement ont maintenu, en 1964, le même rythme d'expansion de leurs exportations qu'en 1963, soit 10 p.c. en valeur. Par contre, les volumes exportés n'ont augmenté que de 4 p.c., contre 7 p.c. en 1963, tandis que les prix à l'exportation ont accusé, dans la plupart des cas, des hausses plus fortes qu'en 1963.

Le développement des exportations des industries textiles est imputable surtout aux progrès enregistrés par les ventes de produits élaborés, en particulier de vêtements et accessoires du vêtement, de tapis et tapisseries, d'articles de bonneterie : les valeurs exportées

par ces trois secteurs se sont accrues respectivement de 29,6, 21,7 et 16 p.c. Les exportations de matières premières ont subi une régression de 3,4 p.c. en valeur, tandis que les secteurs des filés, des tissus et des couvertures ont augmenté leurs fournitures à l'étranger respectivement de 10,5, 8,9 et 12,4 p.c. Les exportations de matières premières, par contre, ont subi un recul de 12 p.c.

Les fournitures à l'étranger de l'ensemble de l'industrie de la laine se sont contractées, en volume, par rapport à 1963. Au stade des matières premières, les ventes ont diminué de 19 p.c. par suite d'une réduction des fournitures de laines en suint, de laines lavées et de déchets à tous les pays clients de l'U.E.B.L. et principalement à l'Allemagne fédérale, à la France et aux Pays-Bas. Les livraisons de tissus sont également en recul. Au stade des filés, par contre, les ventes se sont accrues, très légèrement en ce qui concerne les fils de laine peignée, et de façon plus marquée pour les fils de laine cardée.

Par rapport à l'année précédente, les exportations de tapis de laine ont augmenté de 11 p.c. en poids et de 23,1 p.c. en valeur. Elles sont de plus en plus concentrées dans les pays du Marché commun : en 1964, ils ont reçu 73,4 p.c. des livraisons contre 64 p.c. en 1963 et 50,4 p.c. en 1962. Par contre, depuis la

hausse brutale, en juillet 1962, de 21 à 40 p.c. des droits d'entrée sur cet article, le marché des Etats-Unis se rétrécit de plus en plus et n'a absorbé en 1964 que 4,7 p.c. des exportations, contre 10,6 p.c. en 1963 et 28,5 p.c. en 1962.

Les exportations de l'industrie du coton se sont caractérisées, en 1964, par un fléchissement des livraisons de filés et de tissus de coton qui a atteint, en volume, près de 2 p.c. pour chacune de ces branches. Les filatures de coton se heurtent, à la fois sur le marché

Tableau XIV.

Exportations des industries textiles et du vêtement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964	Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964			
Total général	520,1	524,8	42,7	104	105
<i>Matières premières</i>	207,8	191,3	8,2	88	109
dont : laine et poils	59,8	47,5	4,5	81	110
lin	97,3	89,3	2,3	92	112
fibres synthétiques	5,1	7,1	0,8	136	100
fibres artificielles	6,4	3,3	0,1	51	119
<i>Filés</i>	87,0	90,3	8,9	106	104
dont : filés de laine et poils	24,8	25,3	4,7	102	107
filés de coton	18,1	17,7	1,3	98	106
filés de fibres synthétiques	3,8	5,3	1,2	137	94
filés de fibres artificielles	8,8	9,6	0,7	108	99
filés de lin, chanvre et ramie ...	6,1	6,5	0,4	105	111
<i>Tissus de type standard</i>	76,6	79,0	10,9	106	103
dont : tissus de coton	29,5	28,8	3,5	99	106
tissus de laine et poils	12,9	11,9	2,7	95	102
tissus de fibres synthétiques ...	6,1	9,2	2,0	139	98
tissus de fibres artificielles	9,7	10,6	1,6	111	106
tissus de lin, chanvre et ramie	5,5	5,1	0,6	93	107
tissus de jute	12,4	12,6	0,4	102	96
<i>Tapis et tapisseries</i>	45,4	51,8	4,4	112	109
<i>Bonneterie</i>	6,5	7,3	3,2	110	105
<i>Vêtements</i>	6,8	8,6	3,4	124	105
<i>Couvertures</i>	3,8	3,5	0,4	105	107

intérieur et sur les marchés étrangers, à la concurrence des pays en voie de développement et des pays à commerce d'Etat qui exportent à des prix de dumping. Les exportations de tapis de coton ont également régressé de 11,6 p.c. en poids et de 4 p.c. en valeur par rapport à 1963 : les livraisons au Royaume-Uni, qui achète plus de 40 p.c. du poids total exporté, ont diminué de 19,1 p.c. en 1964 à la suite notamment de l'instauration, en novembre, d'une surtaxe de 15 p.c. sur les importations de produits finis.

Les fournitures de fibres synthétiques à l'étranger ainsi que celles de filés et de tissus ont accusé, en volume, une progression respectivement de 36, 37 et 39 p.c. par rapport à 1963. En valeur, les progrès sont moins marqués par suite d'une nouvelle diminution des prix de certains fils synthétiques.

Dans le secteur des fibres artificielles, la chute de 50 p.c. du volume des exportations s'explique partiellement par la hausse de 19 p.c. des prix à l'exportation. La situation est plus favorable dans les secteurs des filés et des tissus de fibres artificielles, où les exportations ont dépassé respectivement de 8 et de 11 p.c. leur niveau de 1963.

En valeur, les exportations de l'ensemble de l'industrie du lin restent étales par rapport à 1963, bien que la situation diffère d'un secteur de production à l'autre. Les ventes à l'étranger de filés de lin ont augmenté de 7 p.c. en volume; elles ont ainsi rattrapé, en partie, le terrain perdu au cours des deux années antérieures. Les exportations vers les pays membres du Marché commun se sont développées et celles vers le Royaume-Uni accusent un léger progrès malgré la forte

contraction des ventes en fin d'année après l'instauration de la taxe complémentaire de 15 p.c. à l'importation de produits finis. En 1964, les quantités de tissus de lin exportées ont diminué pour la deuxième année consécutive, en conséquence directe de la hausse continue des prix à l'exportation. Le progrès réalisé à l'exportation vers les pays membres de la C.E.E. n'a pu que minimiser les pertes subies sur les autres marchés européens.

Les livraisons de tissus de jute à l'étranger n'ont pas progressé en valeur, bien que les volumes exportés se soient accrus de 2 p.c.; les prix unitaires à l'exportation se sont en effet contractés en 1964. Les pays partenaires de la C.E.E. et les Etats-Unis restent les principaux clients de l'U.E.B.L.

Les ventes de l'industrie du vêtement et de la bonneterie sur les marchés étrangers ont augmenté en valeur respectivement de 29,6 et 16 p.c. et ont été canalisées plus encore vers les pays de la C.E.E., qui absorbent à l'heure actuelle environ 84 p.c. des exportations de l'ensemble de ces deux secteurs.

L'orientation géographique des exportations des industries textiles et du vêtement a été

caractérisée par un nouvel élargissement des débouchés dans les pays de la Communauté, particulièrement les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale; par contre, les exportations vers l'Italie ont subi une légère baisse. La proportion des ventes aux pays de l'O.C.D.E. n'appartenant pas à la C.E.E., aux pays du groupe soviétique et aux pays d'Afrique, y compris le Congo, s'est élargie; la contrepartie de ce progrès se trouve partiellement dans une contraction de la fraction exportée vers les Etats-Unis.

La valeur des exportations de *métaux non ferreux* a progressé de 19,3 p.c. en 1964, tandis que l'accroissement, en volume, s'élève à 8 p.c., et que l'indice de la valeur unitaire moyenne a augmenté de 11 p.c. par rapport à 1963. Cette hausse substantielle de la valeur unitaire moyenne traduit les difficultés d'approvisionnement qu'ont rencontrées les industries des métaux non ferreux face à une demande très active. Les livraisons aux pays de la C.E.E. se sont encore accrues par rapport à 1963 : en valeur, elles sont en augmentation de 31,1 p.c., ce qui représente, compte tenu de la hausse de 11 p.c. de l'indice de la

Tableau XV.

Exportations des industries des métaux non ferreux

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964	Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964			
Total général	676	714	22,1	108	111
dont :					
a) <i>Métaux bruts</i> :					
Cuivre	248	250	8,5	101	105
Zinc	123	127	2,0	103	144
Plomb	71	50	0,7	72	154
Étain	6	5	0,7	71	128
b) <i>Demi-produits de</i> :					
Cuivre	60	82	3,2	136	106
Zinc	16	16	0,3	111	122
Aluminium	70	84	2,9	120	103

valeur unitaire moyenne, une augmentation réelle de près de 20 p.c.

Les gains les plus importants sont relevés dans le secteur des demi-produits du cuivre dont les exportations ont augmenté de 36,4 p.c. en volume et de 44,4 p.c. en valeur, et dans celui des demi-produits d'aluminium où la

progression est de 20,2 p.c. en volume et de 24,5 p.c. en valeur. Les demi-produits du cuivre ont été très demandés par les pays de la C.E.E. : les livraisons à la France, aux Pays-Bas et à l'Allemagne fédérale ont enregistré respectivement des gains en valeur de 87, 55,6 et 46,7 p.c.; les Pays-Bas ont absorbé

39,8 p.c. du total des ventes à l'étranger et l'Allemagne fédérale, 25 p.c. Les exportations de demi-produits d'aluminium vers les pays de la C.E.E. se sont aussi développées considérablement : les taux d'accroissement sont de 55,7 p.c. pour la France, 51,4 p.c. pour l'Allemagne fédérale et 36,8 p.c. pour les Pays-Bas. Les Etats-Unis, qui ont absorbé 19,2 p.c. des exportations, restent l'acheteur le plus important, suivis de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas qui ont pris respectivement 16,3 et 15,5 p.c.

Les difficultés d'approvisionnement en biens de production ont entraîné une baisse de la

production et des exportations de plomb et d'étain. Celles-ci ont diminué en volume de près de 30 p.c. pour chacun des produits, tandis que les valeurs unitaires à l'exportation ont naturellement accusé une hausse prononcée.

Les ventes de produits bruts en zinc ont progressé de 3 p.c. en volume et de 49,1 p.c. en valeur, par suite du relèvement des cours mondiaux.

Les exportations des *industries chimiques* se sont accrues de 13 p.c. en valeur et de 10 p.c. en volume. Cette avance, moins mar-

Tableau XVI.

Exportations des industries chimiques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964		
Total général	17,6	19,8	110	102
dont :				
Engrais manufacturés	4,4	4,6	101	105
Fournitures photographiques et cinéma- tographiques	3,4	3,9	112	102
Produits chimiques inorganiques	1,8	2,1	112	102
Produits pharmaceutiques	1,0	1,2	108	103
Produits chimiques organiques	1,4	1,4	103	101
Matières plastiques de synthèse	1,6	1,9	124	100
Produits pour la teinture et le tannage .	0,7	1,0	132	99

quée que celle de l'année 1963, se répartit inégalement entre les différents secteurs. Les produits pour la teinture et le tannage et les matières plastiques de synthèse ont continué à réaliser des progrès considérables; les fournitures photographiques et cinématographiques, les produits chimiques inorganiques, ainsi que les produits pharmaceutiques sont également en progression sensible. Par contre, l'accroissement des exportations de produits chimiques organiques et d'engrais manufacturés est très faible. La plupart des valeurs unitaires sont orientées à la hausse, en raison de l'augmentation du prix des matières premières, notamment des métaux non ferreux, et de la hausse des charges salariales. La quote-part des exportations destinées aux pays membres de la C.E.E. augmente régulièrement; elle s'élève à 52,6 p.c., contre 48 p.c. en 1963. La France a particulièrement déve-

loppé ses achats et est devenue le premier client de ce secteur, devançant, de peu, les Pays-Bas qui occupaient encore la première place en 1963. La part de ces deux pays dans le total des ventes à l'étranger atteint 36,2 p.c.

Les ventes de l'*industrie diamantaire* ont augmenté en quantité, et plus encore en valeur, les prix étant orientés à la hausse. Les exportations de diamants taillés non industriels se sont principalement développées vers le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et la France, mais les Etats-Unis, qui ont absorbé 36 p.c. du total des exportations de l'U.E.B.L., restent le client le plus important. Quant aux exportations de diamants bruts non industriels, elles ont particulièrement progressé vers les Etats-Unis, Israël et l'Allemagne fédérale; 49,5 p.c. des livraisons totales étaient destinés aux Etats-Unis et 24,4 p.c. à Israël.

En *agriculture*, les exportations ont diminué en volume de 1 p.c. et en valeur de 4,9 p.c. L'indice de la valeur unitaire moyenne a reculé de 4 p.c.; ce sont essentiellement les prix à l'exportation des cultures maraîchères qui ont amené cette diminution, les prix à l'exportation de la viande et des céréales restant orientés à la hausse. En valeur, les livraisons à l'Italie et au Royaume-Uni sont en baisse respectivement de 65 et 45 p.c., tandis que celles aux Pays-Bas et à l'Allemagne fédérale enregistrent un gain respectif de 37,6 et 20,2 p.c.

Malgré la demande intérieure très soutenue, les exportations de *l'industrie pétrolière* ont presque atteint leur haut niveau de 1963. Les livraisons au Royaume-Uni ont reculé de près de 40 p.c., mais ce mouvement a été partiellement compensé par une hausse des ventes à la France. Les Pays-Bas restent le débouché principal : ils ont absorbé 28,3 p.c. des exportations.

Les exportations de *denrées alimentaires* ont augmenté de 11 p.c. en volume et de quelque 16 p.c. en valeur, grâce surtout aux

Tableau XVII.

Exportations de divers secteurs de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1964	Indices du volume 1964/1963	Indices de la valeur unitaire 1964/1963
	1963	1964			
<i>Industrie diamantaire</i>	—	—	14,0	—	—
<i>Agriculture</i>	990	1.075	10,1	99	96
dont : viande	39	28	1,1	72	107
horticulture	25	27	0,9	106	102
culture maraîchère	314	319	2,1	105	84
céréales	351	323	1,2	94	109
<i>Raffineries de pétrole</i>	5.185	5.164	7,8	101	97
<i>Industries alimentaires</i>	1.426	1.444	7,3	111	104
dont : minoteries	156	159	0,9	106	95
corps gras	29	34	0,5	113	111
sucres et sucreries	89	121	1,1	119	103
préparations de viande et de poisson	3,7	5,4	0,3	159	112
préparations à base de farine et de féculs	27	32	1,0	117	106
<i>Verreries et glaceries</i>	535	598	6,9	111	103
dont : verre à vitre non travaillé	254	289	2,4	114	106
glaces polies	72	79	1,2	109	94
bouteilles, fioles, bonbonnes ...	85	90	0,8	107	108
<i>Industries du papier et des arts graphiques</i>	312	350	5,5	113	103
dont : imprimés	46	49	2,0	112	102
articles manufacturés en pâte de bois, en papier ou en carton .	24	31	0,8	111	98
papiers et cartons	159	180	2,5	109	105
<i>Industries du bois et des meubles</i>	587	627	4,5	114	106
<i>Charbonnages</i>	3.144	2.980	3,2	91	118
<i>Industrie des peaux et du cuir</i>	39	42	2,9	107	105
dont : cuirs	3,5	4,1	0,7	109	95
pelleteries	1,9	1,6	0,3	101	110
chaussures	4,5	5,0	0,8	103	113
<i>Carrières</i>	9.080	11.901	1,9	118	101
<i>Industrie du caoutchouc</i>	38	41	1,7	119	101
<i>Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	338	373	1,4	107	104
<i>Cimenteries</i>	1.196	1.435	0,9	117	102
<i>Industrie céramique et briqueteries</i>	245	292	0,9	121	109
<i>Industrie du tabac</i>	4,8	5,4	0,9	129	95

ventes de préparations de viande et de poisson, de sucres et sucreries, et de préparations à base de farine et de féculés. En valeur, les livraisons aux pays membres de la C.E.E. ont augmenté de 15 p.c., en raison surtout de l'expansion spectaculaire des ventes à la France et aux Pays-Bas. Le gonflement des exportations de produits alimentaires vers la France, qui a atteint 38,2 p.c., concerne principalement la bière, le chocolat et les biscuits. Les Pays-Bas restent néanmoins le meilleur client en important près de 28 p.c. du total des exportations de produits alimentaires.

La tendance à l'amélioration des livraisons à l'étranger des *verreries et glaceries* qui était apparue à la fin de 1963 s'est maintenue en 1964. Les exportations ont augmenté de 11 p.c. en volume et de 14,1 p.c. en valeur. Les progrès les plus sensibles concernent les ventes de verre à vitre qui haussent de 14 p.c. en volume et de 20,7 p.c. en valeur. Les livraisons aux pays de la C.E.E. ont progressé de 10,4 p.c. Toutefois, la part de ces pays dans le total des ventes à l'étranger a été ramenée à 37,8 p.c., contre 39 p.c. en 1963. Les ventes aux Etats-Unis et aux pays de l'Association Européenne de Libre Echange marquent une vigoureuse reprise qui se traduit par une hausse respectivement de 16,9 et 16,4 p.c. par rapport à 1963.

L'augmentation de 16,6 p.c. de la valeur des ventes à l'étranger des *industries du papier et des arts graphiques* résulte d'une progression de 13 p.c. des volumes exportés et d'une hausse de 3 p.c. des prix à l'exportation. Les livraisons d'imprimés, d'articles manufacturés et de papiers ou cartons ont augmenté respectivement de 12, 11 et 14 p.c. en volume. La France reste le client principal de l'U.E.B.L.; elle a absorbé 36,8 p.c. de ses ventes, contre 31,1 p.c. pour les Pays-Bas.

L'augmentation de 21,1 p.c. de la valeur des ventes à l'étranger des *industries du bois et des meubles* résulte d'une progression de 14 p.c. des volumes exportés et de 6 p.c. des prix à l'exportation. Les livraisons de ce secteur sont concentrées à concurrence de 86,9 p.c., contre 84,9 p.c. en 1963, dans les pays limitrophes de l'U.E.B.L. : France, Pays-Bas et Allemagne fédérale.

En 1964, les exportations de *houille et d'agglomérés de houille* se sont élevées à 2,4 millions de tonnes, contre 2,5 millions en 1963. Le recul a porté essentiellement sur les fournitures aux pays de la C.E.C.A. qui ont diminué de 6 p.c. L'Allemagne fédérale a réduit ses achats de 48 p.c. en volume, d'une année à l'autre. Cette réduction est due au non-respect des engagements pris l'année antérieure, aux difficultés de placer des tonnages complémentaires sur ce marché, ainsi qu'aux basses eaux du Rhin qui ont persisté durant de nombreux mois. Les livraisons à la France ont baissé de 3,2 p.c. en volume, mais ont représenté néanmoins 52 p.c. des exportations totales, contre 51 p.c. en 1963. La réduction a affecté principalement les expéditions de charbons industriels qui avaient fortement progressé en mars et avril 1963 à la suite de la grève dans les mines françaises. Par contre, les livraisons aux Pays-Bas ont doublé, mais l'accroissement de 233.000 tonnes en 1963 à 487.000 tonnes en 1964 a porté essentiellement sur des charbons fournis pour la cokéfaction à façon.

Les exportations de l'*industrie du tabac* ont enregistré une nouvelle hausse d'environ 30 p.c. en volume. Ce progrès doit être attribué à une nouvelle augmentation des livraisons aux Pays-Bas de produits fabriqués par des filiales néerlandaises installées en Belgique.

V. EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

Les relations commerciales de l'U.E.B.L. se sont intensifiées avec chacune des grandes zones géographiques. Un classement des échanges d'après la part que chacune d'elles prend dans le commerce total de l'U.E.B.L. fait

apparaître en 1964 une progression de la C.E.E. et des pays en voie de développement, et un recul de la zone Etats-Unis-Canada, du Royaume-Uni et des pays du groupe communiste.

Tableau XVIII.

Répartition par produits et par régions des exportations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits	Matières	Produits	Produits	Articles	Machines	Produits	Divers
			alimen- taires	pre- mières	énergé- tiques	chi- miques	manu- facturés classés d'après la matière première	et matériel de trans- port	finis de consom- mation	
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
<i>Pays industrialisés</i> ¹	1963	206,3	14,0	16,0	9,1	10,9	101,3	35,4	14,9	4,7
	1964	238,2	13,8	16,7	9,0	12,2	119,4	42,8	19,3	5,0
dont : Communauté Economique Européenne	1963	147,1	11,5	11,1	6,4	7,0	67,9	28,9	11,3	3,0
	1964	174,9	12,1	11,8	6,5	8,4	82,1	35,5	14,6	3,9
Etats-Unis et Canada ...	1963	22,7	0,3	1,4	...	0,9	17,0	1,1	1,5	0,5
	1964	25,2	0,3	1,3	...	0,9	18,2	2,0	2,3	0,2
Royaume-Uni	1963	13,9	1,3	2,0	0,8	0,8	5,2	2,4	1,1	0,3
	1964	13,8	0,8	2,2	0,4	0,8	6,3	1,9	1,1	0,3
<i>Pays du groupe communiste</i> ² ...	1963	4,8	0,1	1,0	...	0,7	2,0	0,8	0,1	0,1
	1964	5,0	0,5	1,0	...	0,5	1,4	1,4	0,1	0,1
<i>Pays en voie de développement</i> ...	1963	30,9	1,8	1,0	1,8	2,8	15,2	5,6	1,2	1,5
	1964	36,3	2,1	0,8	2,0	3,2	17,4	7,6	1,4	1,8
dont : Congo, Rwanda et Bu- rundi	1963	2,5	0,2	...	0,1	0,3	0,8	0,9	0,2	...
	1964	3,4	0,3	0,1	...	0,3	1,1	1,3	0,2	0,1
<i>Total général</i>	1963	242,0	15,9	18,0	10,9	14,4	118,5	41,8	16,2	6,3
	1964	279,5	16,4	18,5	11,0	15,9	138,2	51,8	20,8	6,9

¹ Pays de la Communauté Economique Européenne, Suède, Norvège, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Irlande, Etats-Unis, Canada, Suisse, Autriche et Japon.

² Pays du groupe soviétique, Yougoslavie, Chine, Nord-Viet-Nam et Corée du Nord.

Tableau XIX.

Répartition par produits et par régions des importations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits	Matières	Produits	Produits	Articles	Machines	Produits	Divers
			alimen- taires	pre- mières	énergé- tiques	chi- miques	manu- facturés classés d'après la matière première	et matériel de trans- port	finis de consom- mation	
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
<i>Pays industrialisés</i> ¹	1963	199,5	20,1	24,0	14,4	15,4	47,7	61,0	15,0	1,9
	1964	230,6	23,7	29,0	15,1	18,0	55,4	69,3	18,1	2,0
dont : Communauté Economique Européenne	1963	134,2	11,9	13,1	11,3	11,1	30,8	42,6	12,1	1,3
	1964	157,7	13,8	15,1	12,4	13,2	37,1	49,9	14,7	1,5
Etats-Unis et Canada ...	1963	26,3	6,2	3,7	2,1	2,0	3,5	7,5	1,1	0,2
	1964	30,1	6,9	5,7	1,8	2,3	4,3	7,7	1,1	0,3
Royaume-Uni	1963	21,1	0,9	1,7	1,0	1,3	8,6	6,9	0,7	...
	1964	22,7	1,6	1,9	0,8	1,5	9,0	7,1	0,8	...
<i>Pays du groupe communiste</i> ² ...	1963	6,5	1,2	1,9	0,7	0,4	1,4	0,5	0,4	...
	1964	7,1	1,3	2,1	0,5	0,4	1,6	0,6	0,5	0,1
<i>Pays en voie de développement</i> ...	1963	49,6	9,4	14,8	12,8	0,1	11,5	0,1	0,2	0,7
	1964	58,4	10,8	18,2	13,5	0,2	14,5	0,3	0,3	0,6
dont : Congo, Rwanda et Bu- rundi	1963	8,5	0,2	1,4	...	...	6,6	...	...	0,3
	1964	10,3	0,3	1,5	...	...	8,3	...	...	0,2
<i>Total général</i>	1963	255,6	30,7	40,7	27,9	15,9	60,6	61,6	15,6	2,6
	1964	296,1	35,8	49,3	29,1	18,6	71,5	70,2	18,9	2,7

¹ Pays de la Communauté Economique Européenne, Suède, Norvège, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Irlande, Etats-Unis, Canada, Suisse, Autriche et Japon.

² Pays du groupe soviétique, Yougoslavie, Chine, Nord-Viet-Nam et Corée du Nord.

Tableau XX.

Commerce mondial

Source : *International Financial Statistics*.

	1962	1963	1964	Taux d'accroissement de 1963 à 1964
	(milliards de dollars E.U.)			
Commerce mondial	256,4	278,5	311,1	11,7
Commerce des zones développées ¹	196,7	215,6	243,1	12,8
Commerce des pays de la Communauté Economi- que Européenne ²	70,0	78,0	87,4	12,1
à l'intérieur de la zone ²	27,0	31,7	36,4	15,0
avec les pays tiers ²	43,0	46,3	51,0	10,1

¹ Europe (sauf pays du groupe soviétique), Etats-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et République d'Afrique du Sud.

² Source : *Office Statistique des Communautés Européennes*.

1. Echanges avec les pays industrialisés.

Les échanges entre l'U.E.B.L. et les pays industrialisés ne se sont pas développés plus rapidement que l'ensemble du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964, mais cette évolution globale recouvre des progressions très différentes suivant les régions économiques.

a) *Commerce avec les pays de la Communauté Economique Européenne.*

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec les pays partenaires de la C.E.E. sont passés, d'une année à l'autre, de 281,3 milliards de francs à 332,6 milliards, soit une augmentation de 18,2 p.c., contre 15,7 p.c. pour l'ensemble des échanges avec l'étranger.

Tableau XXI.

**Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
avec les pays de la C.E.E.**

Source : *Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique*.

Années	Importations	Exportations	Solde
1953	46,7	43,4	— 3,3
1954	51,6	49,6	— 2,0
1955	58,4	62,1	+ 3,7
1956	67,5	70,8	+ 3,3
1957	74,7	73,4	— 1,3
1958	72,9	68,7	— 4,2
1959	81,0	76,1	— 4,9
1960	94,7	95,4	+ 0,7
1961	106,8	104,5	— 2,3
1962	116,2	122,9	+ 6,7
1963	134,2	147,1	+ 12,9
1964	157,7	174,9	+ 17,2

Les exportations se sont accrues de 18,9 p.c. et les importations, de 17,5 p.c. L'excédent de la balance commerciale a atteint le niveau

record de 17,2 milliards, dépassant de 4,3 milliards le maximum de 1963.

L'importance relative de la C.E.E. comme débouché pour les produits de l'U.E.B.L. a continué à se développer en 1964, les exportations à destination des pays partenaires passant de 60,8 p.c. à 62,6 p.c. du total des ventes à l'étranger. Cette progression peut s'expliquer par l'abaissement des tarifs douaniers entre les pays signataires du Traité de Rome, et aussi par la situation de haute conjoncture dans les pays limitrophes de l'U.E.B.L. qui sont ses principaux clients. Ce sont surtout les industries des fabrications métalliques, sidérurgique, des métaux non ferreux, des textiles et des produits chimiques qui ont contribué à cette évolution.

L'expansion de 23,8 p.c. des ventes de l'industrie des fabrications métalliques aux pays de la Communauté est particulièrement liée à la prospérité de certains d'entre eux en 1964; ce sont, en effet, les exportations de machines et appareils, de matériel électrique ainsi que de véhicules vers l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas qui ont progressé le plus. Les exportations de l'industrie sidérurgique se sont accrues, quant à elles, de 19,9 p.c., la chute des ventes à l'Italie ayant été plus que compensée par le gonflement des achats de l'Allemagne fédérale, de la France et des Pays-Bas. L'augmentation de 31,1 p.c. des ventes des industries des métaux non ferreux au même groupe de pays est due partiellement à la hausse des prix de ces produits et partiellement à l'accroissement rapide des exportations de cuivre, surtout vers l'Allemagne fédérale. Les exportations de produits textiles se sont accrues de 13,4 p.c. en raison surtout de l'élargissement des débouchés aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale.

Tableau XXII.

Exportations vers les pays de la C.E.E.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1963	1964
<i>Fabrications métalliques</i>	37,0	45,7
dont : autos, cycles, constructions aéronautiques	13,6	18,2
constructions électriques	7,6	9,2
machines utilisées dans l'industrie	4,8	5,6
<i>Produits sidérurgiques</i>	22,4	26,9
<i>Métaux non ferreux</i>	11,8	15,5
dont : cuivre	7,2	9,4
zinc	0,9	1,5
plomb	0,5	0,6
<i>Articles textiles</i>	26,5	30,0
dont : matières premières	4,8	4,5
(laines et poils)	(3,4)	(3,2)
filés	6,6	7,3
(filés de laine et poils)	(3,6)	(4,0)
(filés de coton)	(1,0)	(1,1)
tissus de type standard	6,2	6,9
(tissus de laine et poils)	(2,1)	(2,1)
(tissus de coton)	(1,6)	(1,7)
(tissus de fibres synthétiques et artificielles)	(2,2)	(2,8)
bonneterie	2,2	2,7
tapis et tapisseries	2,2	3,0
vêtements et accessoires du vêtement	2,2	2,8
<i>Produits chimiques</i>	8,4	10,4
dont : engrais manufacturés	1,9	2,5
fournitures photographiques et cinématographiques ...	1,1	1,2
produits chimiques inorganiques	0,9	1,1
<i>Produits pétroliers</i>	3,7	3,7
dont : gas-oil, essence Diesel et autres huiles lourdes	2,0	1,7
essence et autres huiles légères	0,7	0,6
<i>Combustibles solides</i>	2,6	2,8
<i>Produits agricoles</i>	7,6	7,5
dont : culture	3,3	3,8
(produits maraichers)	(1,7)	(1,6)
élevage	4,0	3,5
(œufs de volaille et de gibier)	(0,9)	(0,8)
<i>Produits alimentaires</i>	4,3	4,9
dont : farines	0,5	0,5
<i>Papiers et livres</i>	3,8	4,6
<i>Perles et pierres précieuses</i>	2,2	2,6
<i>Verres et glaces</i>	2,4	2,6
<i>Peaux et cuirs</i>	1,9	2,2
<i>Meubles et bois</i>	3,2	4,0
<i>Carrières</i>	1,3	1,6
<i>Ciments</i>	0,5	0,6
<i>Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	0,8	1,0
<i>Caoutchouc</i>	1,0	1,2
<i>Tabacs manufacturés</i>	0,6	0,8
<i>Céramiques</i>	0,6	0,8
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	4,5	5,5
Total ...	147,1	174,9

L'industrie des produits chimiques a accru ses ventes aux pays de la Communauté de plus de 24,1 p.c.; le progrès est particulièrement accusé dans l'industrie des engrais manufacturés.

L'importance relative de la C.E.E. en tant que fournisseur de l'U.E.B.L. continue aussi

de s'accroître. L'U.E.B.L. s'est, en effet, approvisionnée dans les quatre pays membres à concurrence de 53,3 p.c. du total de ses achats en 1964, contre 52,5 p.c. en 1963 et 51 p.c. en 1962.

La part relative des importations de biens de production en provenance de la C.E.E.

Tableau XXIII.

Importations en provenance des pays de la C.E.E.
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1963	1964
<i>Biens de production</i>	79,2	88,3
destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques	30,6	31,9
dont : parties et pièces détachées d'autos, de motos, de cycles	13,7	12,0
minerai de fer	2,5	2,7
fonte, lingots, mitraille et ferro-alliages	1,5	2,3
destinés aux industries textiles	9,0	9,9
dont : matières premières de laine	0,8	0,8
matières premières de lin	1,0	1,2
demi-produits de laine	2,2	2,3
demi-produits de textiles artificiels et synthétiques	1,5	1,7
destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires	6,0	6,5
dont : engrais et produits phytopharmaceutiques	2,3	2,5
céréales	1,5	1,6
cacao	0,4	0,4
destinés à l'industrie de la construction	3,0	3,7
destinés à l'industrie du cuir	1,3	1,4
destinés aux industries du papier et des arts graphiques	0,9	1,0
destinés à l'industrie du bois	0,8	1,2
destinés à l'industrie diamantaire	0,7	1,0
destinés à l'industrie du tabac	0,2	0,3
destinés à l'industrie du caoutchouc	0,2	0,3
destinés indistinctement aux divers secteurs de la production	26,5	31,1
dont : combustibles solides	8,3	9,1
produits chimiques	7,3	8,8
huiles minérales	2,2	2,5
<i>Biens de consommation</i>	32,0	40,1
Biens de consommation durables	21,1	27,4
dont : articles textiles	8,0	8,9
appareils ménagers	3,1	4,1
véhicules automobiles, motos, cycles, etc.	2,8	5,4
Biens de consommation non durables	10,9	12,7
dont : produits alimentaires	8,1	9,5
(produits laitiers)	(1,2)	(1,6)
(viandes, graisses, poissons et crustacés)	(1,6)	(2,1)
(fruits et légumes)	(2,3)	(2,4)
(vins et spiritueux)	(1,2)	(1,3)
autres biens de consommation non durables	2,8	3,2
<i>Biens d'équipement</i>	22,3	28,5
dont : matériel électrique et électronique	5,5	7,0
machines motrices, pompes	1,1	1,1
outillage, pièces et accessoires de machines diverses ..	2,0	2,5
véhicules commerciaux et avions	1,5	2,1
appareils de pesage, de levage et de manutention ...	1,8	2,3
machines complètes : machines agricoles	0,8	1,0
machines textiles	0,9	1,0
machines-outils	1,2	1,5
machines diverses	3,8	5,5
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	0,7	0,8
Total ...	134,2	157,7

accuse un très léger recul en 1964, de 45,8 à 45,5 p.c. des importations totales de ce groupe de produits. La contrepartie de cette réduction se trouve dans une avance des importations à la fois de biens de consommation et de biens d'équipement qui passent respectivement de 66,3 à 67,2 p.c. et de 64,3 à 68,7 p.c. des

importations totales de chacun de ces groupes. L'accroissement des importations de biens de production n'a été que de 11,5 p.c. par rapport à 1963, tandis que les achats de biens de consommation et de biens d'équipement ont progressé respectivement de 25,4 et 28,1 p.c. Contrairement à ce qui s'était passé en 1963,

l'accroissement des achats de biens d'équipement a donc été plus important que celui des biens de consommation; il a porté surtout sur le matériel électrique et électronique et les machines diverses. Quant à l'expansion des importations de biens de consommation, elle est due surtout aux achats de biens de consommation durables, spécialement de véhicules automobiles, de motos et de cycles. En ce qui concerne les biens de production, le ralentissement du rythme d'expansion des importations en 1964 a surtout été sensible pour les biens destinés à la métallurgie et aux industries textiles.

La répartition géographique des courants d'échange avec les quatre pays partenaires de la Communauté n'a pas accusé de changements notables. Les Pays-Bas restent le principal client de l'U.E.B.L. Leur part relative dans les exportations à destination de la Communauté s'est élevée à 36,7 p.c., en très léger recul par rapport à 1963. L'Allemagne fédérale vient au second rang avec 33,1 p.c., suivie de la France avec 24,2 p.c. et de l'Italie avec 6 p.c. Le recul de 2,4 p.c. de la part relative de l'Italie a été plus que compensé par une progression de 2,6 p.c. de celle de l'Allemagne fédérale. Aucun changement d'orientation ne s'est manifesté dans les courants d'importation. La part relative de l'Allemagne fédérale a représenté 37,2 p.c. des importations en provenance de la C.E.E., celle des Pays-Bas, 27,9 p.c., celle de la France, 27,8 p.c. et celle de l'Italie, 7,1 p.c. Les parts relatives de l'Allemagne fédérale et de l'Italie se sont quelque peu accrues au détriment de celle de la France.

Les échanges de l'U.E.B.L. avec l'Allemagne fédérale se sont à nouveau intensifiés, surtout à l'exportation. Les ventes de l'U.E.B.L. sont passées de 44,8 milliards en 1963 à 57,9 milliards en 1964, soit une hausse de 29,3 p.c. Les progrès sont très marqués pour le fer, la fonte et l'acier (+ 3,3 milliards), les voitures automobiles (+ 2,4 milliards), en raison surtout de la mise en exploitation de nouvelles usines d'assemblage en U.E.B.L., le cuivre (+ 1,5 milliard), les machines, appareils et matériel électrique (+ 1,5 milliard), les produits destinés aux industries textiles (+ 1,2 milliard), le zinc (+ 0,4 milliard) et les produits du règne végétal (+ 0,4 milliard). Les importations en

provenance de l'Allemagne fédérale sont passées de 49,2 milliards en 1963 à 58,7 milliards en 1964, soit une progression de 19,2 p.c. Celle-ci porte essentiellement sur les machines et appareils ainsi que sur le matériel électrique (+ 2,9 milliards), sur les voitures automobiles (+ 1,6 milliard), la fonte, le fer et l'acier (+ 0,9 milliard), les produits minéraux (+ 0,9 milliard), les produits destinés aux industries chimiques (+ 0,7 milliard), les matières plastiques, y compris le caoutchouc (+ 0,4 milliard) et les appareils d'optique et de précision (+ 0,3 milliard). Le déficit traditionnel de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec l'Allemagne fédérale s'est fortement contracté, puisqu'il est revenu de 4,4 milliards en 1963 à 0,8 milliard en 1964.

Les échanges avec les *Pays-Bas* ont augmenté de 17,1 p.c. en 1964, contre 11,3 p.c. en 1963. Les exportations belgo-luxembourgeoises à destination de ce pays se sont élevées de 54,6 milliards en 1963 à 64,1 milliards en 1964. L'accroissement concerne principalement les produits textiles (+ 1,8 milliard), le fer, la fonte et l'acier (+ 1,6 milliard), les machines et appareils électriques (+ 1,3 milliard), le cuivre (+ 0,5 milliard), les produits destinés aux industries alimentaires (+ 0,4 milliard), et les produits de l'industrie du meuble (+ 0,3 milliard). Les importations belgo-luxembourgeoises en provenance des Pays-Bas se sont accrues de 37,7 à 44 milliards, en raison principalement de l'augmentation des achats de voitures automobiles (+ 0,9 milliard), de machines, d'appareils et de matériel électrique (+ 0,9 milliard), de matières textiles (+ 0,7 milliard), de produits du règne animal (+ 0,7 milliard), de produits alimentaires (+ 0,4 milliard), de produits chimiques (+ 0,4 milliard) et de fonte, de fer et d'acier (+ 0,3 milliard). Le boni traditionnel de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas s'est encore accentué, passant de 17 milliards en 1963 à 20,1 milliards en 1964.

L'intensification des relations commerciales de l'U.E.B.L. avec la *France* a été moins vive en 1964, les échanges ayant augmenté de 16,8 p.c., contre 22,7 p.c. en 1963. Comme en 1963, cette progression est surtout attribuable à l'augmentation rapide des exportations qui se sont établies à 42,3 milliards en

1964 contre 35,2 milliards en 1963. Les progrès ont été particulièrement accusés pour la fonte, le fer et l'acier (+ 2,3 milliards), les machines et appareils et le matériel électrique (+ 0,7 milliard), les produits chimiques (+ 0,7 milliard), en particulier les engrais (+ 0,3 milliard), les produits textiles (+ 0,6 milliard), le cuivre (+ 0,4 milliard), les matières servant à la fabrication du papier (+ 0,4 milliard) et les produits des industries alimentaires (+ 0,3 milliard). De leur côté, les importations en provenance de la France ont progressé de 38,5 milliards en 1963 à 43,8 milliards en 1964, la diminution des importations de voitures automobiles (— 1,1 milliard) étant plus que compensée par l'accroissement des achats de fer, de fonte et d'acier (+ 1,1 milliard), de matières textiles (+ 0,8 milliard), de machines et appareils, ainsi que de matériel électrique (+ 0,7 milliard), d'aluminium (+ 0,4 milliard), de produits minéraux (+ 0,4 milliard) et de céréales (+ 0,4 milliard). Le déficit de la balance commerciale avec ce pays est revenu de 3,2 milliards en 1963 à 1,5 milliard en 1964.

La structure des échanges belgo-luxembourgeois avec l'Italie s'est fortement modifiée par rapport à l'année précédente, en ce sens que les importations ont continué à augmenter tandis que les exportations ont accusé une très nette régression. Les ventes de l'U.E.B.L. à l'Italie sont revenues de 12,4 milliards en 1963 à 10,6 milliards en 1964, soit une diminution de plus de 14 p.c. La régression est particulièrement sensible pour la sidérurgie (— 1,3 milliard), les produits du règne animal (— 0,9 milliard), l'aéronautique (— 0,1 milliard) et l'industrie du cuivre (— 0,1 milliard). Seules les ventes de machines et appareils et de matériel électrique ont connu une expansion (+ 0,5 milliard). Les importations en provenance de l'Italie se sont accrues de 8,8 à 11,3 milliards en 1964. L'accroissement porte essentiellement sur l'aéronautique (+ 0,4 milliard), les machines et appareils et matériel électrique (+ 0,4 milliard), les produits minéraux (+ 0,3 milliard), les matières textiles (+ 0,2 milliard) et les matières plastiques, y compris le caoutchouc (+ 0,1 milliard). Le boni de 3,6 milliards de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec l'Italie en 1963, s'est mué en un déficit de 0,7 milliard en 1964.

b) *Commerce avec les autres pays industrialisés.*

Le taux d'accroissement des échanges entre l'U.E.B.L. et les autres pays industrialisés a été de 9,4 p.c. en 1964, contre 6,9 p.c. en 1963. Les importations (+ 11,7 p.c.) ont continué à progresser plus rapidement que les exportations (+ 6,8 p.c.) et le déficit de la balance commerciale s'est ainsi aggravé de 6,1 milliards en 1963 à 9,6 milliards en 1964.

Les importations belgo-luxembourgeoises en provenance des *Etats-Unis* sont passées de 23,6 milliards en 1963 à 26,2 milliards en 1964, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 11,2 p.c. Cette progression porte principalement sur les achats de coton (+ 0,4 milliard), de perles fines et de pierres précieuses, (+ 0,3 milliard), de céréales (+ 0,3 milliard), de graisses et huiles (+ 0,2 milliard), de textiles synthétiques et artificiels (+ 0,1 milliard), de beurre (+ 0,1 milliard), de produits sidérurgiques (+ 0,1 milliard), de produits chimiques inorganiques (+ 0,1 milliard) et d'aluminium (+ 0,1 milliard), tandis que l'on enregistre une réduction des achats de combustibles minéraux (— 0,3 milliard) et de voitures automobiles (— 0,1 milliard). Les exportations vers les *Etats-Unis* se sont accrues de 9,5 p.c. par rapport à 1963, passant de 20,6 à 22,5 milliards. L'accroissement des ventes de perles fines et de pierres précieuses (+ 0,8 milliard), de voitures automobiles (+ 0,4 milliard), de constructions navales (+ 0,3 milliard), de barres et profilés laminés à chaud (+ 0,2 milliard) et de produits photographiques et cinématographiques (+ 0,2 milliard), a plus que compensé la réduction des livraisons de cuivre (— 0,3 milliard), de zinc (— 0,1 milliard) et de tapis et tapisseries (— 0,1 milliard). La détérioration de la balance commerciale avec les *Etats-Unis* s'est poursuivie : le déficit s'est élevé à 3,7 milliards en 1964, contre 3 milliards en 1963 et 1,9 milliard en 1962.

Les échanges avec le *Canada*, tout en se situant à un niveau relativement bas, ont progressé de 33,2 p.c. par rapport à 1963. Les importations se sont élevées de 2,7 milliards en 1963 à 3,8 milliards en 1964; cette progression de 41,1 p.c. est due essentiellement à l'augmentation des achats de minerai de zinc (+ 0,5 milliard), de minerai de plomb (+ 0,2 milliard), et de beurre (+ 0,2 milliard), tandis

que les livraisons de céréales enregistrent une baisse de 0,1 milliard. Quant aux exportations, elles ont augmenté de 23,5 p.c., soit de 2,2 milliards en 1963 à 2,7 milliards en 1964, principalement par suite d'une progression des livraisons de barres et profilés laminés à chaud (+ 0,4 milliard). Dès lors, le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec le Canada s'est élevé à 1,1 milliard en 1964 contre 0,5 milliard en 1963.

Les importations de l'U.E.B.L. en provenance du *Royaume-Uni* ont atteint 22,7 milliards en 1964, contre 21,1 milliards en 1963, soit une augmentation de 7,8 p.c. L'élargissement des achats de perles fines et de pierres précieuses (+ 1,3 milliard), d'animaux vivants (+ 0,6 milliard), de voitures automobiles (+ 0,4 milliard), de chaudières, machines, appareils et engins mécaniques (+ 0,5 milliard) et de produits chimiques organiques (+ 0,1 milliard), a été tempéré par la baisse des livraisons de cuivre (— 0,9 milliard), d'avions (— 0,9 milliard) et de combustibles minéraux (— 0,2 milliard). Les exportations vers le Royaume-Uni se sont apparemment maintenues au même niveau de l'année précédente : 13,9 milliards en 1963 et 13,8 milliards en 1964. Il convient toutefois de rappeler que les exportations de 1963 vers ce pays étaient gonflées pour un montant non négligeable par l'incorporation, dans les statistiques, d'exportations temporaires d'avions devant subir des réparations dans les ateliers anglais. Si l'on compare des chiffres qui font abstraction de ces livraisons temporaires, on constate une légère progression des exportations en 1964; la diminution des livraisons de produits agricoles (— 0,5 milliard), d'essence et autres huiles légères (— 0,4 milliard) a été plus que compensée par un accroissement des ventes de perles et pierres précieuses (+ 0,5 milliard), de produits textiles (+ 0,4 milliard), de voitures automobiles (+ 0,3 milliard), de produits sidérurgiques (+ 0,2 milliard) et de machines utilisées dans l'industrie (+ 0,1 milliard). Le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 8,9 milliards en 1964, contre 7,2 milliards en 1963.

Les importations en provenance des *pays scandinaves*, y compris la Finlande, ont progressé de 14,3 p.c. par rapport à l'année précédente, passant de 10,8 milliards en 1963 à

12,3 milliards en 1964. Les progrès ont surtout été appréciables pour les achats de minerai de fer (+ 0,4 milliard), de matières servant à la fabrication du papier (+ 0,2 milliard), de papiers et cartons (+ 0,2 milliard) et de bateaux-citernes de mer (+ 0,1 milliard). Les exportations de l'U.E.B.L. vers ces pays se sont accrues de 13,4 p.c., soit de 11,6 milliards en 1963 à 13,1 milliards en 1964, principalement à la suite de l'augmentation des ventes de produits sidérurgiques (+ 0,9 milliard), de verres et glaces (+ 0,1 milliard). De ce fait, l'excédent de la balance commerciale a été stabilisé à 0,8 milliard en 1964.

Les échanges avec la *Suisse* sont restés relativement stables. Les exportations sont revenues de 6,9 milliards en 1963 à 6,7 milliards en 1964. Quant aux importations, elles ont augmenté de 4,1 milliards en 1963 à 4,4 milliards en 1964. L'excédent de la balance commerciale s'est élevé à 2,3 milliards en 1964 contre 2,7 milliards en 1963.

Les échanges avec le *Japon*, qui se situent à un niveau relativement bas, sont restés quasi stationnaires. Comme en 1963, les importations se sont chiffrées à 1,8 milliard en 1964, tandis que les exportations sont revenues de 1,7 milliard en 1963 à 1,6 milliard en 1964, par suite de la diminution des ventes de machines utilisées dans l'industrie (— 0,2 milliard). Par conséquent, les échanges de l'U.E.B.L. avec le Japon, qui étaient équilibrés en 1963, ont enregistré un déficit de 0,2 milliard en 1964.

2. Echanges avec les pays du groupe communiste.

Les exportations vers les pays du groupe communiste se sont légèrement accrues en 1964, s'établissant à 5 milliards, contre 4,8 milliards en 1963, tandis que les courants d'importation ont continué de se développer, passant de 6,5 milliards en 1963 à 7,1 milliards en 1964. Dès lors, le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec ce groupe de pays s'est élevé à 2,1 milliards en 1964, contre 1,7 milliard en 1963. L'évolution des exportations est attribuable à l'augmentation des ventes de machines utilisées dans l'industrie (+ 0,3 milliard), de céréales (+ 0,3 milliard), et de constructions électriques (+ 0,1 milliard), qui a

compensé la diminution des ventes de cuivre (— 0,4 milliard) et de produits sidérurgiques (— 0,1 milliard). Par ailleurs, l'accroissement des importations est dû principalement aux achats de bois (+ 0,2 milliard), de biens de consommation durables (+ 0,2 milliard) et d'orge (+ 0,1 milliard), qui ont plus que compensé la diminution des achats de produits sidérurgiques (— 0,2 milliard).

3. Echanges avec les pays en voie de développement.

La tendance à la détérioration de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays en voie de développement s'est accentuée en 1964 : le déficit s'est élevé à 22,1 milliards, contre 18,7 milliards en 1963 et 14 milliards en 1962.

Le déficit des échanges avec le *Congo*, le *Rwanda* et le *Burundi*, qui représente 31,2 p.c. du déficit total du commerce avec les pays en voie de développement, a légèrement augmenté : de 6 milliards en 1963 à 6,9 milliards en 1964. Les importations en provenance de ces pays se sont accrues de 8,5 milliards en 1963 à 10,3 milliards en 1964, principalement à la suite de l'augmentation des approvisionnements en cuivre (+ 1,6 milliard). Quant aux exportations, elles ont augmenté de 2,5 milliards en 1963 à 3,4 milliards en 1964, principalement par suite de l'accroissement des ventes de matériel automobile (+ 0,1 milliard) et de machines utilisées dans l'industrie (+ 0,1 milliard).

Les importations en provenance des *autres pays africains* se sont élevées de 9,3 milliards en 1963 à 11,2 milliards en 1964, par suite de l'accroissement des achats de cuivre (+ 0,5 milliard), de minerai de fer (+ 0,4 milliard), de matières premières textiles (+ 0,3 milliard) et de pétrole (+ 0,4 milliard). Les exportations se sont élargies de 5,2 milliards en 1963 à 6,1 milliards en 1964. On note une progression des fournitures d'engrais manufacturés (+ 0,2 milliard) et de machines utilisées dans l'industrie (+ 0,1 milliard). Le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec ces pays s'est élevé à 5,1 milliards en 1964, contre 4,1 milliards en 1963.

Les importations de l'U.E.B.L. en provenance des pays de l'*Amérique latine* ont légè-

rement augmenté, de 11,1 milliards en 1963 à 11,5 milliards en 1964, tandis que les exportations vers ces pays sont passées de 5,6 à 7,3 milliards. De ce fait, le déficit de la balance commerciale s'est réduit de 5,5 milliards en 1963 à 4,2 milliards en 1964. L'accroissement des importations est dû principalement à l'augmentation des achats de café, thé et épices (+ 0,6 milliard), de viandes et graisses (+ 0,4 milliard), de minerai de fer (+ 0,3 milliard) et de cuivre (+ 0,2 milliard), qui a plus que compensé la réduction des approvisionnements en pétrole (— 0,6 milliard) et en matières premières textiles (— 0,1 milliard). L'évolution des exportations s'explique par l'augmentation des ventes de produits sidérurgiques (+ 0,5 milliard), de véhicules pour voies ferrées (+ 0,4 milliard), de constructions électriques (+ 0,2 milliard), et de machines utilisées dans l'industrie (+ 0,1 milliard).

Les relations commerciales de l'U.E.B.L. avec les pays d'*Asie*, hormis le Japon et les pays asiatiques du groupe communiste, ont continué à s'élargir. Les importations ont augmenté de 13,7 milliards en 1963 à 15,9 milliards en 1964, et les exportations, de 9,1 milliards en 1963 à 10,5 milliards en 1964. Les achats de diamants travaillés, de jute et d'huiles sont à l'origine de l'accroissement des importations. La hausse des exportations concerne essentiellement les diamants bruts, les métaux non ferreux et les fabrications métalliques. Le déficit commercial de l'U.E.B.L. vis-à-vis de ces pays, qui était de 4,6 milliards en 1963, s'est encore aggravé et a atteint 5,5 milliards en 1964.

Le déficit commercial de l'U.E.B.L. envers l'*Océanie* s'est élargi : de 3 milliards en 1963, il est passé à 4,3 milliards en 1964. Les exportations n'ont que légèrement augmenté de 1,2 milliard en 1963 à 1,5 milliard en 1964. Par contre, les importations se sont élevées de 4,2 milliards en 1963 à 5,8 milliards en 1964, en raison de l'accroissement des achats de laine brute (+ 1,4 milliard).

Le commerce de l'U.E.B.L. avec les *pays en voie de développement de l'Europe* a été caractérisé par une légère progression des importations et un *statu quo* des exportations. L'augmentation des importations, de 2,7 milliards en 1963 à 3,4 milliards en 1964, se

répartit entre tous les pays. Comme en 1963, les exportations vers les pays en voie de développement de l'Europe ont atteint 5,6 milliards, l'accroissement des ventes à la Grèce (+ 0,2 milliard) ayant compensé la diminu-

tion de celles à la Turquie (- 0,2 milliard); les livraisons aux autres pays ont peu fluctué. Le boni total vis-à-vis de l'ensemble de ces pays s'est réduit de 2,9 milliards en 1963 à 2,2 milliards en 1964.

CONCLUSIONS

La progression de plus de 15 p.c. de la valeur des échanges de marchandises de l'U.E.B.L. avec l'étranger, tant à l'importation qu'à l'exportation, a été la plus forte de la phase actuelle de haute conjoncture. Elle est attribuable en partie à la hausse des prix, particulièrement à l'exportation, qui ont atteint, en 1964, le niveau le plus élevé, depuis 1958 tout au moins. Toutefois, le progrès des échanges exprimés en volume est également très important; comparativement à l'année 1963, il atteint 13,9 p.c. pour les importations et 11,3 p.c. pour les exportations.

Rapportées aux périodes correspondantes de l'année antérieure, les importations ont progressé beaucoup moins pendant le deuxième semestre de 1964 que pendant le premier; cette évolution, qui s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1965, doit être rapprochée des signes de détente de l'activité économique apparus au cours de ces périodes.

La demande extérieure pour les produits de l'U.E.B.L. a crû, par contre, d'une manière beaucoup plus stable, le plafonnement ou la contraction de l'activité dans certains pays industriels ayant été plus que compensés par le développement intervenu dans d'autres pays.

La balance commerciale s'est sensiblement améliorée pendant le second semestre de 1964. Certains facteurs structurels, comme la mise en vente de nouvelles fabrications, ont pu contribuer à cette amélioration, mais celle-ci est surtout due à la divergence entre l'évolution conjoncturelle de la demande intérieure qui a amené une décélération de l'accroissement des importations, et celle de la demande extérieure très soutenue, au contraire. Ainsi, la demande extérieure qui avait été en grande partie à l'origine du repli conjoncturel au cours des années 1952 et 1957, a, par contre, constitué un élément de soutien de la conjoncture pendant la seconde moitié de 1964, au moment où la demande intérieure plafonnait.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964

Orientation géographique des exportations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations de chaque secteur

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Zones géographiques	Fabrications métalliques	Industries textiles et du vêtement	Sidérurgie	Industries des métaux non ferreux	Industries chimiques	Industrie diamantaire	Agriculture	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Verreries et glaciers	Industries du papier et des arts graphiques	Industries du bois et des meubles	Industrie lignicole	Industries des peaux et du cuir	Carrières	Industrie du caoutchouc	Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	Cimenteries	Industrie céramique et briqueteries	Industrie du tabac	Total
Europe :																					
Pays membres de l'O.C.D.E. ¹ (Métropoles)	76,8	86,1	74,5	84,9	71,3	38,8	87,5	76,2	76,7	57,7	90,6	96,3	98,4	89,0	94,4	84,6	80,2	70,8	90,6	96,6	77,1
Groupe soviétique ²	1,6	2,0	0,9	1,4	1,3	2,1	4,9	0,1	0,1	0,2	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...	1,1	...	1,4
Autres pays d'Europe	1,2	0,5	1,0	0,7	1,7	...	0,5	0,2	0,4	0,5	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	...	...	0,2	0,6	0,8
Afrique :																					
Congo, Rwanda et Burundi ...	2,4	0,6	0,6	0,2	1,8	...	1,0	0,5	2,2	0,3	2,4	0,4	0,2	0,6	0,2	5,7	0,1	0,1	2,7	0,1	1,2
Autres pays d'Afrique	2,4	1,4	2,1	0,9	3,6	0,7	1,5	1,0	7,0	2,8	0,8	0,4	0,3	0,4	0,6	2,5	2,2	18,7	0,9	1,9	2,2
Amérique :																					
Etats-Unis et Canada	7,4	6,5	12,5	6,7	9,1	34,9	1,4	...	3,7	22,7	3,0	1,8	...	8,5	0,7	3,5	12,0	4,6	0,4	0,1	9,0
Amérique latine	3,9	0,4	3,9	1,0	4,1	0,3	1,8	...	2,3	5,3	0,8	0,2	0,4	0,1	1,2	1,4	1,0	2,7	1,9	...	2,6
Asie	3,8	1,8	4,1	4,0	5,7	22,6	1,3	0,7	6,2	2,9	1,1	0,6	0,3	0,9	1,9	1,6	4,4	3,0	1,7	0,3	4,5
Océanie	0,5	0,7	0,4	0,1	0,8	0,6	0,1	...	0,2	2,8	0,7	...	...	0,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,5	0,4	0,5
Divers et trafic confidentiel	...	...	...	0,1	0,6	...	...	21,3	1,2	4,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus	70,2	42,7	45 0	22,1	19,8	14,0	10,1	7,8	7,3	6,9	5,5	4,5	3,2	2,9	1,9	1,7	1,4	0,9	0,9	0,8	279,5
<i>(milliards de francs)</i>																					
¹ dont :																					
Pays-Bas	28,3	35,2	10,9	14,9	17,9	4,1	15,0	28,3	28,0	18,9	31,1	34,4	17,2	36,7	41,5	32,5	37,4	65,4	37,0	82,1	22,9
Allemagne fédérale	20,9	23,0	24,1	29,4	13,2	8,0	29,4	11,8	18,7	5,5	14,7	25,2	12,6	25,0	10,6	22,9	22,3	0,4	18,5	3,1	20,7
France	10,6	9,1	21,2	21,7	18,2	5,9	25,5	6,4	16,5	5,8	36,8	27,3	58,0	10,2	26,7	8,4	7,1	1,6	26,8	4,4	15,2
Italie	5,3	3,0	3,5	4,4	3,2	0,9	4,7	1,0	4,2	7,6	1,1	1,7	...	3,6	5,7	6,0	1,5	...	1,8	4,9	3,8
Pays de la C.E.E.	65,1	70,3	59,7	70,4	52,5	18,9	74,6	47,5	67,4	37,8	83,7	88,6	87,8	75,5	84,5	69,8	68,3	67,4	84,1	94,5	62,6
Zone sterling	6,3	10,9	5,7	5,5	11,4	28,4	7,4	6,3	8,6	12,1	4,1	5,5	0,4	7,4	5,5	4,8	10,5	7,5	3,0	1,7	8,7
Royaume-Uni	3,0	8,7	2,1	3,4	5,3	14,5	5,9	5,8	5,2	5,6	2,3	5,1	0,1	6,7	3,4	2,7	6,8	0,9	1,6	0,2	4,9

² Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

Annexe B.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964

Composition des exportations vers chaque zone géographique

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations vers chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Secteurs	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Total	dont :	
										Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Fabrications métalliques ...	25,0	28,5	49,6	27,9	20,8	37,2	21,5	24,2	25,1	26,2	18,2
Industries textiles et du vêtement	17,1	21,7	7,8	9,5	10,9	2,5	6,0	21,6	15,3	17,1	19,1
Sidérurgie	15,6	10,4	8,0	15,8	22,3	24,2	15,0	11,0	16,1	15,4	10,5
Industries des métaux non ferreux	8,7	8,2	1,4	3,2	5,8	3,0	7,1	1,9	7,9	8,9	5,0
Industries chimiques	6,6	6,6	10,2	11,7	7,1	11,1	9,0	10,2	7,1	6,0	9,3
Industrie diamantaire	2,5	7,5	...	1,6	19,4	0,7	25,5	5,6	5,0	1,5	16,4
Agriculture	4,1	12,8	3,1	2,5	0,6	2,4	1,0	0,9	3,6	4,3	3,1
Industrie pétrolière	2,7	0,1	1,1	1,3	...	...	0,5	0,1	2,8	2,1	2,0
Industries alimentaires ...	2,6	0,2	4,7	8,4	1,1	2,3	3,6	1,0	2,6	2,8	2,6
Verreries et glaceries	1,8	0,4	0,6	3,1	6,2	5,0	1,6	13,2	2,5	1,5	3,4
Industries du papier et des arts graphiques	2,3	0,6	3,9	0,7	0,6	0,6	0,5	2,7	2,0	2,6	0,9
Industries du bois et des meubles	2,0	0,2	0,5	0,3	0,3	0,1	0,2	0,1	1,6	2,3	1,0
Industrie houillère	1,5	0,2	0,2	0,1	...	0,2	0,1	...	1,2	1,6	...
Industrie des peaux et du cuir	1,2	0,2	0,5	0,2	1,0	...	0,2	0,1	1,0	1,2	0,9
Carrières	0,8	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,3	0,5	0,7	0,9	0,4
Industrie du caoutchouc ...	0,6	0,1	2,8	0,7	0,2	0,4	0,2	0,3	0,6	0,7	0,3
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	0,5	...	0,1	0,5	0,7	0,2	0,5	0,1	0,5	0,6	0,6
Cimenteries	0,3	...	...	2,8	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3
Industrie céramique et briqueteries	0,4	0,2	0,7	0,1	...	0,2	0,1	0,3	0,3	0,4	0,1
Industrie du tabac	0,4	...	...	0,2	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,1
Divers et trafic confidentiel	3,3	2,0	4,7	9,2	2,7	9,3	6,9	5,9	3,5	3,1	5,8
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus (milliards de francs)	215,6	3,9	3,4	6,1	25,2	7,3	12,4	1,5	279,5	174,9	24,3

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

Annexe C.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964

Orientation géographique des importations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations de chaque groupe de produits

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Catégories de biens	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Divers et trafic confidentiel	Total en chiffres absolus (milliards de francs)	dont :	
												Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	59,2	2,3	1,3	5,3	5,4	10,9	4,2	8,4	2,9	0,1	194,0	45,5	16,2
<i>destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques</i>	66,7	1,3	0,6	15,3	3,3	8,2	3,1	1,0	0,5	...	61,7	51,8	9,2
<i>destinés aux industries textiles</i>	49,6	0,9	0,4	0,3	6,7	6,7	6,4	8,1	20,9	...	23,5	42,2	33,1
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	36,0	4,7	0,1	2,0	10,5	30,0	12,1	4,2	0,4	...	19,1	34,2	6,3
<i>destinés aux industries diverses :</i>													
Industrie diamantaire ...	62,7	0,4	...	...	10,7	13,1	...	13,0	0,1	...	13,5	7,6	63,7
Industrie du bois	35,2	21,7	15,2	2,2	10,7	5,9	2,5	6,6	...	...	4,8	24,0	7,0
Industries du papier et des arts graphiques ...	57,7	9,3	22,5	...	1,0	9,4	...	0,1	...	...	3,5	27,2	1,9
Industrie du cuir	68,9	2,8	0,1	...	1,0	8,8	4,6	2,3	11,5	...	2,8	51,0	26,9
Industrie de la construction	94,6	1,7	1,1	...	0,3	2,1	...	0,2	...	...	4,3	85,2	2,8
Industrie du tabac	25,9	2,3	0,4	0,1	8,6	30,3	13,8	18,6	...	...	1,7	17,0	11,4
Industrie du caoutchouc .	29,7	...	...	14,5	2,2	29,5	0,1	24,0	...	...	1,1	24,7	21,2
Raffineries de pétrole ...	0,1	...	...	...	16,6	...	6,1	77,2	...	...	11,9	0,1	23,2
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>													
Combustibles solides	86,8	1,9	...	...	0,4	10,4	...	0,5	...	...	11,3	81,0	6,1
Huiles minérales raffinées	54,4	3,2	...	...	4,5	11,0	17,5	6,1	...	3,3	4,9	51,9	7,1
Autres combustibles	99,3	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	98,2	0,9
Produits chimiques	82,2	2,2	...	...	0,4	13,1	0,2	1,0	0,1	0,8	12,9	68,4	9,4
Produits métalliques	89,9	0,5	...	...	...	9,3	...	0,3	...	...	5,3	75,1	7,8
Divers	70,0	2,2	4,2	0,2	3,3	12,6	3,1	4,3	0,1	...	11,2	54,7	9,9
Biens de consommation	81,0	1,8	0,5	0,2	1,2	5,9	5,7	3,5	0,2	...	59,7	67,1	8,5
<i>Biens de consommation durables</i>	91,2	2,2	0,2	...	0,1	3,5	0,1	2,7	...	...	33,9	80,7	6,9
<i>Biens de consommation non durables</i>	67,6	1,3	0,8	0,5	2,8	9,0	13,0	4,5	0,4	0,1	25,8	49,1	10,6
Produits alimentaires animaux	68,6	3,0	2,4	...	1,1	9,7	12,5	2,4	0,3	...	8,4	45,0	15,4
Produits alimentaires végétaux	60,4	0,5	0,1	1,1	5,1	6,0	18,6	7,4	0,7	0,1	12,4	44,4	9,2
Produits minéraux	100,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100,0	...
Produits autres que les produits alimentaires .	82,8	0,6	0,1	...	...	15,6	0,2	0,7	...	...	4,8	66,1	6,2
Biens d'équipement	85,6	0,7	0,4	...	0,1	12,6	...	0,6	...	...	42,4	68,7	9,0
Total général ...	67,2	2,0	1,0	3,5	3,8	10,1	3,9	6,2	1,9	0,4	296,1	53,3	13,6

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

Annexe D.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964

Composition des importations en provenance des différentes zones géographiques

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations en provenance de chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Catégories de biens	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Congo, Rwanda et Burundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Total	dont :	
											Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	57,5	76,3	85,2	98,6	93,1	70,5	70,5	87,5	98,0	65,5	56,0	77,9
<i>destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques</i>	20,6	14,2	12,4	91,2	17,9	16,9	16,5	3,2	5,2	20,8	20,2	14,0
<i>destinés aux industries textiles</i>	5,8	3,6	3,4	0,8	14,0	5,3	13,0	10,3	85,4	7,9	6,3	19,3
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	3,4	15,2	0,9	3,8	17,9	19,0	20,0	4,3	1,3	6,4	4,1	3,0
<i>destinés aux industries diverses :</i>												
Industrie diamantaire ...	4,3	1,0	...	0,1	12,9	5,9	...	9,5	0,1	4,6	0,7	21,3
Industrie du bois	0,8	17,7	24,2	1,0	4,5	0,9	1,0	1,7	...	1,6	0,7	0,8
Industries du papier et des arts graphiques ...	1,0	5,6	26,4	...	0,3	1,1	...	...	...	1,2	0,6	0,2
Industrie du cuir	0,9	1,3	0,1	...	0,3	0,8	1,1	0,3	5,6	0,9	0,9	1,9
Industrie de la construction	2,1	1,2	1,6	...	0,1	0,3	...	0,1	...	1,5	2,3	0,3
Industrie du tabac	0,2	0,7	0,2	...	1,3	1,7	2,0	1,7	...	0,6	0,2	0,5
Industrie du caoutchouc .	0,1	...	...	1,5	0,2	1,0	...	1,4	...	0,4	0,2	0,5
Raffineries de pétrole ...	...	...	...	...	17,7	...	6,3	49,7	...	4,0	...	6,8
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>												
Combustibles solides	5,0	3,6	...	...	0,4	3,9	...	0,3	...	3,8	5,8	1,7
Huiles minérales raffinées	1,3	2,6	...	...	1,9	1,8	7,4	1,6	...	1,6	1,6	0,9
Autres combustibles	0,3	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,4	...
Produits chimiques	5,3	4,8	0,2	...	0,4	5,6	0,2	0,7	0,2	4,4	5,6	3,0
Produits métalliques	2,4	0,4	...	...	...	1,6	...	0,1	...	1,8	2,5	1,0
Divers	4,0	4,3	15,8	0,2	3,3	4,7	3,0	2,6	0,2	3,8	3,9	2,7
Biens de consommation	24,2	18,8	9,5	1,3	6,7	11,7	29,3	11,2	1,9	20,2	25,4	12,6
<i>Biens de consommation durables</i>	15,5	13,0	2,4	...	0,2	4,0	0,2	5,0	0,1	11,5	17,4	5,8
<i>Biens de consommation non durables</i>	8,7	5,8	7,1	1,3	6,5	7,7	29,1	6,2	1,8	8,7	8,0	6,8
Produits alimentaires animaux	2,9	4,2	6,7	...	0,9	2,7	9,0	1,1	0,4	2,8	2,4	3,2
Produits alimentaires végétaux	3,7	1,1	0,3	1,3	5,6	2,5	20,0	4,9	1,4	4,2	3,5	2,8
Produits minéraux	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...
Produits autres que les produits alimentaires .	2,0	0,5	0,1	...	...	2,5	0,1	0,2	...	1,6	2,0	0,8
Biens d'équipement	17,8	4,8	5,3	0,1	0,2	17,4	0,2	1,3	0,1	14,0	18,1	9,2
<i>Divers et trafic confidentiel</i>	0,5	0,1	...	...	...	0,4	...	...	...	0,3	0,5	0,3
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus	199,7	5,9	3,0	10,3	11,2	30,1	11,5	18,5	5,8	296,1	157,7	40,4
<i>(milliards de francs)</i>												

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de juin 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

COLLIN F., La déflation méconnue ? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 25, 19 juin 1965, pp. 209-212.*)

FRERE M. & GOMEZ R., Croissance économique et stabilité monétaire (*Fondation Per Jacobsson, Washington, 1965, 47 p.*)

GROSFILS M., Les finances privées en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 203-220.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CLERFAÏT G., Les finances publiques en 1964. Dépenses et recettes. Leurs implications économiques. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 171-191.*)

HINNEKENS L., De belastinghervorming en het investeringsbeleid van de holdingmaatschappijen in België. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 1, 1965, pp. 79-92.*)

LAGASSE de LOCHT M., Les finances publiques en 1964. La dette publique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 193-201.*)

Les marchés publics de travaux et les achats de marchandises des pouvoirs publics des pays du Benelux. (*Bulletin Benelux, Bruxelles, n° 1, 1965, pp. 51-58.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BAUDHUIN F., Prix, consommation et revenus en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 387-419.*)

Les bénéficiaires des entreprises à la fin de la haute conjoncture. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 28, 10 juillet 1965, pp. 237-243.*)

PIRAUX M., Budgets des ménages et charges familiales. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, n° 5, mai-juin 1965, pp. 309-326.*)

van den BOSCH J. (Baron), Current Belgian Attitude Toward Foreign Investments. (*Belgian Trade Review, New-York, XX, n° 6, juin 1965, pp. 14-16.*)

6. DEMOGRAPHIE

DEBLAERE G. & VAN GEEL M., Aspecten van de Belgische demografische evolutie 1947-1961. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 1, 1965, pp. 3-75.*)

7. PRIX ET SALAIRES

BAUDHUIN F., Prix, consommation et revenus en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 387-419.*)

Enquête sur les salaires dans l'industrie belge — octobre 1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LI, n° 5, mai 1965, pp. 886-894.*)

La conjoncture et l'évolution des salaires en Belgique. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, juin 1965, pp. 15-21.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 6, juin 1965, pp. 394-404.*)

Régime de la déclaration des hausses de prix. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimetal, Bruxelles, n°s 988 et 989, 12 et 19 juin 1965, pp. 433-436 et 446-450.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

Arbeidsmigratie tussen Vlaamse gewesten en het buitenland. (*Economische Raad voor Vlaanderen, Bruxelles, n° 2, juin 1965, pp. 5-26.*)

LEROY R., L'emploi en 1964 et les premiers résultats du recensement. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 239-270.*)

Migratie van arbeidskrachten. (*Economische Raad voor Vlaanderen, Bruxelles, n° 2, juin 1965, pp. 27-38.*)

9. SECURITE SOCIALE

VANDAMME J. & HUENS M., Législation sociale et relations du travail en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 221-237.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BRAUERS K., Het Arrondissement Antwerpen gesitueerd in de Belgische economie volgens de methode van de interindustriële relaties. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 1, 1965, pp. 94-117.*)

NIGOT P., Problèmes d'économie régionale : la province de Namur. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, n° 5, mai-juin 1965, pp. 327-345.*)

VANDEWALLE G., Vier jaar economische politiek in België. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, n° 2, 1965, pp. 113-126.*)

VAN STRAELEN R.A., Sociaal-economische programmatie. (*Lux, Anvers, 1964, 144 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BILLEN L.E., L'industrie chimique en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 309-328.*)

BUBLOT G., L'agriculture en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 343-362.*)

DUBOIS G., L'industrie textile belge en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 329-341.*)

DUBOIS J., La sidérurgie belge en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 289-307.*)

EVALENKO R., Nouvelles perspectives charbonnières. (*Socialisme, Bruxelles, XII, n° 69, mai 1965, pp. 272-287.*)

La recherche scientifique en commun dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Fabrimétal, Bruxelles, n° 990, 26 juin 1965, pp. 457-464.*)

Le diamant en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 27, 3 juillet 1965, pp. 229-232.*)

Les perspectives du gaz naturel en Belgique. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 24, 18 juin 1965, pp. 1-4.*)

L'industrie charbonnière belge en 1964. (*Comptoir Belge des Charbons, Bruxelles, 1965, 71 p.*)

Remembrement. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, n° 3, mars 1965, pp. 349-358.*)

VALSCHAERTS H., La situation énergétique en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 271-288.*)

VANDAELE W., Ueberblick über die Kunststoffindustrie Belgiens. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, n° 3, mai 1965, pp. 169-180.*)

12. TRANSPORTS

de GRUBEN (Baron), Les aspects juridiques du traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas au sujet de la liaison entre l'Escaut et le Rhin. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XVIII, n° 3, mai 1965, pp. 259-292.*)

Le financement de l'autoroute E 3. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 24, 12 juin 1965, pp. 201-205.*)

MANNAERT E., De financiering en de bouw der Belgische wegen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, n° 3, mai 1965, pp. 245-158.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

VAN DEN BULCKE D., De verkoop met premies. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, n° 3, mai 1965, pp. 159-168.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

L'expansion de notre commerce extérieur. (*Informations commerciales de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 786, 1^{er} juillet 1965, pp. 1-4.*)

THORN G., Tendence des exportations de l'U.E.B.L. durant la décennie 1953-1962. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, n° 1, 1965, pp. 161-179.*)

TRAPPENIERS F., Le commerce extérieur en 1964. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXI, n° 4, juin 1965, pp. 363-386.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

CARLSSON T., The Discussion on the International Payments System. (*Skandinaviska Banken, Stockholm, n° 2, 1965, pp. 31-35.*)

CLARKE W., What the General Meant About Gold. (*Westminster Bank Review, Londres, mai 1965, pp. 2-13.*)

DAANE J., The Report of the Group of Ten. (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 150-157.*)

DEMING F.L., International Liquidity. (*Monthly Review, Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLVII, n° 6, juin 1965, pp. 125-131.*)

DIETERLEN P., L'étalon-or et les problèmes monétaires internationaux. (*Revue politique et parlementaire, Paris, n° 756, mai 1965, pp. 12-30.*)

EINZIG P., Foreign Dollar Loans in Europe. (*Macmillan, Londres, 1959, XI + 159 p.*)

EMMINGER O., Probleme der internationalen Liquidität. (*Konjunkturpolitik, Berlin, Cahier 11, 1965, pp. 65-78.*)

HARROD R., Reforming the World's Money. (*Macmillan, Londres, 1965, VIII + 181 p.*)

- ITTENSOHN J., Die Zusammenarbeit der Notenbanken. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt-s/M, XVIII, n° 12, 15 juin 1965, pp. 555-558.*)
- KINDLEBERGER C.P., Balance-of-Payments Deficits and the International Market for Liquidity. (*Princeton University, Princeton, 1965, 30 p.*)
- MACHLUP F., The Report of the Nongovernment Economists' Study Group. (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 166-177.*)
- POLAK J., The Report of the International Monetary Fund. (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 158-165.*)
- Shake up in Euro-dollars. (*The Economist, Londres, CCXV, n° 6356, 19 juin 1965, pp. xiii-xiv.*)
- SMITH W., Are There Enough Policy Tools? (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 208-220.*)
- STEIN H., The Evolving International Monetary System and Domestic Economic Policy. (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 200-207.*)
- FASTRE F., Le Benelux et la politique régionale européenne. (*Les Problèmes de l'Europe Paris-Rome, n° 27, 1965, pp. 34-48.*)
- GILBERT M. & McCLAM W., Domestic and External Equilibrium : European Objectives and Policies. (*The American Economic Review, Evanston, Illinois, LV, n° 2, mai 1965, pp. 189-199.*)
- Intégration européenne et réalité économique. (*De Tempel, Bruges, 1964, 449 p.*)
- PAYMANS M.J.W.M., De E.E.G. en Afrika. (*Economie, Tilburg, n° 8, mai 1965, pp. 397-401.*)
- REY J., L'économie régionale dans le Marché commun. (*Editions du Grand Liège, Liège, 1965, 7 p.*)
- SAMKALDEN I., Juridische problemen met betrekking tot artikel 86 E.E.G.-Verdrag. (*Rechtskundig Weekblad, Anvers, n° 42, 27 juin 1965, pp. 2097-2118.*)
- SNOY et d'OPPUERS, Le financement international dans le Marché commun. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 3, 1965, pp. 231-244.*)
- 16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- DJIAN Y., Le contrôle de la direction des sociétés anonymes dans les pays du Marché commun. (*Sirey, Paris, 1965, VIII + 152 p.*)
- EDWARDS A., Investment in the European Economic Community : A Study of Problems and Opportunities? (*Praeger, New-York, 1964, 75 p.*)
- 17. DIVERS**
- DECHAMPS J.F., La réforme de l'entreprise - réflexions diverses. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, n° 5, mai-juin 1965, pp. 347-360.*)
- VANDENBOSCH A., De leasing en de kleine en middelgrote ondernemingen. (*Tijd, Anvers, n° 27, 2 juillet 1965, pp. 9-13.*)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 26 janvier 1965

portant approbation du Protocole portant revision des conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, signé à Bruxelles, le 29 janvier 1963 (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9053).

Loi du 22 avril 1965

portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche concernant le règlement des problèmes touchant certains biens, droits et intérêts belges et autrichiens, du protocole annexe et de l'échange de lettres, signés à Bruxelles, le 14 novembre 1963 (Moniteur du 29 juin 1965, p. 7789).

Loi du 7 mai 1965

portant approbation des actes internationaux suivants : 1° Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies, relatif au règlement des comptes nés de l'administration par les Nations Unies des anciennes bases militaires belges au Congo; 2° Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies relatif au règlement du problème des réclamations introduites auprès de l'Organisation des Nations Unies par des ressortissants belges, ayant subi des dommages au Congo, conclus par échanges de lettres, datées à New-York, le 20 février 1965 (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9069).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 26 janvier 1965

portant approbation du Protocole spécial entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au régime d'association monétaire signé à Bruxelles, le 29 janvier 1963 (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9064).

Les Hautes Parties Contractantes au Protocole portant révision des conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise;

Désireuses de compléter l'union économique entre leurs pays par un régime d'association monétaire en donnant une forme définitive aux accords et arrangements monétaires établis à la suite de la Convention du 25 juillet 1921;

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}. — 1. Ont cours légal au Grand-Duché de Luxembourg et force libératoire illimitée dans les paiements, les billets de l'Etat luxembourgeois, les billets de la Banque Nationale de Belgique, les billets de l'Etat belge, ainsi que les billets de la Banque Internationale à Luxembourg.

Ont également cours légal au Grand-Duché de Luxembourg et force libératoire dans les paiements pour les montants à déterminer de commun accord entre les deux gouvernements, les monnaies métalliques de toutes espèces, frappées par l'Etat luxembourgeois ou par l'Etat belge;

2. La valeur faciale des différents types de billets fiduciaires ou de monnaies métalliques, émis ou frappés dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que la limite maximum d'émission de ces billets et monnaies, sont déterminées de commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 2. — Le taux de change entre les monnaies belge et luxembourgeoise, ainsi que la politique de taux de change à l'égard des monnaies des pays tiers seront déterminés suivant l'article 12 du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958, et selon la procédure adoptée en vue de l'exécution de cet article.

Au cas où le Traité Benelux viendrait à expiration avant le présent Protocole ou si le Traité Benelux ne comportait plus de dispositions concernant le taux de change entre les monnaies belge et luxembourgeoise et la politique de taux de change à l'égard des monnaies des pays tiers, les dispositions visées par l'alinéa précédent demeurerait d'application entre les Parties au présent Protocole.

Art. 3. — Etant entendu que le Gouvernement luxembourgeois conforme, autant que possible, sa politique monétaire à celle qui est suivie par le Gouvernement belge, le Gouvernement luxembourgeois se réserve, dans le cadre de cette politique, la faculté de recourir à des méthodes d'application propres, pouvant différer de celles qu'adopterait le Gouvernement belge.

Les deux gouvernements se communiquent le texte des dispositions légales qu'ils adoptent dans ce domaine.

Art. 4. — Le Gouvernement luxembourgeois introduit et applique la même législation que la Belgique en ce qui concerne le contrôle des changes.

Ce contrôle est confié à un organisme unique dont les décisions sont obligatoires sur tout le territoire de l'Union économique. Le Grand-Duché de Luxembourg est représenté au sein de cet organisme.

Art. 5. — 1. L'Etat luxembourgeois participe dans une proportion à déterminer de commun accord entre les deux gouvernements, aux avantages et profits divers que l'Etat belge retire, en sa qualité d'Etat souverain, des opérations de la Banque Nationale de Belgique, et dont celle-ci lui est redevable.

Il participe dans la même proportion aux recettes et aux dépenses qui seraient attribuées à l'Etat belge ou mises à sa charge à la suite d'une modification dans la valeur comptabilisée de l'encaisse en or et en monnaies étrangères de la Banque Nationale de Belgique, provenant d'une modification de la parité-or de l'unité monétaire belge ou des taux de change en vigueur.

2. Les deux gouvernements déterminent de commun accord les produits ou charges qui répondent aux principes définis dans le présent article.

Art. 6. — 1. L'Etat belge établira les contacts et les conventions nécessaires avec la Banque Nationale de Belgique, en vue de faciliter à l'Etat et à l'économie luxembourgeoise l'accès aux crédits susceptibles d'être accordés par la Banque Nationale de Belgique, et notamment en vue de l'installation et du maintien à Luxembourg d'un siège de la Banque Nationale de Belgique auquel sera attaché un comptoir d'escompte.

2. Les deux gouvernements déterminent de commun l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, en vue de permettre l'échange des billets luxembourgeois contre les billets belges, sans frais ni commissions pour le porteur, dans tous les sièges et agences de la Banque Nationale de Belgique, tant en Belgique qu'au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 7. — 1. Dans le cadre des conventions entre la Belgique et l'Allemagne en ce qui concerne les marks retirés de la circulation après la guerre 1914-1918, le Gouvernement belge assure au Gouvernement luxembourgeois, pour les marks détenus par celui-ci, le même traitement qu'il obtient pour l'ensemble des marks possédés par lui-même.

2. La part des intérêts à charge du Gouvernement luxembourgeois pour la période du 1^{er} juin 1927 au 1^{er} juin 1937 sur l'emprunt monétaire de 175.000.000 francs émis sur le marché belge le 1^{er} juin 1922 en application de l'article 22 de la Convention du 25 juillet 1921, le montant des billets belges que le Gouvernement belge a mis à la disposition du Gouvernement luxembourgeois en vue du retrait des marks circulant sur le territoire luxembourgeois après la libération en 1944 et la part luxembourgeoise dans la charge financière nette assumée par l'Etat belge du chef des avances, prestations et fournitures effectuées par les deux pays aux forces expéditionnaires alliées à cette même époque sont représentés par un Bon du Trésor d'un import initial de 1.672.703.538,— (un milliard six cent soixante-douze millions sept cent trois mille cinq cent trente-huit) francs belges ne portant pas intérêt, pour la durée de l'Union économique, et remboursable à la fin de celle-ci.

Le Gouvernement luxembourgeois consacre à l'amortissement de ce Bon du Trésor la part qui revient au Grand-Duché de Luxembourg dans les avantages et profits que l'Etat belge retire de la Banque Nationale de Belgique en sa qualité d'Etat souverain et celle qui pourrait lui revenir en cas de réévaluation de l'encaisse en or et en monnaie étrangère de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 8. — La Convention du 23 mai 1935 relative aux questions financières et monétaires est abrogée.

Art. 9. — Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention établissant une union économique entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, révisée par le Protocole de ce jour.

Fait à Bruxelles, le 29 janvier 1963, en double exemplaire, en langue française et en langue néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique :

Th. Lefèvre.
P.H. Spaak.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

P. Werner.
E. Schaus.

L'échange des instruments de ratification concernant ces trois protocoles a eu lieu à Luxembourg le 28 mai 1965.

Conformément à l'article XXVI du Protocole portant révision des Conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ces actes entrent en vigueur le 1^{er} août 1965.

Protocole d'exécution du Protocole spécial relatif au régime d'association monétaire, signé à Bruxelles, le 29 janvier 1963, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique
et

le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Vu le Protocole signé en date du 29 janvier 1963, relatif au régime d'association monétaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. — Sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, la force libératoire entre particuliers des monnaies métalliques frappées par l'Etat luxembourgeois ou par l'Etat belge est la même que celle qui est en vigueur en Belgique pour les monnaies métalliques frappées par l'Etat belge.

Pour autant que sa valeur faciale ne soit pas inférieure à cent francs, la pièce commémorative, que le Grand-Duché de Luxembourg émettra à l'occasion du millénaire de sa capitale, aura force libératoire pour un montant illimité.

Art. 2. — 1. La valeur faciale des différents types de billets fiduciaires émis ou de monnaies métalliques frappées dans le Grand-Duché de Luxembourg est fixée comme suit :

Billets : 100 francs, 50 francs, 20 francs, 10 francs.

Monnaies métalliques : 100 francs, 50 francs, 20 francs, 5 francs, 1 franc, 25 centimes, 20 centimes.

Pièce commémorative du millénaire, visée à l'article 1 : maximum 500 francs.

2. Le montant de l'émission des billets et monnaies métalliques visés au § 1 du présent article ne peut dépasser, relativement au maximum des émissions de monnaies divisionnaires autorisées par la loi belge, une limite correspondant au rapport des populations respectives des deux pays augmenté d'un montant absolu de cent cinquante millions de francs.

3. Pour autant que les renseignements visés par le présent paragraphe ne fassent pas l'objet d'une publication officielle mensuelle, les deux Gouvernements se fourniront réciproquement chaque mois des renseignements statistiques, par catégorie de pièces et de billets, sur l'émission et la circulation de monnaies métalliques frappées et de billets émis par chaque Etat, ainsi que de billets émis par la Banque Internationale à Luxembourg.

Les renseignements fournis par le Gouvernement luxembourgeois seront établis selon les règles suivies par l'Etat belge en ce qui concerne sa propre circulation.

Art. 3. — 1. Sera calculée suivant le rapport entre les populations respectives des deux pays, en appliquant pour la détermination de ce rapport les règles prévues pour la répartition de la recette commune instituée par l'article 8-2 du texte coordonné de la Convention d'union économique, révisée par le Protocole du 29 janvier 1963 :

a) La participation de l'Etat luxembourgeois aux avantages et profits divers que l'Etat belge retire en sa qualité d'Etat souverain des opérations de la Banque Nationale de Belgique.

b) La participation de l'Etat luxembourgeois aux recettes et aux dépenses qui seraient attribuées à l'Etat belge ou mise à sa charge à la suite d'une modification dans la valeur comptabilisée de l'encaisse en or et en monnaies étrangères de la Banque Nationale de Belgique, provenant d'une modification de la parité-or de l'unité monétaire belge ou des taux de change en vigueur.

2. La liste des éléments qui, dans les conditions actuelles, sont à partager entre les deux pays conformément au § 1, a), du présent article, est établie comme suit :

a) Le cinquième du fonds de réserve qui serait acquis à l'Etat belge à l'expiration du droit d'émission de la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 6 de la loi organique de la Banque (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939, modifié par l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, par l'arrêté-loi du 5 septembre 1944 et par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957 et du 19 juin 1959).

b) Les sommes qu'encaisse l'Etat belge après un délai déterminé lorsque la Banque Nationale remplace ou supprime un type de billet (1^{er} alinéa de l'article 9 de la loi organique).

Par contre, le Grand-Duché de Luxembourg participera aux charges que supporte l'Etat belge par suite du remboursement ultérieur aux porteurs des billets dont la contrevaletur lui a été versée (2^e alinéa de l'article 9 susvisé).

c) Le bénéfice attribué à l'Etat belge, résultant de la différence entre l'intérêt de 3 p.c. et le taux de l'intérêt perçu par la Banque sur les opérations d'escompte, d'avances et de prêts (article 20 de la loi organique).

d) Le cinquième du surplus des bénéfices annuels de la Banque, versé à l'Etat après attribution d'un premier dividende aux actionnaires et d'une partie de l'excédent à la réserve et au personnel (article 21, 3^e, a, de la loi organique).

3. Pour la période du 1^{er} janvier 1927 au 31 décembre 1951, le montant net revenant au Luxembourg dans les participations visées au § 1 du présent article est fixé au montant forfaitaire de deux cent vingt millions quatre cent douze mille francs, savoir :

Produit des opérations d'escompte au-delà de 3,5 p.c.	7.307.000
Part dans les bénéfices annuels	16.511.000
Billets retirés de la circulation	5.676.000
Droit de timbre	21.212.000
Produit de la réévaluation de 1944 . . .	8.261.000
Produit de la réévaluation de 1949 . . .	141.445.000
Part dans la recette que le Trésor belge a encaissée du chef des billets qui n'ont pas été déclarés ou échangés dans les conditions prévues par l'arrêté-loi belge du 6 octobre 1944 relatif aux billets de la Banque Nationale de Belgique . . .	20.000.000
	F 220.412.000

Art. 4. — Sont abrogés, dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, les conventions et protocoles ci-après, dont les dispositions ont été remplacées par

de nouveaux textes ou sont actuellement devenues sans objet :

1. Avenant à la Convention relative aux questions financières et monétaires conclue le 23 mai 1935 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, signé à Londres, le 31 août 1944.

2. Protocole additionnel à l'avenant conclu à Londres, le 31 août 1944 entre la Belgique et le Luxembourg, signé à Londres, le 31 août 1944.

3. Echange de correspondance des 20-21 avril 1945, modifiant l'article 6 du Protocole additionnel à l'avenant belgo-luxembourgeois du 31 août 1944.

4. Deuxième Protocole additionnel à l'avenant conclu à Londres le 31 août 1944 entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 29 décembre 1947.

5. Avenant à la Convention relative aux questions financières et monétaires signée à Bruxelles le 23 mai 1935 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, signé à Bruxelles, le 15 avril 1952.

6. Avenant à la Convention relative aux questions financières et monétaires conclue à Bruxelles le 23 mai 1935 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, signé à Luxembourg, le 6 juillet 1953.

Art. 5. — Le présent Protocole entrera en vigueur en même temps que le Protocole spécial entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au régime d'association monétaire, signé à Bruxelles, le 29 janvier 1963.

Fait à Bruxelles, le 21 mai 1965, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
P.H. Spaak.

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :
Roger Hastert.

Conformément à son article 5, ce Protocole entre en vigueur le 1^{er} août 1965.

Loi du 17 mars 1965

portant approbation du Protocole additionnel n° 4, signé à Paris, le 12 décembre 1961, portant amendement à l'Accord Monétaire Européen et au Protocole d'application provisoire, signés à Paris, le 5 août 1955 (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8435).

Arrêté ministériel du 9 avril 1965

approuvant des modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B. 2 (Moniteur du 15 juin 1965, p. 7238).

Arrêté royal du 12 avril 1965

relatif au paiement à vue des chèques postaux (Moniteur du 4 juin 1965, p. 6797).

Loi du 22 avril 1965

autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 741 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement (Moniteur du 18 juin 1965, p. 7389).

Arrêté royal du 29 avril 1965

fixant les limites et conditions dans lesquelles est mise à charge de l'Etat une partie des intérêts frappant certains prêts hypothécaires spéciaux consentis aux invalides de la guerre par l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre (O.N.I.G.) en vue de l'achat ou de la construction d'habitations modestes (Moniteur du 15 juin 1965, p. 7213).

Arrêté royal du 31 mai 1965

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-cinquième emprunt, d'un montant effectif de 30 millions de francs (Moniteur du 30 juin 1965, p. 7859).

Arrêté royal du 1^{er} juin 1965

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur du 15 juillet 1965, p. 8567).

Arrêté royal du 9 juin 1965

portant approbation de modifications aux statuts de la Société Nationale d'Investissement (Moniteur du 1^{er} juillet 1965, p. 7919).

Article 1^{er}. — Les modifications apportées aux statuts de la Société Nationale d'Investissement, par l'assemblée générale extraordinaire du 11 mai 1965 de cette société sont approuvées, telles que ci-dessous reprises :

A l'article 3 des statuts, le texte de cet article est remplacé par le texte suivant :

§ 1^{er}. La Société Nationale d'Investissement a pour objet de favoriser la création, la réorganisation ou l'extension d'entreprises industrielles et commerciales constituées sous la forme de sociétés anonymes de droit belge, dont le principal établissement est en Belgique.

§ 2. En vue de la réalisation de cet objet, la Société Nationale d'Investissement peut, conformément à la loi du 2 avril 1962 relative à la création d'une Société Nationale d'Investissement et de Sociétés régionales d'investissement agréées, modifiée par la loi du 14 avril 1965 :

1° Faire partie d'associations, groupes, syndicats d'étude ou de recherche, constitués en vue de la création ou de la réorganisation d'entreprises;

2° Apporter une partie du capital lors de la constitution d'une société, prendre part à une augmentation de capital ou exercer les droits de souscription acquis en qualité d'ancien actionnaire;

3° Acquérir d'une autre manière une participation dans le capital;

4° Souscrire des obligations convertibles en actions.

Les participations de la Société Nationale d'Investissement auront un caractère temporaire sauf exception décidée par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers des voix.

.....

A l'article 17, au 3° alinéa de cet article, remplacer les mots : « les résolutions » par les mots : « les décisions ».

Ajouter *in fine* du 4° alinéa de cet article, les mots : « cependant les décisions relatives à l'acquisition d'une participation dans le capital d'une société réalisée autrement que par une participation à la constitution de celle-ci ou à une augmentation de son capital, sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

.....

Arrêté ministériel du 28 juin 1965

approuvant le nouveau texte de l'article 20 du règlement fixant les conditions générales des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 13 juillet 1965, p. 8393).

Article unique. — Le remplacement de l'article 20 du règlement fixant les conditions générales des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, pour un nouvel article 20, dont le texte est publié à la

suite du présent arrêté, est approuvé à partir du 1^{er} juin 1965.

Art. 20. — La Caisse Nationale de Crédit Professionnel ouvre à chaque société fédérale un crédit de mobilisation globale, soit sous forme d'escompte de promesses, soit sous forme d'avances à terme déterminé, garanti par l'endossement des promesses, au choix de la société fédérale. Le montant, le taux de mobilisation, les modalités de fonctionnement de ce crédit sont déterminés par la C.N.C.P.

Le montant de ces crédits est fixé à vingt fois le capital versé, augmenté des réserves et du fonds de garantie de chaque société fédérale. Néanmoins, les crédits mobilisés par la fédérale à la C.N.C.P. ne sont imputés sur les crédits de mobilisation ouverts à cette fédérale qu'à concurrence du montant pour lequel ils ne sont pas couverts par le fonds de garantie, créé par la loi du 24 mai 1959, soit la moitié de leur montant.

Ce crédit de mobilisation peut être diminué :

1° Lorsque l'examen de la situation des sociétés fédérales et des crédits traités par leurs sociétés locales l'exige;

2° Lorsque le montant total imputable des crédits mobilisés et des crédits que la C.N.C.P. s'est engagée à mobiliser et vérifiés de commun accord avec la société fédérale, n'atteint pas 90 p.c. des crédits de mobilisation.

Par contre, lorsque le montant de l'encours atteint le minimum fixé à l'alinéa 1^{er}, une augmentation du crédit peut être accordée par la C.N.C.P., compte tenu de la situation de la société fédérale intéressée et de la valeur des crédits traités par les sociétés locales.

Dans l'hypothèse où l'encours imputable atteint le montant du crédit ouvert, la C.N.C.P., si elle ne juge pas à propos de relever ce dernier montant, ne mobilise aux sociétés fédérales de crédit au-delà du montant du crédit ouvert que moyennant examen cas par cas.

Arrêté ministériel du 15 juillet 1965

relatif à l'amortissement des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9074).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Convention

relative aux modalités de l'octroi et de la répartition des subventions allouées par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture au Fonds national de la recherche scientifique dans le cadre de la recherche fondamentale collective (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8535).

Arrêté royal du 4 mars 1965

d'exécution du Code des impôts sur les revenus. Annexe I : barème indiquant le montant de l'impôt des personnes physiques dû pour l'exercice 1965 par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 160.000 francs. Erratum (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9074).

Loi du 31 mars 1965

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 9 juillet 1965, p. 8252).

Loi du 8 avril 1965

modifiant le régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 9 juillet 1965, p. 8254).

Loi du 14 avril 1965

portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, du protocole final et des lettres annexes, signés à Bruxelles, le 10 mars 1964 (Moniteur du 24 juin 1965, p. 7613).

Arrêté royal du 14 avril 1965

réglementant le financement de la recherche scientifique fondamentale collective d'initiative ministérielle (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8533).

Arrêté ministériel du 20 avril 1965

pris en exécution de l'arrêté royal du 14 avril 1965 réglementant le financement de la recherche scientifique fondamentale collective d'initiative ministérielle, déterminant la procédure d'agrément et de liquidation des subventions et réglant le contrôle de leur utilisation (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8537).

Arrêté ministériel du 7 mai 1965

remplaçant par des références au Code des impôts sur les revenus, les références aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus contenues dans diverses lois (Moniteur du 1^{er} juin 1965, p. 6526).

Loi du 7 mai 1965

portant approbation du Quatrième Protocole à la Convention de La Haye, du 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 29 mars 1962 (Moniteur du 15 juillet 1965, p. 8558).

Arrêté ministériel du 10 mai 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 23 juin 1965, p. 7587).

Arrêté royal du 11 mai 1965

mettant à la disposition de certains Ministres des sommes prélevées sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 22 juin 1965, p. 7487).

Arrêté royal du 11 mai 1965

mettant à la disposition du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie une somme de 45.600.000 francs prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 26 juin 1965, p. 7729).

Arrêté royal du 13 mai 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders et wateringues (Moniteur du 3 juin 1965, p. 6618).

Arrêté royal du 19 mai 1965

Mise à la disposition du Premier Ministre d'une somme de 13.000.000 francs par prélèvements sur le crédit inscrit à l'article 19-2 du budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1965, p. 8381).

Arrêté royal du 31 mai 1965

relatif à la fiscalité au profit des communes en matière de taxe de circulation sur les véhicules automobiles (Moniteur du 26 juin 1965, p. 7730).

**Arrêté ministériel
des 17 juin et 8 juillet 1965**

*relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur
des 25 juin et 14 juillet 1965, pp. 7685 et 8448).*

Arrêté ministériel du 24 juin 1965

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur
du 2 juillet 1965, p. 7984).*

4. — AGRICULTURE

Loi du 26 janvier 1965

*portant approbation du Protocole spécial rela-
tif à l'agriculture (Moniteur du 29 juillet
1965, p. 9063).*

Arrêté ministériel du 21 mai 1965

*relatif à l'intervention du Fonds agricole en
matière de froment, d'avoine et d'orge des-
tinés à certaines fins (Moniteur du 24 juin
1965, p. 7633).*

Loi du 30 mars 1965

*portant approbation de l'Accord international
sur l'huile d'olive et des annexes, faits à
Genève, le 20 avril 1963 (Moniteur du 20 juil-
let 1965, p. 8749).*

Arrêté ministériel du 21 mai 1965

*relatif à l'intervention du Fonds agricole en
matière de froment utilisé pour la fabrica-
tion des biscottes, biscuits, pâtes alimen-
taires, aliments diététiques et de bières
(Moniteur du 24 juin 1965, p. 7634).*

Arrêté ministériel du 20 mai 1965

*relatif à l'octroi d'un subside pour la culture
du lin (Moniteur du 8 juillet 1965, p. 8200).*

Arrêté royal du 20 juillet 1965

*d'exécution de la loi du 8 avril 1965 créant
un Fonds d'assainissement pour l'agriculture
(Moniteur du 27 juillet 1965, p. 8951).*

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 12 mai 1965

*fixant, pour l'année civile 1965, le taux du
prélèvement perçu en faveur du Directoire
de l'Industrie charbonnière (Moniteur du
7 juillet 1965, p. 8147).*

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 12 avril 1965

*modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963,
relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur
du 4 juin 1965, p. 6646).*

Arrêté royal du 12 avril 1965

*modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant
la dénomination, la compétence et la com-
position des commissions paritaires instituées
en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945
fixant le statut des commissions paritaires
(Moniteur du 4 juin 1965, p. 6648).*

Arrêté royal du 12 avril 1965

relatif à la mise au travail dans les excavations souterraines (Moniteur du 11 juin 1965, p. 7122).

Arrêté royal du 21 juin 1965

fixant la durée du travail des ouvriers occupés dans les entreprises de nettoyage d'immeubles (Moniteur du 3 juillet 1965, p. 8050).

Arrêté ministériel des 20 et 21 mai 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 1960, fixant le montant et les modalités de l'intervention financière de l'Etat prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1959 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce, modifié par les arrêtés ministériels du 31 juillet 1962, du 11 juillet 1963, du 8 mars et du 20 mai 1965 (Moniteur du 17 juillet 1965, p. 8714).

Arrêté ministériel du 28 juin 1965

dérigeant temporairement, en faveur de certains travailleurs de nationalité étrangère occupés dans l'industrie des mines du bassin houiller de Charleroi, au délai fixé par l'article 101, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 17 juillet 1965, p. 8705).

Arrêté royal du 30 juin 1965

relatif à la durée du travail des employés occupés dans les laboratoires de développement et d'impression de films photographiques (Moniteur du 13 juillet 1965, p. 8402).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 22 avril 1965

portant exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulancier (Moniteur du 1^{er} juillet 1965, p. 7939).

Arrêté royal du 28 avril 1965

modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et arrêté ministériel du 28 mai 1965 modifiant l'arrêté ministériel du 11 mars 1953 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 mars 1953 (Moniteur du 29 juin 1965, p. 7808).

Arrêté royal du 18 mai 1965

relatif au commerce intérieur des asperges (Moniteur du 3 juillet 1965, p. 8038).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 20 avril 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 1962 relatif à l'exportation et à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 4 juin 1965, p. 6637).

**Arrêté ministériel
des 20 avril et 19 mai 1965**

modifiant la liste I, remplaçant la liste II et complétant la liste I, annexées aux arrêtés ministériels du 16 janvier 1964 soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur des 9 et 14 juillet 1965, pp. 8258 et 8441).

Arrêté ministériel du 20 avril 1965

remplaçant l'annexe I à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 soumettant à licence le transit de certaines marchandises (Moniteur du 9 juillet 1965, p. 8293).

Arrêté royal du 24 avril 1965

modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif à l'exportation des viandes (Moniteur du 29 juin 1965, p. 7804).

Arrêté ministériel du 10 mai 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 23 juin 1965, p. 7587).

Arrêté ministériel du 24 juin 1965

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 2 juillet 1965, p. 7984).

Arrêté royal du 21 mai 1965

abrogeant l'arrêté du Régent du 6 mars 1950 relatif à l'importation, à la répartition et à la consommation du froment (Moniteur du 15 juin 1965, p. 7218).

**Arrêté ministériel
des 17 juin et 8 juillet 1965**

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur des 25 juin et 14 juillet 1965, pp. 7685 et 8448).

Arrêté ministériel du 22 juin 1965

pris en exécution de l'arrêté royal du 12 décembre 1955 relatif à l'exportation des viandes (Moniteur du 21 juillet 1965, p. 8834).

9. — **TRANSPORTS**

Arrêté royal du 23 mars 1965

prescrivant une enquête annuelle par sondage concernant les transports routiers de marchandises (Moniteur du 11 juin 1965, p. 7096).

Loi du 21 avril 1965

modifiant l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 11 juin 1965, p. 7086).

10. — **PRIX ET SALAIRES**

Arrêté royal du 27 avril 1965

rendant obligatoire la décision du 13 janvier 1965 de la Commission paritaire nationale des maîtres-tailleurs et tailleuses concernant la qualification professionnelle, la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières par les maîtres-tailleurs et tailleuses et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 11 juin 1965, p. 7114).

Arrêté royal du 27 avril 1965

rendant obligatoire la décision du 4 mars 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie céramique fixant la classification des tâches, les salaires minimums et la liaison de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume pour les entreprises fabriquant des pots et tuyaux en grès vernissé, situées dans les arrondissements administratifs de Charleroi et Philippeville (Moniteur du 11 juin 1965, p. 7118).

Arrêté royal du 27 avril 1965

rendant obligatoire la décision du 20 octobre 1964 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération relative à la classification des fonctions, la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans les établissements de classage de vieux papiers et de déchets de papier destinés à l'industrie papetière et le rattachement des salaires horaires minimums à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 30 juin 1965, p. 7861).

Arrêté royal du 30 avril 1965

rendant obligatoire la décision du 9 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique, fixant les salaires des ouvriers occupés dans les entreprises de montage de ponts et charpentes métalliques (Moniteur du 16 juin 1965, p. 7297).

Arrêté royal du 30 avril 1965

rendant obligatoire la décision du 9 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique fixant les salaires des ouvriers occupés dans les entreprises d'installations électriques (Moniteur du 24 juin 1965, p. 7649).

Arrêté royal du 6 mai 1965

rendant obligatoire la décision du 23 octobre 1964 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale fixant les salaires minimums et les conditions de travail des ouvriers occupés dans les entreprises relevant de cette commission (Moniteur du 10 juillet 1965, p. 8332).

Arrêté ministériel du 18 mai 1965

abrogeant l'arrêté ministériel du 13 mai 1957 fixant les prix de vente des poêles (Moniteur du 17 juin 1965, p. 7347).

Arrêté royal du 18 mai 1965

modifiant l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service intérieur et l'arrêté royal du 27 octobre 1959 portant modification des tarifs postaux du service intérieur (Moniteur du 15 juillet 1965, p. 8583).

Arrêté royal du 18 mai 1965

rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers de la boulangerie industrielle (Moniteur du 31 juillet 1965, p. 9141).

Arrêté royal du 24 mai 1965

rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums et les suppléments de salaire pour le travail en équipes des ouvriers et ouvrières occupés dans les fondoirs de graisse (Moniteur du 30 juin 1965, p. 7873).

Arrêté ministériel du 4 juin 1965

fixant le prix des briques (Moniteur du 10 juin 1965, p. 6963).

Arrêté royal du 9 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums ainsi que la prime pour le travail de nuit, pour les ouvriers des brasseries (Moniteur du 3 juillet 1965, p. 8048).

Arrêté royal du 9 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 31 mars 1965 de la Commission paritaire nationale du diamant modifiant sa décision du 13 décembre 1962 adaptant les salaires minimums, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 mars 1963 (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8531).

Arrêté royal du 29 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 16 février 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux déterminant les conditions de rémunération des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de tannerie, chamoiserie et mégisserie (Moniteur du 21 juillet 1965, p. 8822).

Arrêté ministériel du 18 juillet 1965

réglementant les prix du riz (Moniteur du 29 juillet 1965, p. 9074).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Accord

entre le Royaume de Belgique et la République du Portugal sur la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, signé à Bruxelles, le 13 janvier 1965 (Moniteur du 26 juin 1965, p. 7726).

Loi du 13 avril 1965

complétant la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci (Moniteur du 9 juin 1965, p. 6895).

Accord

en matière d'assurance contre la maladie, l'invalidité et le chômage des marins de la marine marchande, pris en exécution de l'article 16 de la Convention du 29 août 1947 entre la Belgique et les Pays-Bas relative à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne les assurances sociales (Moniteur du 26 juin 1965, p. 7732).

Loi du 13 avril 1965

modifiant : 1° la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci; 2° la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer (Moniteur du 9 juin 1965, p. 6895).

**Rectificatif à l'Arrangement
administratif du 27 octobre 1959**

relatif aux modalités d'application de la Convention générale du 1^{er} avril 1958 sur la sécurité sociale entre la Belgique et la Grèce (Moniteur du 14 juillet 1965, p. 8525).

Arrêté royal du 10 mai 1965

modifiant les articles 82 et 144 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (Moniteur du 4 juillet 1965, p. 6650).

Loi du 13 avril 1965

modifiant la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer (Moniteur du 9 juin 1965, p. 6894).

Arrêté royal du 21 mai 1965

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 3 juin 1965, p. 6614).

Arrêté royal du 27 mai 1965

portant majoration du taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public (Moniteur du 29 juin 1965, p. 7794).

Arrêté royal du 30 juin 1965

fixant le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 7 juillet 1965, p. 8150).

Arrêté royal du 30 juin 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale (Moniteur du 7 juillet 1965, p. 8151).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission
du 20 mai 1965 (65/296/C.E.E.)**

relative aux recours du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays Bas à l'article 115, alinéa 1^{er}, du traité, pour exclure du traitement communautaire certains produits originaires du Japon et mis en libre pratique dans les autres Etats membres (Journal Officiel du 15 juin 1965, p. 1805/65).

**Décision de la Commission
du 1^{er} juin 1965 (65/299/C.E.E.)**

relative à la fixation, à l'égard des produits pétroliers, du pourcentage des droits de douane à percevoir, en application de l'article 10, § 2, deuxième alinéa du traité, à titre de prélèvement compensateur (Journal Officiel du 15 juin 1965, p. 1808/65).

**Règlement n° 86/65/C.E.E.
du Conseil du 22 juin 1965**

portant suspension partielle du droit du tarif douanier commun applicable à l'importation de viande bovine congelée destinée, sous contrôle douanier, à la transformation (Journal Officiel du 28 juin 1965, p. 1910/65).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1968	1984
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	
Industries extractives	»	191	115	105	102	
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	
Transports	»	243	243	240	245	
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404	
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
Total ...	199,7	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,5	333,5	373,6
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
Total ...	105,3	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,8	147,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
Total ...	56,9	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,0	73,5	75,8
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

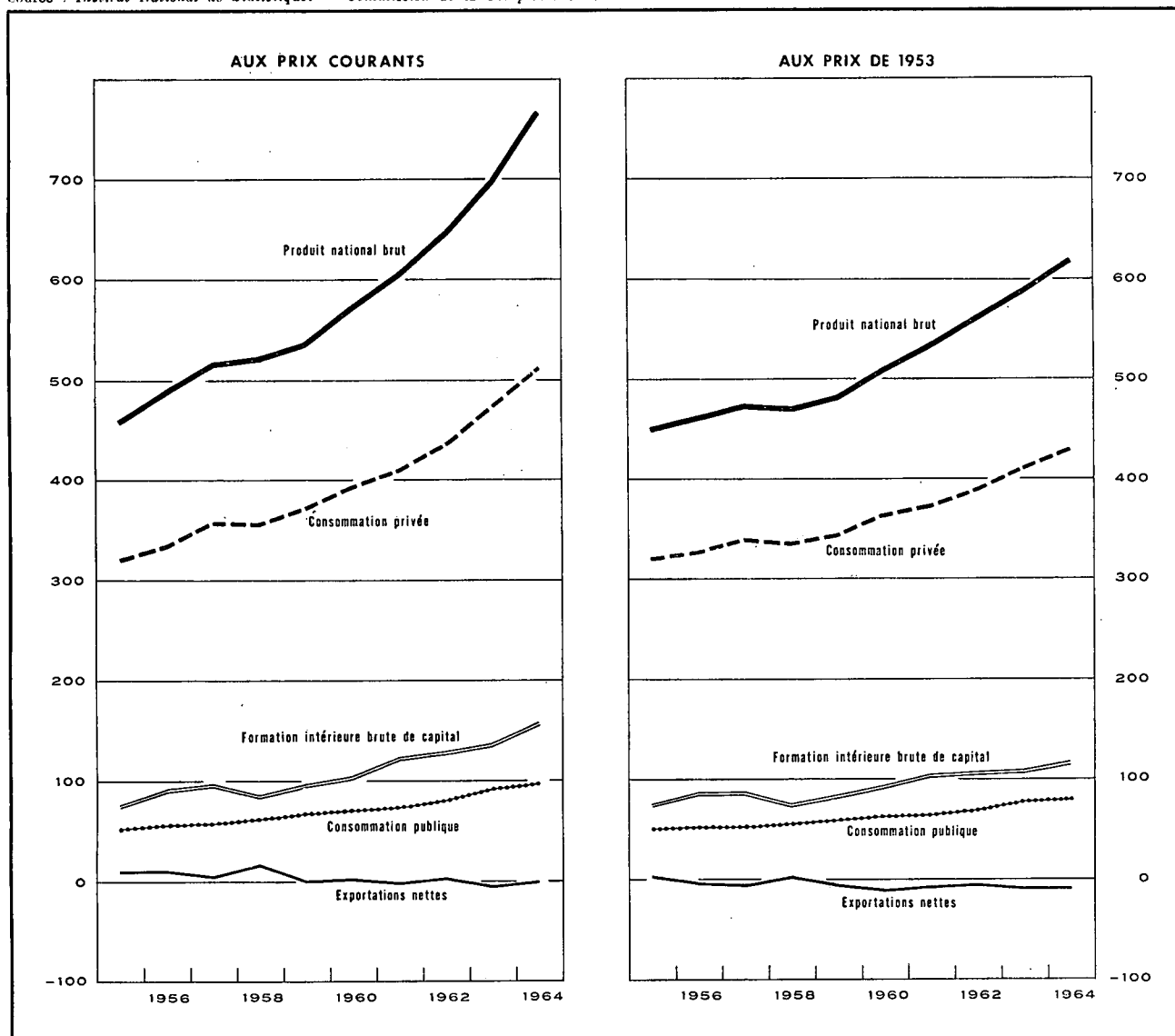
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
Total des industries manufacturières (rub. 3)	134,7	145,0	154,0	148,3	153,6	170,2	179,8	193,4	212,4	230,5
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
Total de la rubrique 6 ...	115,8	121,2	127,6	129,5	138,4	144,3	153,6	164,2	177,9	189,6
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

1 - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
Total ...	321,4	334,4	358,5	357,0	373,5	393,6	410,2	434,7	474,2	512,5
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
	52,0	54,5	57,2	62,2	66,9	71,3	72,7	80,4	91,2	97,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
Total ...	77,4	91,8	97,4	86,3	97,2	106,3	123,6	128,7	136,9	158,4
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	158	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications .	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1964, p. 1209. — Cahiers Economiques de Bruxelles, « L'économie belge en 240 séries », (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Construction de matériel de transport		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1963 1 ^{er} trimestre	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
1963 Novembre	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 *	252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,8	12,5
1963 4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,1	12,0	12,5	15,5
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
1964 Juillet	18	31,6	20,4	11,2	568	14,4	4,7	6,8	6,7	9,7	13,3
Août	25	29,8	19,6	10,2	744	16,8	6,1	7,1	6,3	10,0	12,5
Septembre	20	33,9	21,0	12,9	678	13,8	5,1	7,3	7,9	14,9	12,2
Octobre	20	37,4	23,0	14,4	748	14,5	4,8	7,1	9,1	13,9	10,3
Novembre	23	48,9	27,6	21,3	1.124	16,1	5,0	6,5	12,6	10,4	8,9
Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,9	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement optés.

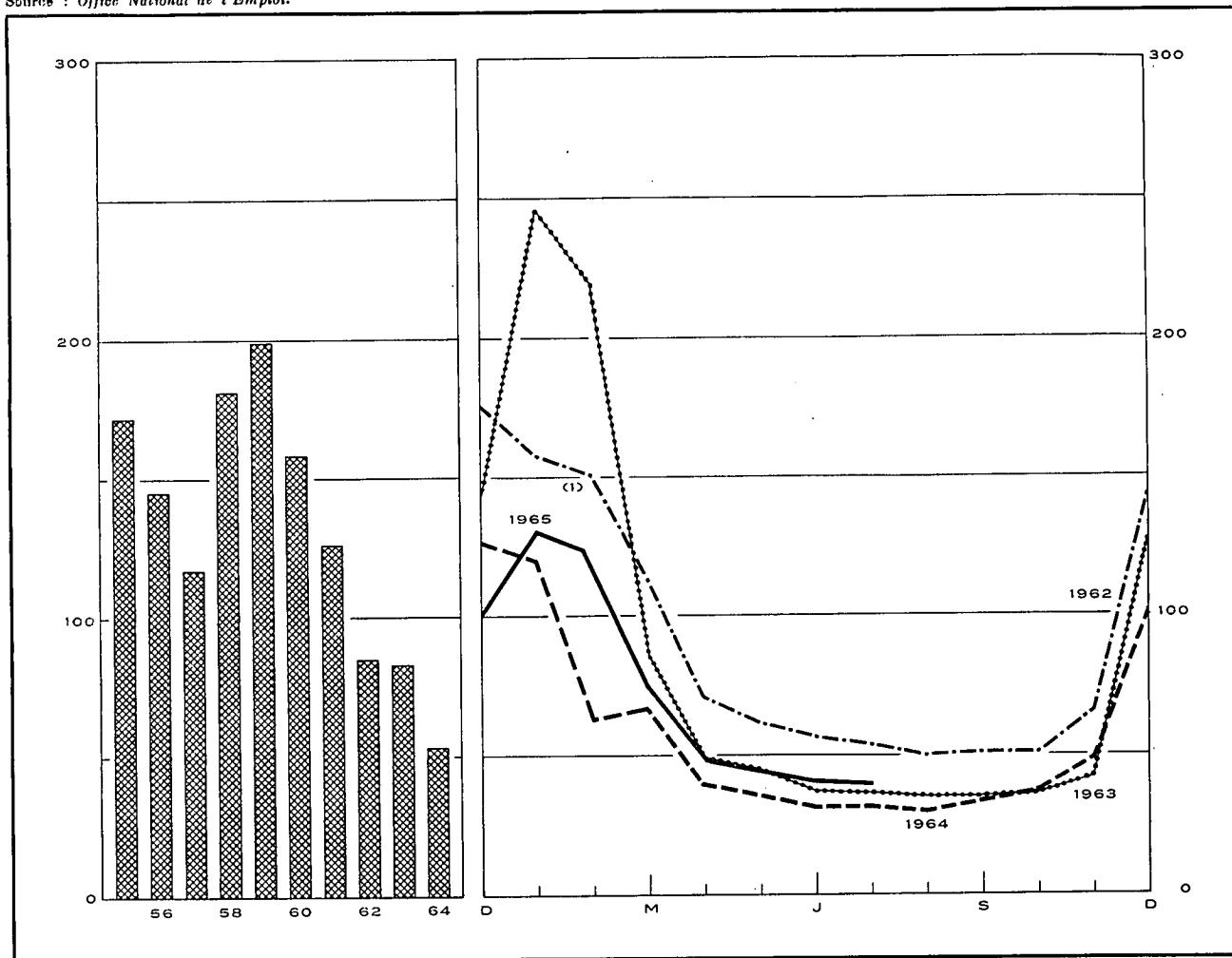
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés Chômeurs complets + chômeurs partiels (milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		1962	1963	1964	1965
1956	145	247	122	95	115	Janvier	158	246	120	131
1957	117	144	96	88	138	Février	151 ¹	219	63	124
1958	181	204	166	149	204	Mars	113	86	67	75
1959	199	292	182	150	171	Avril	71	49	40	49
1960	158	221	149	123	137	Mai	62	45	36	45
1961	126	177	111	90	124	Juin	57	40	32	41
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juillet	54	36	32	40
1963	83	176	44	35	72	Août	50	35	30	
1964	53	82	36	32	61	Septembre	51	35	34	
1965		111	45			Octobre	51	36	37	
						Novembre	66	42	49	
						Décembre	144	127	102	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-1^{er} 31.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 est
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	266
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	229
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	37
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	260
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	819
Divers	134	125	137	129	136	128	134	129	106
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.665	1.654
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041	
Betteraves sucrières	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	67	
Pommes de terre	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	107
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.730
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.012
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.836
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	505	481	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

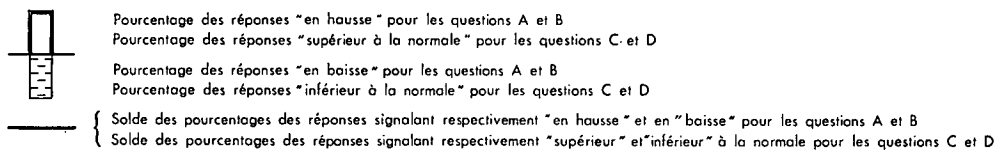
	1950	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	292	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

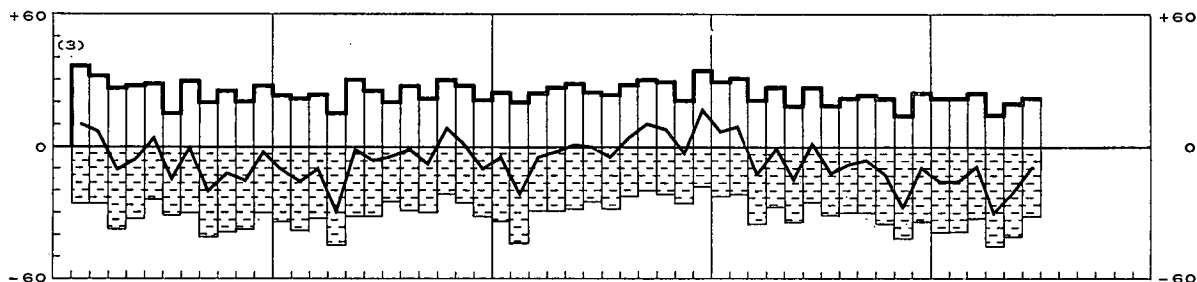
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

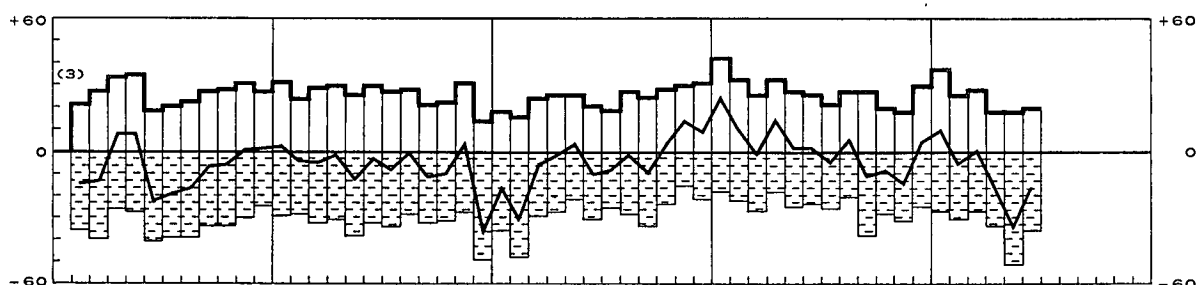
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



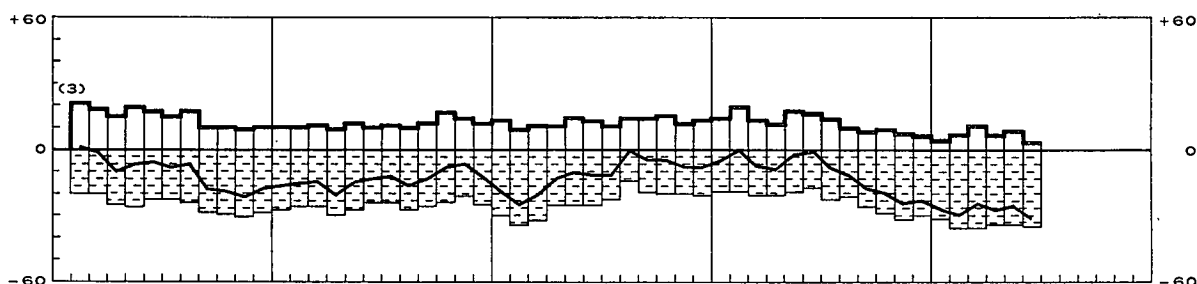
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



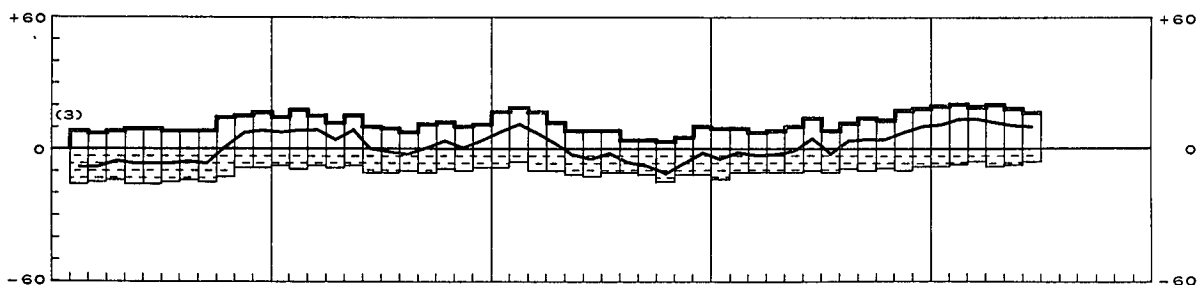
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



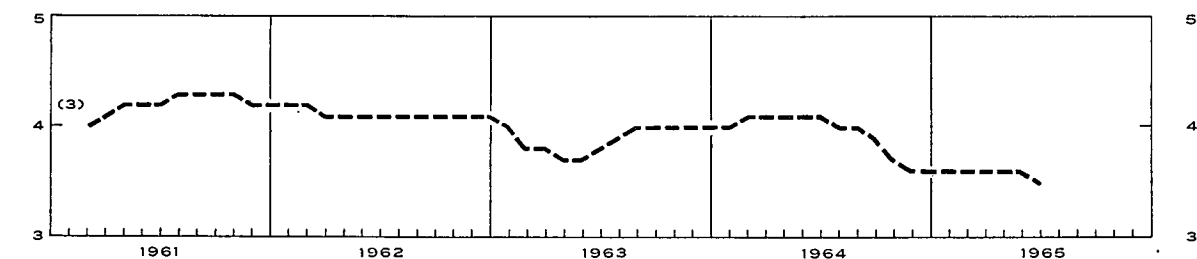
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1959	104	107	104	107	105
1960	112	116	111	116	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	131	123	129	130
1963	135	142	130	137	138
1964	p 145	p 153	p 140	p 148	147
1963 4 ^e trimestre	146	153	138	145	147
1964 1 ^{er} trimestre	141	148	138	145	146
2 ^e trimestre	145	153	p 146	p 153	148
3 ^e trimestre	p 139	p 147	p 131	p 139	143
4 ^e trimestre	p 154	p 163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 148	p 158	p 142	p 151	146
2 ^e trimestre					p 152
1964 Juillet	127	136	p 120	p 127	137
Août	p 136	p 145	p 130	p 137	143
Septembre	p 152	p 161	p 144	p 152	150
Octobre	p 162	p 172	p 144	p 152	159
Novembre	p 149	p 158	p 147	p 155	149
Décembre	p 151	p 160	p 145	p 154	151
1965 Janvier	p 143	p 152	p 137	p 145	142
Février	p 143	p 152	p 145	p 154	142
Mars	p 159	p 169	p 144	p 153	155
Avril	p 152	p 162	p 148	p 157	152
Mai	146 ³	p 155			p 152
Juin					p 152
Juillet					140 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Préviation.

3 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1953 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Refineries de pétrole et dérivés du charbon		
									Total	Fila-tures	Tissage			Bonne-terie	
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	131	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	p 145	92	p 153	161	147	162	p 161	127	142	135	146	153	166	148	135
1963 3 ^e trimestre	133	81	141	147	124	137	153	125	181	127	129	148	151	123	133
4 ^e trimestre	146	96	153	140	135	157	167	136	150	141	152	177	157	141	141
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	156	156	131	128
2 ^e trimestre	145	95	153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	129
3 ^e trimestre	p 139	83	p 147	159	140	155	p 156	126	127	118	132	144	162	138	133
4 ^e trimestre	p 154	93	p 163	157	157	172	p 171	153	145	139	149	157	175	167	151
1965 1 ^{er} trimestre ... p	148	87	158	128	154	171	176	111	139	135	140	150	182	169	145
1964 Mai	137	87	144	157	138	153	151	111	133	124	142	136	164	141	122
Juin	148	96	157	164	152	170	160	133	149	140	153	164	177	167	129
Juillet	127	72	136	157	130	142	137	133	117	108	133	105	148	118	137
Août	p 136	84	p 145	156	133	153	p 156	123	118	110	114	152	164	141	133
Septembre	p 152	94	p 161	165	157	169	p 174	123	147	135	149	177	173	155	130
Octobre	p 162	96	p 172	169	167	178	p 176	166	151	140	154	176	182	174	150
Novembre	p 149	92	p 158	154	149	163	p 165	153	138	130	142	150	168	164	148
Décembre	p 151	90	p 160	146	153	175	p 170	139	147	146	152	145	175	162	154
1965 Janvier	p 143	86	p 152	126	150	168	p 173	109	133	130	135	140	176	148	143
Février	p 143	83	152	120	146	162	170	107	134	131	134	145	175	161	139
Mars	p 159	93	169	137	166	183	186	119	150	145	150	166	194	198	153
Avril	p 152	89	162	158	155	175	177	119	137	133	144	151	184	167	136
Mai 1	146	84	155	167	167	171	165	106	133				183		133

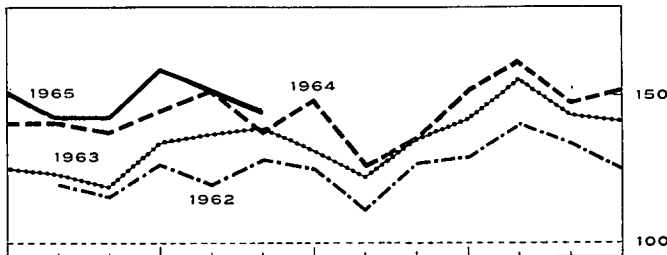
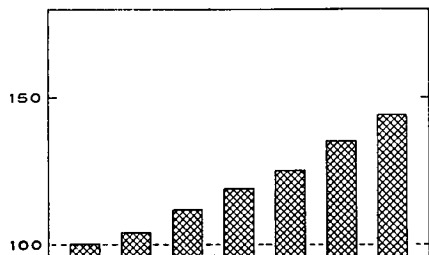
* Non compris la construction.

1 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1958 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

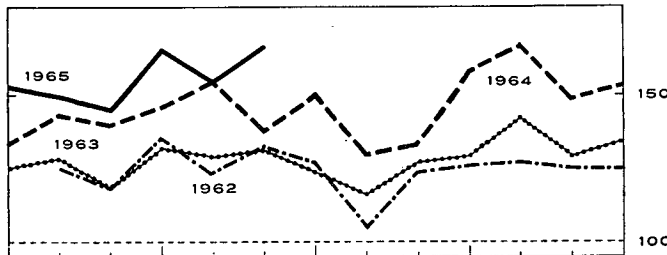
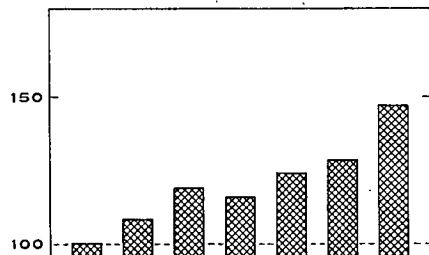
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100

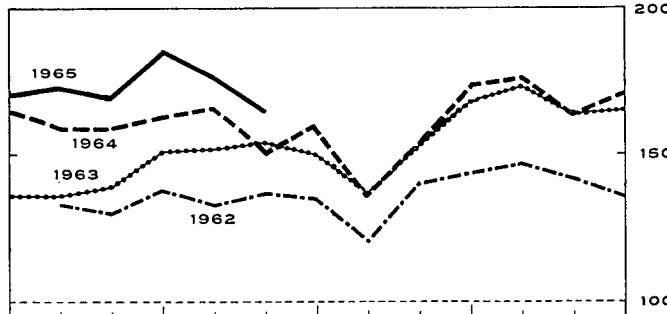
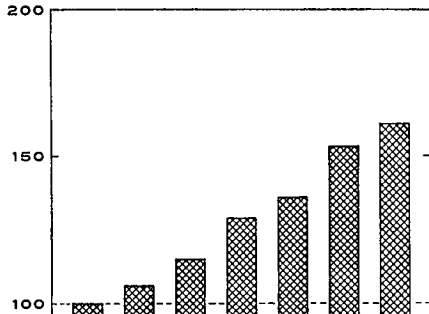
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



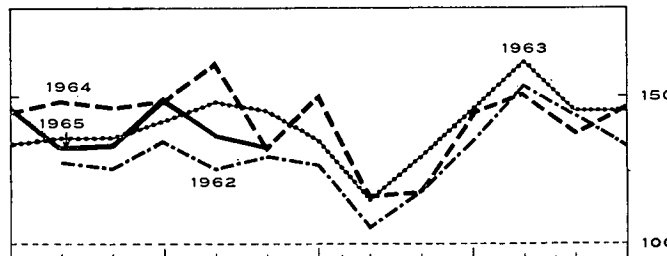
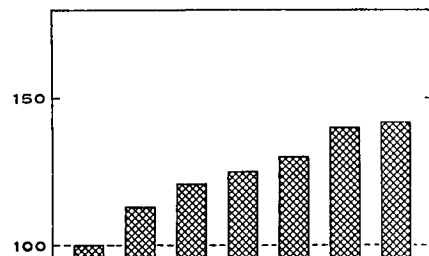
SIDERURGIE



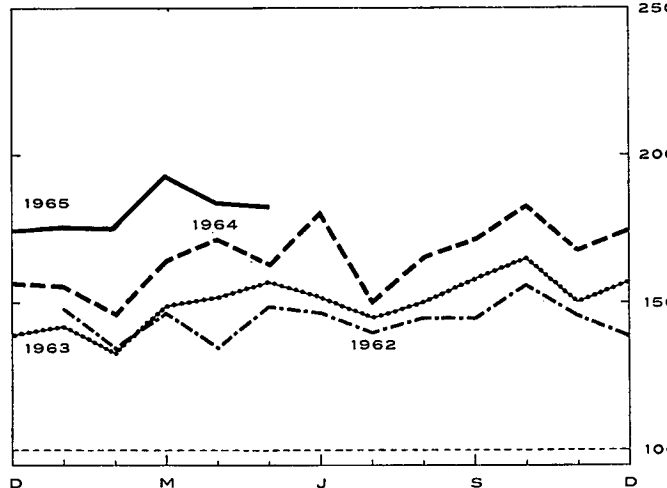
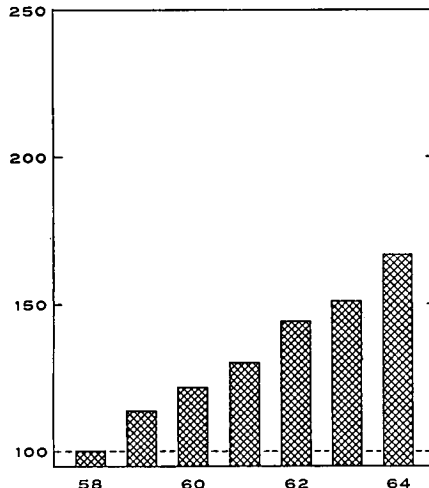
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



D M J S D

IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	106	240
1963 3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.785	1.184	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	1.873	901	443	2.524	1.179	1.647	1.022	95	259
2 ^e trimestre	1.817	1.220	336	2.465	1.158	1.527	981	108	221
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	338	2.320	1.175	1.778	1.185		
2 ^e trimestre	p 1.694	p 1.990			1.202				
1964 Juillet	1.371	1.295	424	2.144	1.115	1.391	1.212	98	197
Août	1.579	1.323	445	2.412	1.121	1.488	1.120	108	205
Septembre	1.764	1.379	384	2.482	1.131	1.652	1.018	113	213
Octobre	1.826	1.384	389	2.665	1.141	1.801	1.312	118	256
Novembre	1.810	1.381	349	2.522	1.146	1.750	1.310	112	261
Décembre	1.882	1.489	519	2.819	1.181	1.874	1.368	114	302
1965 Janvier	1.732	1.495	398	2.410	1.148	1.822	1.012	112	306
Février	1.667	1.630	252	2.157	1.179	1.697	1.198	105	290
Mars	1.819	1.827	363	2.392	1.198	1.814	1.345		
Avril	1.750	1.905			1.205	1.666	1.329		
Mai	1.630	1.896			1.200	1.623			
Juin	p 1.701	p 1.990			p 1.201				
Juillet	p 1.213	p 2.007			p 1.170				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	p 6,32	p 4,93	p 11,25	p 11,47
1963 4 ^e trimestre	663	504	6,33	4,24	10,57	11,60
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	6,51	4,83	11,34	10,86
2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
3 ^e trimestre	699	487	p 6,00	p 4,58	p 10,58	p 10,53
4 ^e trimestre	780	575	p 6,25	p 5,67	p 11,92	p 12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	p 6,49	p 5,86	p 12,35	p 11,70
2 ^e trimestre	762 ¹					
1964 Juillet	661	432	p 5,45	p 4,24	p 9,69	p 10,06
Août	659	460	p 5,60	p 4,39	p 9,99	p 9,45
Septembre	778	569	p 6,94	p 5,11	p 12,05	p 12,08
Octobre	848	602	p 6,39	p 5,39	p 11,78	p 12,18
Novembre	743	543	p 5,90	p 5,58	p 11,48	p 11,94
Décembre	749	580	p 6,47	p 5,74	p 12,21	p 14,24
1965 Janvier	736	563	p 5,88	p 4,84	p 10,72	p 10,94
Février	726	546	p 6,62	p 6,24	p 12,86	p 11,27
Mars	794	638	p 6,97	p 6,51	p 13,48	p 12,88
Avril	p 766	p 587				
Mai	759 ¹					
Juin	760 ¹					
Juillet	645 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agofi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et reconstructions totales	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963 p	36.619				23.311	1		1		5.382
1964 p	44.948				31.323	1		1		6.545

1 En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.866 et à 11.068.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1963 3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.239	1.836	740	538
1964 Avril	4.789	3.316	1.157	600
Mai	3.596	3.842	876	789
Juin	4.272	3.166	1.132	611
Juillet	3.831	3.086	959	640
Août	3.075	3.175	854	679
Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	126	+ 11,5	115	129	+ 12,2	111	123	+ 10,8
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	126	+ 4,1	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	122	127	+ 4,1	117	126	+ 7,7
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	127	133	+ 4,7	117	128	+ 9,4
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	131	+ 4,0	129	133	+ 3,1	123	132	+ 7,3
2 ^e trimestre	126			126			124		
3 ^e trimestre	125			127			126		
4 ^e trimestre	129			133			128		
	France			Italie			Pays-Bas 2		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	110	126	+ 14,5	127	136	+ 7,1	107	120	+ 12,1
2 ^e trimestre	119	128	+ 7,6	132	133	+ 0,8	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	134	130	- 3,0	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	126	+ 2,4	136	132	- 3,0	124	135	+ 8,9
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	136	133	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^e trimestre	128			133			124		
3 ^e trimestre	123			130			116		
4 ^e trimestre	126			132			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Non ajustés pour variations saisonnières.

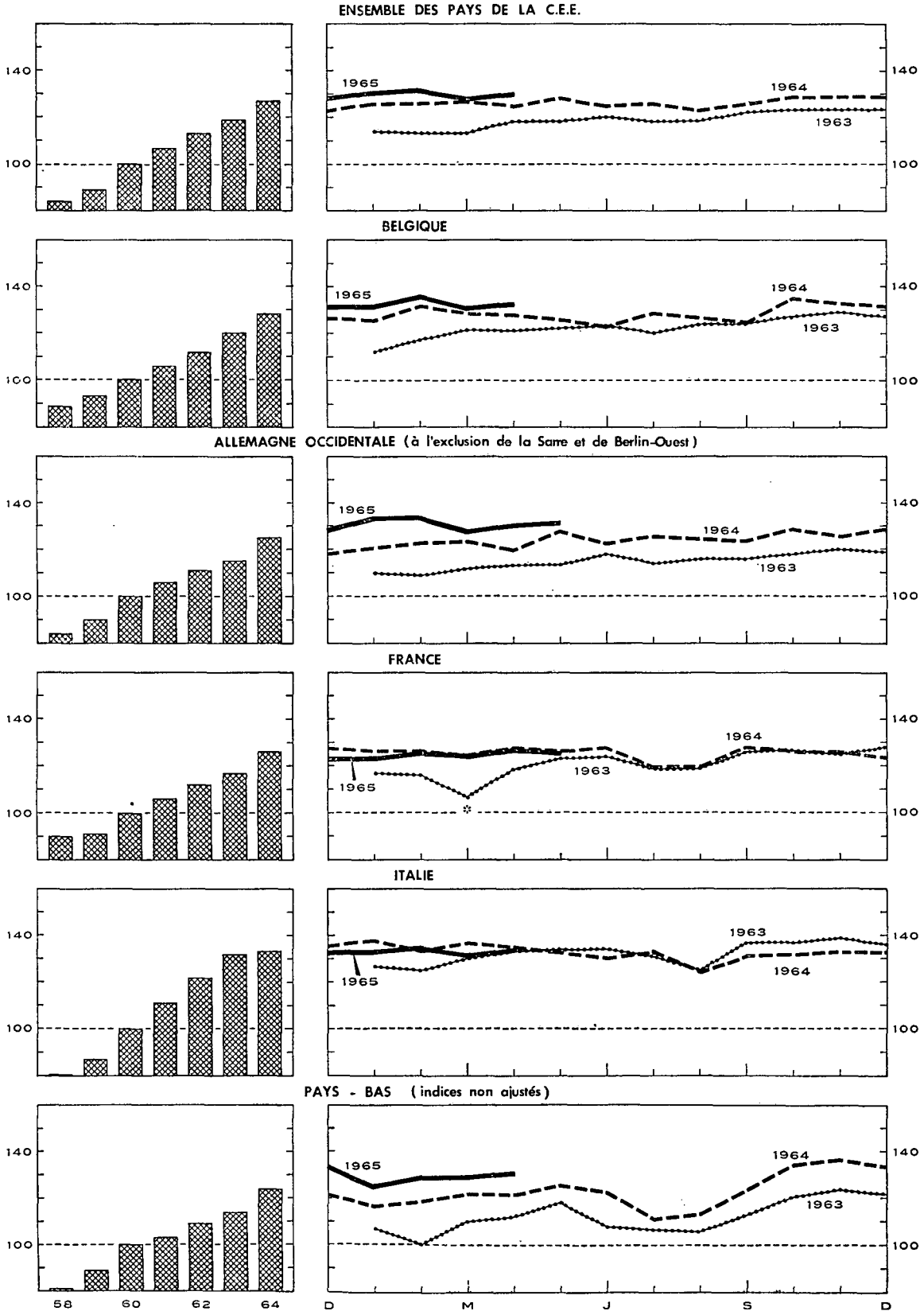
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Tonnage total		Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	dont				(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
			combustibles et huiles minérales	Minerais				
(millions)	(milliers de tonnes)							
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1963 3 ^e trimestre	765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
1963 4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	770	585	5.566	2.152	1.234	151	87,0	12,1
1964 2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
1964 3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
1964 4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
1964 Mai	752	523	5.132	1.877	1.185	151	123,1	14,7
1964 Juin	776	571	5.601	2.000	1.335	170	178,1	20,1
1964 Juillet	723	518	4.927	1.738	1.208	137	214,7	23,5
1964 Août	727	520	5.034	1.824	1.231	138	210,0	22,7
1964 Septembre	734	586	5.637	2.066	1.369	157	190,5	21,5
1964 Octobre	779	654	6.235	2.134	1.496	171	149,7	18,6
1964 Novembre	743	617	5.869	2.087	1.373	156	89,8	12,5
1964 Décembre	761	608	5.779	2.084	1.317	149	101,8	14,6
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2
1965 Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2
1965 Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126	96,0	14,2
1965 Avril	p 770	543	5.231	1.848	1.189	142		
1965 Mai		548	5.243			116		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1963 4 ^e trimestre	4.384	2.858	1.408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre	4.558	2.968	1.573	185	178	75
1964 2 ^e trimestre	4.570	2.887	1.431	165	190	109
1964 3 ^e trimestre	4.449	3.046	1.246	162	178	59
1964 4 ^e trimestre	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre	4.312			182		
1965 2 ^e trimestre				155		
1964 Juillet	4.506	3.129	1.121	186	163	30
1964 Août	4.489	2.973	1.310	162	209	47
1964 Septembre	4.352	3.037	1.308	138	161	100
1964 Octobre	4.657	3.185	1.394	158	212	66
1964 Novembre	4.705	3.220	1.388	155	120	98
1964 Décembre	4.599	3.320	1.365	138	162	40
1965 Janvier	3.969	2.855	1.514	219	162	176
1965 Février	4.146			165		
1965 Mars	4.821			161		
1965 Avril	4.700			155		
1965 Mai				160		
1965 Juin				151		
1965 Juillet				159		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	438
6.276	509
5.896	478
5.681	459
6.704	541
6.349	516
6.370	519
6.595	542
5.943	483
6.508	523
7.036	577
6.248	487
5.825	494

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1963 2 ^e trimestre	1.422	1.008	83	40	125	50	31
3 ^e trimestre	3.739	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	250	34	23	19	25	21
1964 Février	360	204	29	19	15	22	14
Mars	667	399	58	30	57	37	16
Avril	970	691	72	28	56	30	23
Mai	1.145	719	82	46	120	54	34
Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	232	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 2		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 6 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 3		Indice général	Hom-mes 4			Sous-vête-ments et acces-soires 5	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163
1963 3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	161	138	183	185	158	139	155
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	200	150	187	214	159	140	156
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167
1964 Mai	193	181	217	184	190	168	262	131	183	215	165	139	156
Juin	185	165	208	172	186	164	199	126	204	212	159	140	169
Juillet	190	164	202	181	205	156	186	222	200	207	157	137	160
Août	171	168	153	164	191	158	137	99	196	206	157	136	155
Septembre	183	175	185	187	197	160	188	113	199	213	163	138	163
Octobre	217	202	250	199	214	176	273	140	203	237	172	141	164
Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179
Avril	214	216	222	201	200	180	—	—	208	246	176	151	170
Mai	208	197	224	205	212	178	—	—	204	246	169	140	164

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — 3 Articles de ménage et appareils ménagers. — 4 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 5 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 6 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 2° semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2° semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727	154	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2° semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 2° semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2° semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2° semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

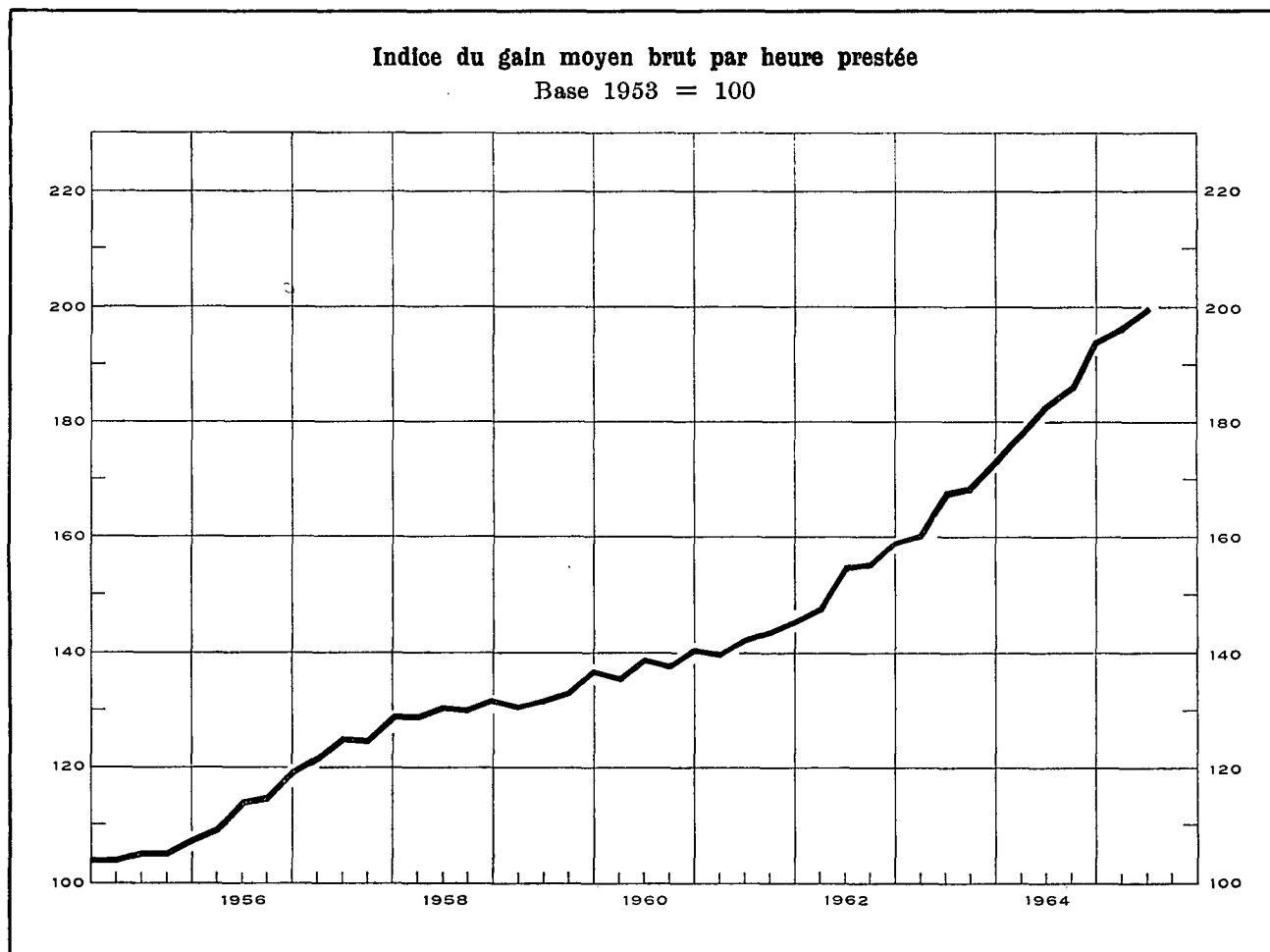
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1962 2° semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2° semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2° semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
Crédit accordé (millions de francs)												
1962 2° semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2° semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.423	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2° semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1962 2° semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2° semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2° semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963	167	160	162		
1964	185	176	180		200
1964 Mars	178	169	173		191
Juin	183	174	178		197
Sept.	186	178	182		201
Déc. ... p	194	182	186		209
1965 Mars ... p	197	187	192		215
Juin ... p	200	189	194		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (france belges)	Alle-magne occiden-tale	Roya-ume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,0
1964	55,69	p115,2	88,8	p84,0	p92,5	p99,4
1961 Août-Octobre .	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril .	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre .	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril .	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre .	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril .	54,—	116,2	90,1	85,1	94,6	100,7
Août-Octobre .	57,37	p114,2	87,6	p83,1	p91,9	p98,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1958 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 avril	1964 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	49,13	52,62
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	42,34	44,59
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	48,50	51,83
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons)	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	34,79	37,09
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	36,23	39,59
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	30,49	33,50
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	33,63	34,61
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	27,36	28,98
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	35,20	37,01
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	37,92	40,65
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	38,86	39,61
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	41,43	43,96
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	32,22	33,97
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	38,19	40,29
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	41,23	44,43
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	61,39	62,88
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	40,19	42,55
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	49,85	52,08
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	42,06	43,37
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	43,73	45,23
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	38,85	39,97
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	47,02	48,55
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	31,71	33,24
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	38,96	40,74
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	42,66	44,53
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	27,87	29,16
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	40,97	43,75
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	40,11	42,20
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	42,89	45,11

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).*
— *Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne,*
Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Méridos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1963 4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.074	29,7	2,89
2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	p 45,6		32,7	p 22	487	1.487		
1964 Juillet	205	46,9	101	34,6	20	310	1.251	36,0	2,89
Août	208	46,6	101	33,3	20	362	1.272	38,0	2,89
Septembre	212	45,6	100	32,7	20	420	1.426	36,0	2,89
Octobre	214	47,8	98	32,5	21	491	1.584	38,3	2,89
Novembre	218	47,6	97	32,6	21	507	1.488	39,5	2,89
Décembre	215	45,7	92	32,6	21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	21	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	21	426	1.231	38,0	2,89
Mars	207	46,4	88	32,7	21	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	p 45,7	89	32,7	22	488	1.431	38,0	2,89
Mai	200	p 45,5	89	32,7	22	499	1.530	39,0	2,89
Juin	196	p 45,7		p 32,8	p 22	474	1.499		
Juillet	p 199	p 45,1		p 32,6	p 21	p 412	p 1.442		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1963 4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	
1964 Juillet	93	89	102	106	93	104
Août	94	89	103	107	93	101
Septembre	95	88	104	109	93	101
Octobre	97	88	105	111	94	114
Novembre	97	89	105	111	93	115
Décembre	95	90	104	109	94	109
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	112
Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	117
Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	
Juillet	89	94	101	107	90	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1956	103,7	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,3	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1963 4 ^e trimestre	107,4	112,7	95,6	109,7	125,1	96,8	106,9	101,7	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,0	135,4	103,5	108,5	114,0
2 ^e trimestre	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
3 ^e trimestre	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
4 ^e trimestre	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,3	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,1	136,2	104,1	108,7	114,3
Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4
Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0

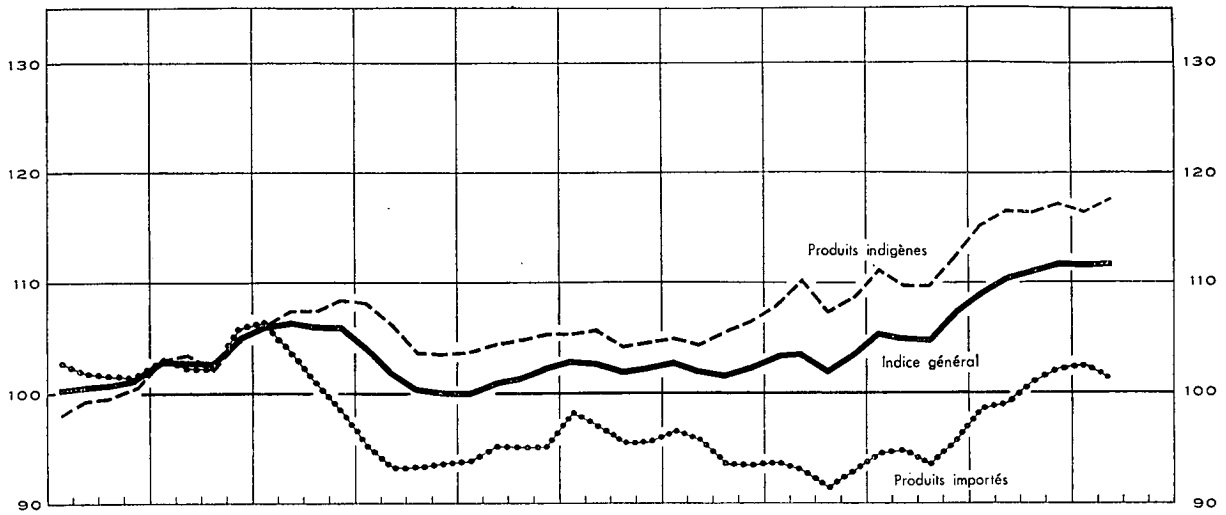
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

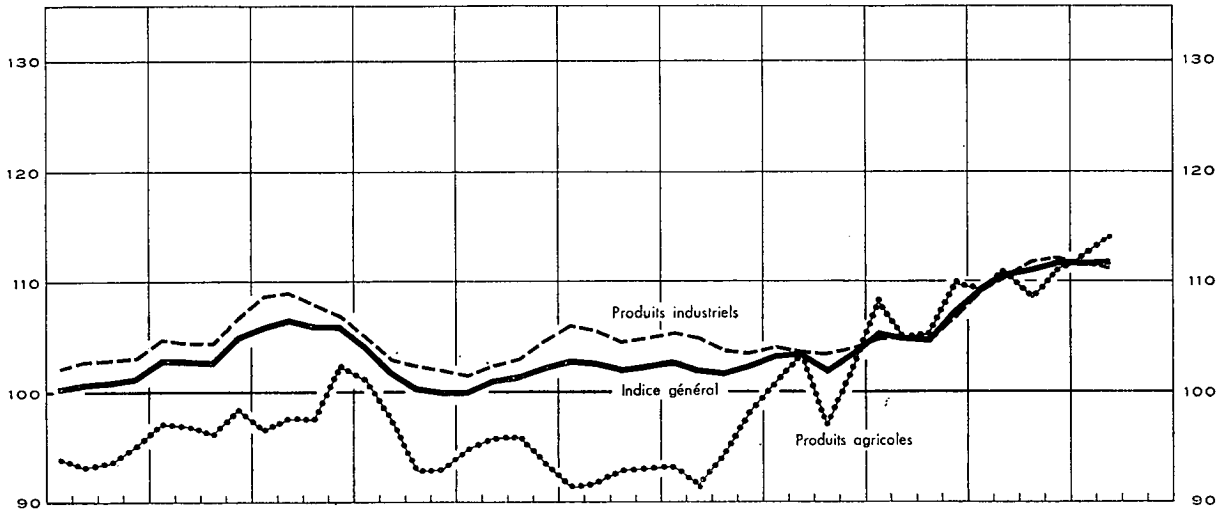
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

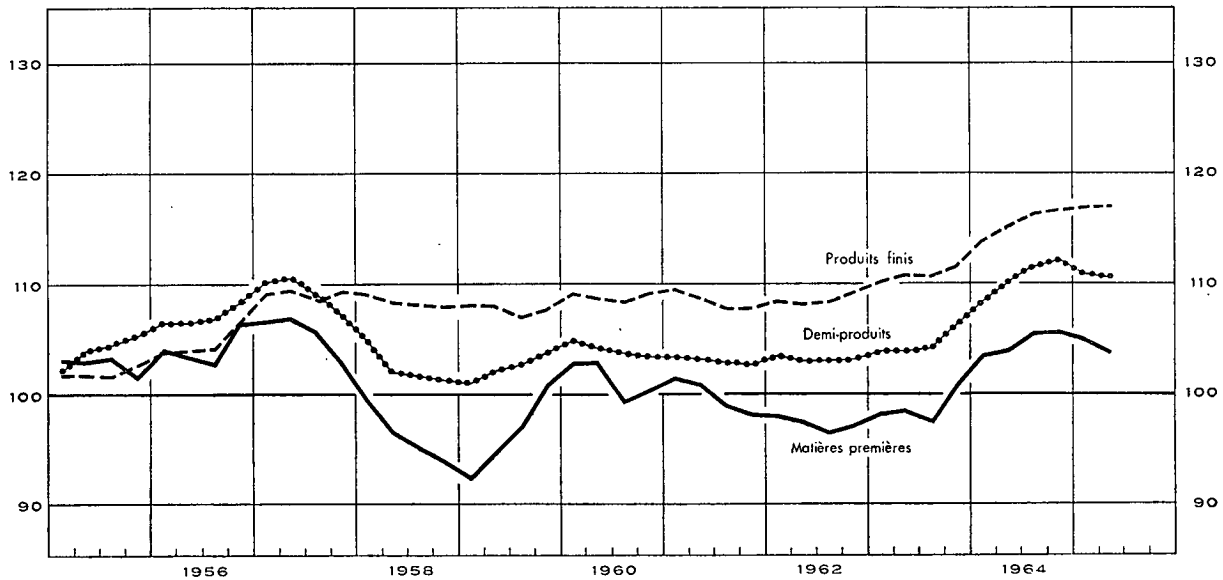
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



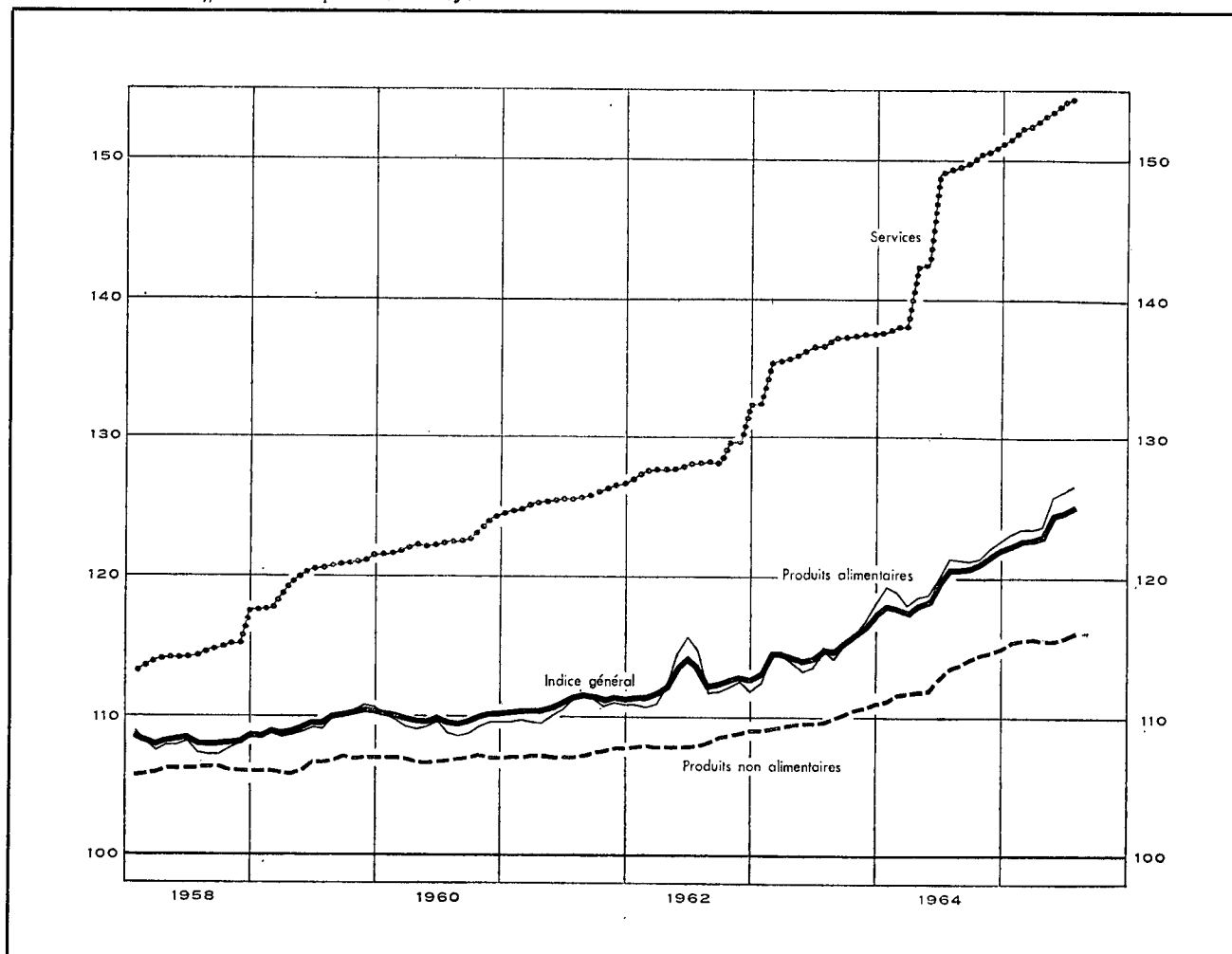
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits		
1955	100,80		101,6		99,2		101,0		
1956	103,65		104,2		101,5		105,5		
1957	106,93		107,0		104,5		111,7		
1958	108,31		107,9		106,2		114,6		
1959	109,64		109,5		106,6		120,0		
1960	109,97		109,3		107,0		122,6		
1961	111,06		110,5		107,4		125,7		
1962	112,62		112,5		108,3		128,5		
1963	115,04		114,7		109,9		136,8		
1964	119,84		120,3		119,1		145,7		
		1964		1965		1964		1965	
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1	
2 ^e trimestre	118,86	124,18	119,1	125,3	112,2	115,7	144,6	153,6	
3 ^e trimestre	120,87		121,3		113,8		149,5		
4 ^e trimestre	121,72		122,1		114,8		150,8		
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6	
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3	
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5	
Avril	118,21	123,11	118,6	123,7	111,9	115,6	142,2	153,1	
Mai	118,50	124,58	118,8	125,9	112,0	115,6	142,5	153,5	
Juin	119,88	124,85	119,8	126,3	112,8	115,8	149,0	154,1	
Juillet	120,84	125,28	121,4	126,7	113,5	116,2	149,3	154,4	
Août	120,84		121,3		113,8		149,5		
Septembre	120,93		121,2		114,2		149,8		
Octobre	121,24		121,4		114,5		150,4		
Novembre	121,76		122,2		114,8		150,7		
Décembre	122,16		122,7		115,0		151,2		

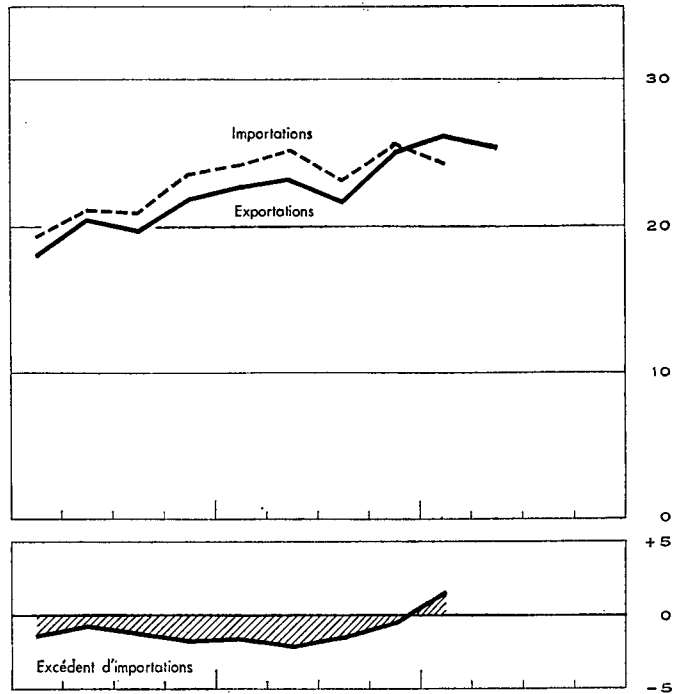
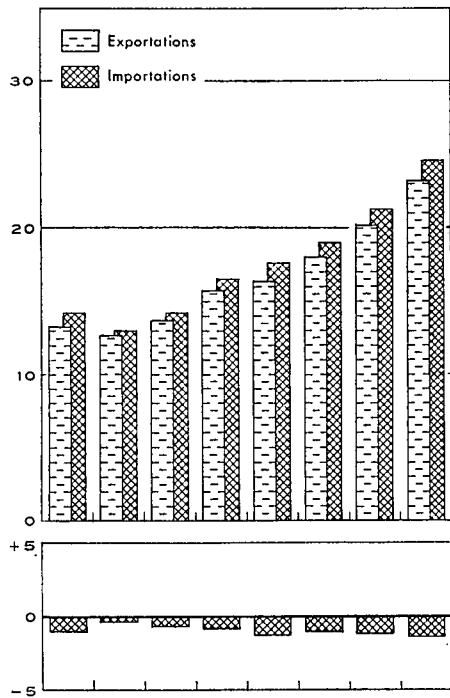
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

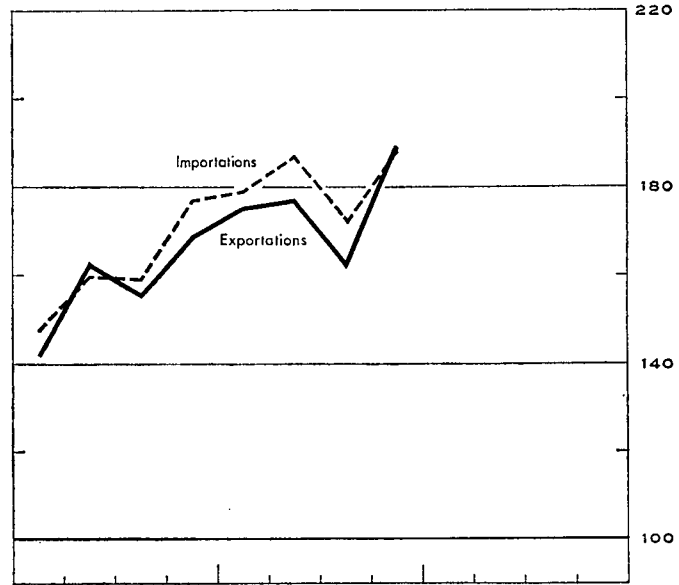
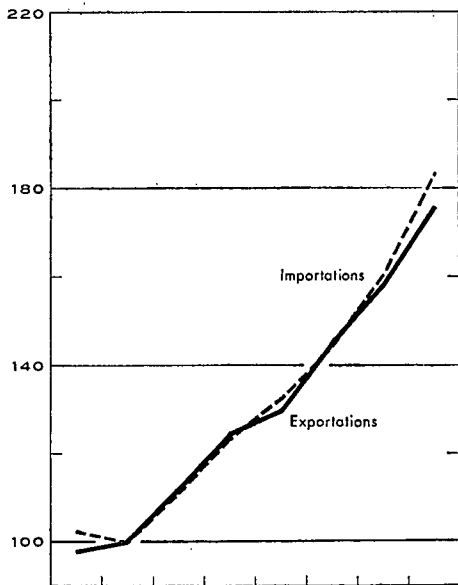
Source : I.N.S.

Milliards de francs



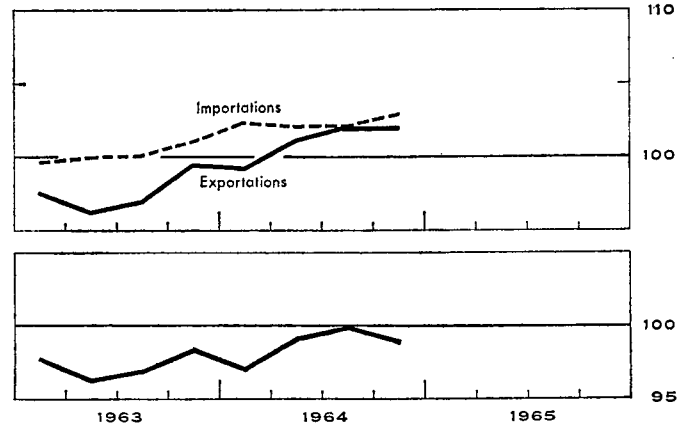
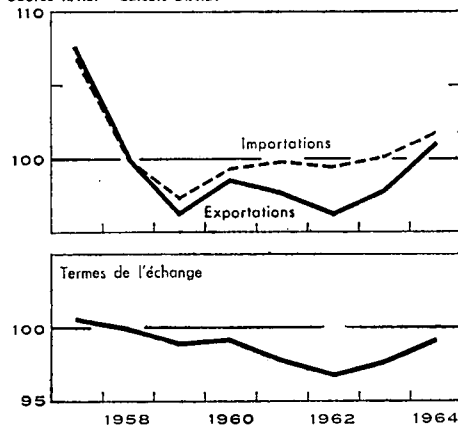
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1963 4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	177,1	168,8	101,1	99,6	98,5
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	- 1,5	94	179,0	175,6	102,4	99,4	97,1
2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106					
2 ^e trimestre	p	25,6							
1964 Janvier-mai	24,6	22,8	- 1,8	93					
1965 Janvier-mai	p	25,4	+ 0,2	101					
1964 Juin	25,6	24,2	- 1,4	94					
Juillet	24,3	22,7	- 1,6	92					
Août	20,9	18,8	- 2,1	90					
Septembre	24,0	23,8	- 0,2	99					
Octobre	25,6	26,0	+ 0,4	102					
Novembre	24,6	24,6	-	100					
Décembre	26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	p	27,6	p	92					
Mai	p	25,3	- 1,4	94					
Juin	p	27,4							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications non métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1963 2 ^e trimestre	3,35	5,18	1,62	3,23	1,50	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,65	20,65
3 ^e trimestre	3,24	4,72	1,51	3,02	1,42	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,62	19,88
4 ^e trimestre	3,25	5,18	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,99	21,99
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
1964 Octobre	4,22	6,16	2,09	3,92	1,80	0,24	0,59	0,63	1,57	1,24	3,56	26,02
Novembre	3,72	6,05	2,02	3,73	1,73	0,23	0,70	0,57	1,21	1,29	3,30	24,55
Décembre	3,54	6,88	2,02	3,44	1,72	0,25	0,79	0,56	1,32	1,08	3,49	25,09
1965 Janvier	4,25	6,53	2,09	3,67	1,99	0,22	0,33	0,61	0,06	1,24	3,13	24,12
Février	4,20	6,39	2,10	3,58	1,80	0,17	0,70	0,52	2,02	1,10	3,39	25,97
Mars	4,18	8,13	2,31	4,11	2,12	0,16	0,71	0,53	1,34	1,18	3,76	28,53
Avril	4,42	7,01	2,02	3,42	1,80	0,17	0,60	0,53	0,86	1,13	3,51	25,47

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n° 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, n° 8, septembre 1964.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires						autres 11	
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux						
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302		
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 1 ^{er} trimestre	13.376	4.438	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.487	394	808	336	1.949	2.446	95	19.404
2 ^e trimestre	14.191	4.727	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	3.918	374	1.003	372	2.169	2.972	93	21.174
3 ^e trimestre	14.053	4.497	1.621	1.373	913	434	194	276	121	319	71	986	312	973	848	344	771	3.958	512	892	353	2.201	2.946	59	21.016
4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	70	23.603
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.931	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	987	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	66	24.262
2 ^e trimestre	16.386	5.412	2.171	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	112	25.283
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963				1964			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	98,6	98,8	97,9	100,2	101,1	101,2	100,5	101,7
Biens de consommation	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	99,3	98,7	100,3	100,7	101,9	102,3	102,4	105,3
Biens d'équipement	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	109,2	110,2	113,4	108,6	111,7	108,5	111,9	111,5
Ensemble ...	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	99,8	100,0	100,1	101,1	102,4	102,1	102,1	103,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,2	91,1	90,8	91,0	90,3	92,0	93,9	94,1
Fabrications métalliques	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	97,9	96,8	98,2	102,5	100,3	104,2	103,6	103,1
Métaux non ferreux	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	109,1	110,2	111,4	113,0	116,9	119,9	126,7	132,1
Textiles	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	101,3	102,0	104,2	107,0	109,0	108,4	110,9	108,6
Produits chimiques	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	94,8	92,6	90,5	93,3	94,8	93,9	93,1	95,4
Industrie houillère	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	81,8	81,8	79,9	83,8	96,9	104,7	93,3	91,7
Industrie pétrolière	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	82,1	79,0	81,9	80,5	82,2	78,2	78,1	76,1
Verres et glaces	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	94,8	95,0	97,2	99,3	98,3	100,0	98,8	98,7
Produits agricoles	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	125,8	110,4	111,5	115,9	99,7	113,0	109,7	110,3
Ciments	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,5	94,6	98,0	102,1	99,7	98,1	104,0	99,5
Carrières	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	100,4	95,3	95,4	94,5	97,6	94,9	95,7	95,0
Céramiques	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	100,1	100,9	100,1	100,9	105,4	105,7	112,1	112,3
Bois et meubles	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	99,1	100,0	98,2	99,0	102,3	103,7	102,6	106,8
Peaux, cuirs et chaussures	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	106,7	100,9	101,1	103,4	110,0	107,2	108,9	110,3
Papier et livre	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	94,1	90,7	93,2	93,9	95,3	94,5	96,4	95,0
Tabacs manufacturés	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	108,8	106,0	106,3	102,8	97,9	104,4	103,9	97,6
Caoutchouc	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	82,5	83,3	82,6	84,7	82,8	83,7	82,1	85,1
Industries alimentaires	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	92,0	93,1	90,9	97,7	100,3	99,5	100,7	95,0
Divers	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	86,7	88,2	90,7	91,5	88,6	94,2	97,6	92,3
Ensemble ...	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	97,7	96,4	97,1	99,6	99,4	101,3	102,1	101,8
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	97,9	96,4	97,0	98,5	97,1	99,2	100,0	98,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-I.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963				1964			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	149,5	157,1	157,5	175,6	173,6	176,9	167,5	179,5
Biens de consommation	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	136,9	155,4	155,0	169,6	185,5	194,9	177,1	195,7
Biens d'équipement	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	154,3	183,2	177,7	199,9	200,1	231,5	199,4	225,4
Ensemble ...	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	147,5	159,8	159,3	177,1	179,0	187,1	173,2	188,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	120,7	137,0	132,7	133,0	152,8	155,6	146,0	152,2
Fabrications métalliques	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	151,7	183,4	171,2	183,2	208,8	210,7	189,9	226,6
Métaux non ferreux	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	133,5	161,0	147,1	164,6	156,6	163,7	158,1	168,2
Textiles	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	163,9	172,9	158,0	186,1	181,7	183,9	156,7	187,8
Produits chimiques	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	134,2	153,5	148,6	161,1	153,3	174,0	165,2	174,6
Industrie houillère	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	54,4	97,6	92,4	98,4	94,8	76,9	67,1	74,2
Industrie pétrolière	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	116,3	161,4	184,8	154,7	158,5	150,4	142,1	170,7
Verres et glaces	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	160,6	160,6	175,6	180,5	196,3	187,3	178,7	193,4
Produits agricoles	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	162,6	161,2	156,1	195,3	165,0	127,0	142,8	231,6
Ciments	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	51,1	122,2	114,7	110,0	98,5	125,1	107,1	132,3
Carrières	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	104,0	198,5	197,7	200,5	181,3	219,8	208,9	214,1
Céramiques	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	156,7	208,0	215,1	249,6	230,3	240,4	247,4	285,2
Bois et meubles	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	266,7	375,8	345,0	411,4	401,1	417,2	370,4	405,0
Peaux, cuirs et chaussures	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	178,3	185,2	193,8	222,1	217,0	193,9	200,8	218,4
Papier et livre	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	168,1	182,8	176,3	203,6	195,3	210,0	188,2	228,2
Tabacs manufacturés	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	178,6	208,1	208,1	269,0	249,5	256,8	266,5	339,1
Caoutchouc	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	186,9	184,0	179,0	194,6	221,6	216,7	205,3	260,3
Industries alimentaires	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	210,8	231,7	210,4	218,9	211,2	232,4	207,0	289,2
Divers	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	160,5	139,9	146,5	169,1	187,0	157,7	146,6	152,3
Ensemble ...	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	142,2	163,1	156,1	168,8	175,6	177,2	163,1	189,0

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1963 4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,16	5,69	+ 0,53	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	p	5,76			3,82			5,77	
1964 Juin	5,17	4,69	- 0,48	3,97	3,88	- 0,09	3,54	5,72	+ 2,18
Juillet	4,52	5,06	+ 0,54	3,39	3,47	+ 0,08	3,23	4,91	+ 1,68
Août	4,31	4,12	- 0,19	2,72	2,27	- 0,45	3,24	4,38	+ 1,14
Septembre	5,04	5,08	+ 0,04	3,17	3,63	+ 0,46	3,82	5,59	+ 1,77
Octobre	5,11	5,67	+ 0,56	3,80	3,81	+ 0,01	4,29	6,02	+ 1,73
Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	p 5,51	5,68	p+ 0,17	p 4,48	3,72	p- 0,76	p 3,90	5,58	p+ 1,68
Mai	5,05	4,97	- 0,08	3,82	3,79	- 0,03	3,78	5,75	+ 1,97
Juin	p	6,63			3,95			5,99	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,14	14,58	+ 1,44	16,64	17,96	+ 1,32
1963 4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,88
2 ^e trimestre	p	0,88			16,24			19,87	
1964 Juin	0,97	0,88	- 0,09	13,65	15,17	+ 1,52	17,39	18,71	+ 1,32
Juillet	1,00	0,80	- 0,20	12,13	14,23	+ 2,10	15,97	17,17	+ 1,20
Août	0,97	0,67	- 0,30	11,24	11,44	+ 0,20	13,76	14,09	+ 0,33
Septembre	0,89	0,92	+ 0,03	12,93	15,23	+ 2,30	16,41	18,63	+ 2,22
Octobre	0,98	0,87	- 0,11	14,18	16,37	+ 2,19	17,78	20,07	+ 2,29
Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,45	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	p 1,02	0,94	p- 0,08	p 14,91	15,92	p+ 1,01	p 18,45	19,60	p+ 1,15
Mai	0,92	0,87	- 0,05	13,57	15,38	+ 1,81	17,03	18,69	+ 1,66
Juin	p	0,84			17,41			21,32	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1963 4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	p	2,11			1,11				
1964 Juin	2,07	1,97	- 0,10	2,06	1,21	- 0,85	1,74	0,94	- 0,80
Juillet	2,14	2,17	+ 0,03	2,41	0,99	- 1,42	1,56	0,83	- 0,73
Août	2,03	1,56	- 0,47	1,16	0,81	- 0,35	1,48	0,72	- 0,76
Septembre	1,99	1,87	- 0,12	1,88	1,06	- 0,82	1,09	0,76	- 0,33
Octobre	2,14	2,01	- 0,13	1,94	1,28	- 0,66	1,03	0,88	- 0,15
Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	p	2,84	p	1,88	1,09	p	1,02		
Mai	2,12	1,97	- 0,15	1,85	1,04	- 0,81			
Juin	p	2,16			1,21				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1963 3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,63	0,66	+ 0,03
1964 Avril	1,06	0,57	- 0,49	1,05	0,20	- 0,85	0,58	0,62	+ 0,04
Mai	1,14	0,47	- 0,67	0,77	0,32	- 0,45	0,62	0,50	- 0,12
Juin	1,11	0,67	- 0,44	0,91	0,27	- 0,64	0,90	0,50	- 0,40
Juillet	0,75	0,58	- 0,17	1,16	0,30	- 0,86	0,77	0,46	- 0,31
Août	0,76	0,66	- 0,10	0,59	0,27	- 0,32	0,80	0,45	- 0,35
Septembre	0,96	0,70	- 0,26	0,89	0,26	- 0,63	0,87	0,48	- 0,39
Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,62	0,69	+ 0,07
Avril		0,61			0,28			0,49	

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics ..				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé ..	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges ...	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *
(milliards de francs)

	1961	1962	1963			1964		
	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 2,7	- 5,9	- 8,6	- 7,3	- 1,4	- 8,7
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²	- 0,4 ^a	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4
1.4 Autres frais de transport	- 2,4	- 2,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0
1.5 Déplacements à l'étranger	+ 1,3	+ 0,1	- 1,1	- 2,1	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 0,9	- 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2
Total 1 ...	+ 1,5	+ 3,4	+ 0,2	- 4,4	- 4,2	- 4,1	+ 3,4	- 0,7
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 1,5	- 1,6	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,1	- 0,5	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 3,1	- 0,7	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 3,1	- 0,6	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0
4.3 Secteur privé :								
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :								
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,9	+ 5,3	+ 1,8	+ 5,3	+ 7,1
Total 4 ...	+ 4,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,9	+ 5,6	+ 8,5
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	+ 5,2	- 5,3	- 0,1	+ 1,3	+ 9,1	+ 10,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 1,3	+ 0,8	- 0,5	- 0,6	+ 1,0	+ 0,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	+ 3,9	- 4,5	- 0,6	+ 0,7	+ 10,1	+ 10,8
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 7,6	+ 3,6	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 3,7	- 8,1	- 11,8	- 0,3	- 1,5	- 1,8

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celle-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.82).
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 492 à 495.

- 1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
- 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
- 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963				1964				1965
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
Exportations	45,8	50,3	50,3	54,7	54,6	56,8	55,0	64,1	61,6
Importations ¹	47,3	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	59,8
Solde ...	- 1,5	- 1,2	- 2,5	- 3,4	- 3,4	- 3,9	- 3,0	+ 1,6	+ 1,8
Autres opérations sur marchandises	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,7
1.2 Or non monétaire .....	...	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...
1.4 Revenus d'investissements	- 0,2	- 0,7	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,5
1.6 Autres	+ 1,2	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 0,8
Total 1 ...	+ 0,6	- 0,4	- 2,1	- 2,3	- 1,9	- 2,2	- 2,2	+ 5,6	+ 4,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,1	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,3
Total 2 ...	- 0,5	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat	+ 1,8	+ 1,3	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,5
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	...
Total 3 ...	+ 1,8	+ 1,3	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	...
4.2 Secteur privé									
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières :									
a) valeurs belges	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2
b) valeurs étrangères ...	- 1,8	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2
4.22 Autres (y compris investissements directs)	+ 1,6	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,7	- 0,2	+ 2,0	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,6
Total 4 ...	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,2	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,8	+ 1,8	+ 1,0
5. Erreurs et omissions	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5
Total 1 à 5 ...	+ 3,7	+ 1,5	- 2,9	- 2,4	+ 1,4	- 0,1	+ 0,9	+ 8,2	+ 1,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,3	...	+ 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 0,7	+ 1,3	- 0,3	- 1,5
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 2,4	+ 1,5	- 2,4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,2	+ 7,9	...
Banque Nationale	+ 4,4	+ 3,2	+ 1,0	+ 2,6	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5
Autres	- 2,0	- 1,7	- 3,4	- 4,7	+ 0,5	- 0,8	+ 0,2	- 1,7	+ 1,5

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1.)

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1960-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXIX^e année, vol. I, n° 5, page 517 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1963 », XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 ; « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économiste belge en 1963* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11	—
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ¹ 13,85 ² }	11,54	{11,95 ¹ 12,51 ² }	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴ }	{50,468 ³ 48,149 ⁴ }	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1964 2 ^e trimestre	49,80	10,16	139,33	13,78	11,53	12,53	7,97	9,69	6,97	7,21	46,073	46,072	173,70	192,79	—
3 ^e trimestre	49,73	10,15	138,60	13,77	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,103	46,101	172,77	192,67	—
4 ^e trimestre	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13	—
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
1964 Juillet	49,78	10,16	138,89	13,77	11,52	12,53	7,97	9,68	6,96	7,20	46,036	46,034	173,15	192,84	—
Août	49,74	10,15	138,61	13,76	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,108	46,107	172,79	192,73	—
Septembre	49,68	10,14	138,29	13,77	11,50	12,50	7,95	9,67	6,93	7,17	46,164	46,163	172,38	192,43	—
Octobre	49,63	10,13	138,14	13,78	11,50	12,49	7,94	9,62	6,93	7,16	46,154	46,152	172,19	192,13	—
Novembre	49,63	10,13	138,20	13,81	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,16	46,201	46,198	172,26	192,07	—
Décembre	49,64	10,13	138,50	13,82	11,50	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	46,189	46,187	172,77	192,20	—
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09	—
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05	—
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14	—
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13	—
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,963	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁵

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 2 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 4 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — 5 Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 juillet 1965

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ 2	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieure (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 3,7	- 1,5 ²
1964	155,3	157,8	+ 2,5	24,2	0,3	-23,9	-21,4	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,0 ²
1963 6 prem. mois .	73,4	63,8	- 9,6	9,2	0,3	- 8,9	-18,5	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 1,6	- 0,1 ²
9 prem. mois .	105,3	103,8	- 1,5	15,4	0,3	-15,1	-16,6	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 2,6	- 1,9 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,7	118,4	+ 1,7	18,1	0,2	-17,9	-16,2	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,6 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
1964 Février	12,8	11,3	- 1,5	2,5	...	- 2,5	- 4,0	+11,8	- 9,2	+ 1,5	...	- 0,1 ²
Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,6	- 1,3 ²
Avril	14,5	12,3	- 2,2	1,9	...	- 1,9	- 4,1	...	- 0,2	+ 0,5	- 1,6	+ 5,4 ²
Mai	11,4	11,3	- 0,1	1,5	0,1	- 1,4	- 1,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 0,5 ²
Juin	15,2	13,1	- 2,1	2,4	...	- 2,4	- 4,5	+ 6,9	- 1,8	...	+ 1,5	- 2,1 ²
Juillet	14,1	21,9	+ 7,8	2,5	...	- 2,5	+ 5,3	...	- 3,9	- 0,2	- 1,8	+ 0,6 ²
Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,3	11,4	+ 0,1	2,0	...	- 2,0	- 1,9	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,5 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre ...	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,8	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,2	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : —; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964 6 premiers mois	19,8	+ 1,3	13,4	+ 0,3	29,8	+ 2,9	63,0	+ 4,5
1965 6 premiers mois	21,3	+ 1,6	13,9	...	31,4	...	66,5	+ 1,6
Exercice 1964								
1964 Juin	5,1	+ 0,2	2,2	- 0,1	5,1	+ 0,4	12,4	+ 0,5
Juillet	13,8	+ 1,1	2,4	+ 0,2	5,0	+ 0,5	21,2	+ 1,8
Août	3,1	+ 0,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	9,6	...
Septembre	3,2	+ 0,2	2,6	+ 0,3	5,1	+ 0,1	10,9	+ 0,6
Octobre	3,6	+ 0,2	2,3	- 0,1	5,3	+ 0,2	11,2	+ 0,3
Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
Ex. 1965								
1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	...	...	6,7	+ 0,7
Février	1,4	+ 0,1	...	...	...	...	1,4	+ 0,1
Mars	0,9	+ 0,2	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
Juin	5,4	+ 0,3	2,5	+ 0,3	5,4	+ 0,3	13,3	+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1964 : juin 1964		Exercice 1965 : juin 1965	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	5,1	4,9	5,4	4,7
précompte immobilier	1,0	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	5,4	4,9	0,8	0,7	0,8	0,8
précompte professionnel	26,6	22,7	2,4	2,1	2,9	2,5
versements anticipés	13,4	11,5	0,4	0,3	0,6	...
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	0,2	...	0,3	0,2
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	...	0,2	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	0,4	0,4	0,4	0,4
contribution foncière	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	...	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	0,5	0,5	...	...
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	0,2	0,3	...	...
contribution nationale de crise	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	0,1	0,3	0,2	0,6
II. Douanes et accises	28,2	27,7	2,3	2,4	2,5	2,5
dont : douanes	8,3	7,1	0,7	0,6	0,7	0,7
accises	18,7	20,4	1,5	1,7	1,7	1,7
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	5,1	4,7	5,4	5,3
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,5	0,4	0,6	0,6
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,2	0,2
timbres et taxes assimilées	50,9	47,6	4,2	4,1	4,5	4,4
Total ...	148,7	139,0	12,4	12,0	13,3	12,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 9,7		+ 0,4		+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1964, commencé le 1^{er} janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1963 6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	4,3	2,5	5,4	12,2	0,37
1964 Juin	5,1	2,2	5,1	12,4	0,41
Juillet	13,8	2,4	5,0	21,2	9,48
Août	3,1	2,0	4,5	9,6	0,05
Septembre	3,2	2,6	5,1	10,9	0,03
Octobre	3,6	2,3	5,3	11,2	0,35
Novembre	3,9	2,3	5,0	11,2	0,05
Décembre	4,5	2,6	5,5	12,6	0,25
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

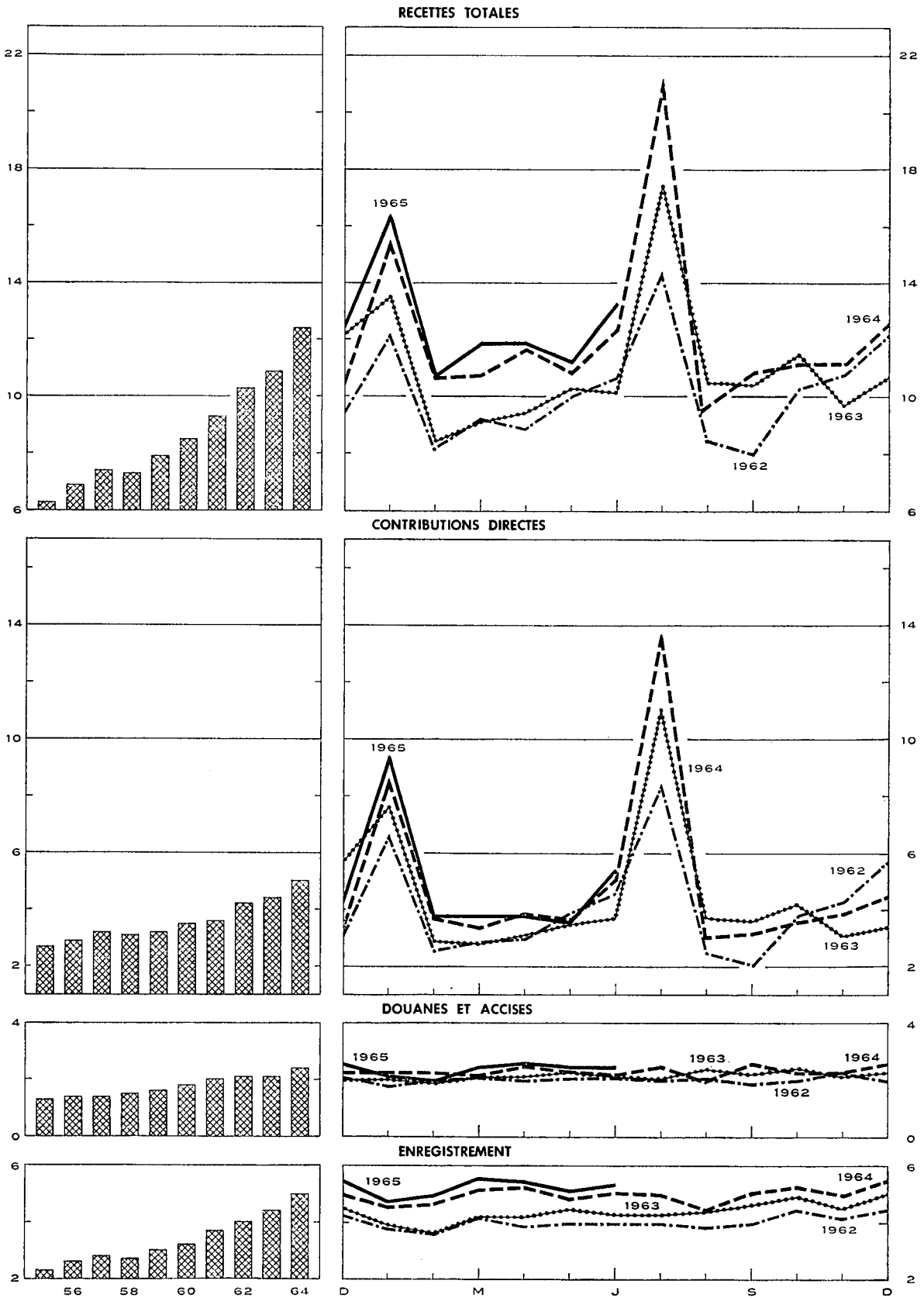
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXIXe année, vol. II, no 5, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)		
													(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles														
		... nihil ou inférieur à 50 millions												
— opération non effectuée														
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		—			...	26,1	—	2,4		2,9	6,6	38,0
		Engagements en comptes courants ou d'avances						25,2	—	0,2		0,1	...	25,6
		Obligations	8,0	0,2	...	—	1,0	13,1	22,4
		Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	68,2	22,9	68,2	...	169,8
		Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	...	—	1,6	6,3	0,5	...	23,0
		(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)		(...)		(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(...)	(157,8)
	Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	6,6	278,8
	Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	...					0,7	—	...		0,1	...	0,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances						1,0	—	...		0,1	...	1,1
Obligations accessibles à tout placeur		15,2	0,1	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	...	29,2
Obligations non accessibles à tout placeur		...	0,3	...	0,1	...	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	0,2	5,6
Autres emprunts à moyen et long terme		0,1	...	1,4	...	—	...	0,2	2,2	0,1	4,0
Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	1,0	...	—	...	...	...	0,4	11,0
(Actions et parts)	(0,7)		(13,2)	(3,2)	(...)		(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)	
Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	0,7	51,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	...	...	...	...	0,4	5,4	39,4
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	...	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	93,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	212,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	57,2	
	Divers	...	0,6	—	...	0,5	0,1	1,7	0,1	...	3,0
Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	7,5	405,8	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances						2,1	—	...	...	...	...	2,1
	Obligations accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	0,5	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	26,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	...	...	...	...	0,6	...	39,4	44,1
Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	...	...	—	...	...	...	1,6	6,9
Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	1,0	89,6	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4	
	Divers	3,2	...	1,9	...	—	...	...	...	0,6	...	1,0	6,8
	Total ...	12,6	...	1,9	...	—	—	...	...	0,6	...	1,0	16,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2
	Acceptations et effets commerciaux						5,1	—	0,4		1,7	0,6	7,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances						1,1	—					1,1	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)						84,9	—					84,9	
	Obligations	9,5	...	1,0			0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	— 0,1	16,0	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,8	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	20,2
	Divers	...	1,3	9,0	...	...	...	...	...	...	0,5	...	10,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(0,1)	(0,4)			(—)	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(...)	
Total ...	9,5	1,3	25,8			—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	0,5	141,1	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers																
	Organismes monétaires (7)				Fonds des Reutes (8)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)				Organ. d'assur.-vie et sociét. de travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)		Secteurs indéterminés et annullements (12)
Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	—	...	1,6	0,9	0,4	...	220,5					
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,3	...	0,7	...	...	2,3					
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	21,5					
Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2					
Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6					
Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	—	—	—	0,3	—	—	19,1					
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	—	8,0	...	—	—	...	8,3					
Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	...	...	—	—	—	—	—	—	—	...	7,6					
Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	7,5	7,9					
(Actions et parts)	(5,8)	...	(0,2)	...	...	—	—	(0,5)	...	(0,1)	...	(6,6)					
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	7,5	309,9				
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	5,8	—	—	—	—	5,8					
Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...				
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...				
Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8					
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1				
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	5,8	—	...	...	0,1	8,7					
Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	—	...	—	...	0,3	0,3	3,4					
Dépôts sur livrets	104,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	104,3					
Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	...	—	...	0,1	...	4,8					
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0					
Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4					
Divers	4,0	...	0,2	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	6,1					
(Actions et parts)	(1,1)	...	...	...	...	—	—	...	—	...	1,7	(1,1)					
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	127,0					
Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,9					
Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7					
Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8					
Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	...	...	...	...	0,5	...	2,6					
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	0,1	0,8	...	0,2	4,8	0,8	144,1					
Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	...	...	—	...	...	...	1,4					
Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,8					
Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	3,3					
Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	...	...	...	...	...	...	3,5					
Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5					
Obligations accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	85,1					
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	18,8					
Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	...	...	...	0,2	...	...	16,0					
(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,5)					
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	129,4					
Secteurs indéterminés et annullements (12)	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	—	7,4				
Total des créances (1) à (12)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	33,1	1.709,9				

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1968.

XII - 1b. — ENGOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													(18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indétermi- nés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes moné- taires		Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assura- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	3,3	7,8	43,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	28,9	—	0,2	—	0,1	...	29,2
			Obligations	8,1	0,2	—	1,0	13,3	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	—	—	—	—	—	—	76,2	26,4	75,5	...	188,7
			Divers	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	—	—	—	—	1,8	6,8	0,5	...	24,4
			(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	—	(0,1)	—	—	—	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(165,8)
			Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	7,8	308,3	
		Paraétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	0,1	—	0,5	...	1,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,3	—	0,1	...	1,3	
	Obligations accessibles à tout placeur		14,5	0,1	—	2,3	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	27,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	—	0,1	...	2,8	1,0	...	1,3	3,5	...	—	0,2	8,8	
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	0,1	...	1,1	...	—	...	0,2	2,5	0,1	0,1	4,1	
	Divers	5,1	...	4,5	0,2	...	1,6	...	—	...	...	...	0,1	0,4	11,7
	(Actions et parts)	(0,7)	—	(13,8)	(4,2)	(...)	—	—	—	(...)	(—)	(...)	(...)	(0,9)	(19,5)		
			Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	...	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	0,3	55,0	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,2	31,1	0,4	7,0	40,5	
	Certificats à court terme	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	—	0,1	92,5	
	Obligations accessibles à tout placeur		105,4	2,2	—	1,4	0,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	1,4	224,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	0,3	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,6	60,5
Divers .....	...		0,8	—	...	0,4	...	...	...	...	0,1	0,6	0,1	...	1,9
		Total ...	107,3	3,6	—	4,3	1,6	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	8,8	420,4		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	3,4	...	...	...	...	...	...	3,4
Obligations accessibles à tout placeur		15,3	0,4	...	0,1	...	0,5	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	—	0,1	26,1		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	...	10,1
Autres emprunts à moyen et long terme .....		...	4,4	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,2	...	...	49,1
Divers	1,6	0,4	3,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4	
		Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	...	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	3,6	98,1		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6		
Divers		2,4	...	2,3	...	—	—	—	—	—	0,6	...	1,1	...	6,5		
		Total ...	12,1	...	2,3	...	—	—	—	—	0,6	...	1,1	...	16,1		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux		—	...	—	—	—	—	5,4	—	1,0	—	2,6	0,7	9,7	
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	2,0	—	—	—	2,0	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		—	—	—	—	96,2	—	—	—	96,2	
Obligations		9,0	...	0,9	—	—	—	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	—	16,4	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	12,2	—	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	20,2	
Divers		—	1,1	10,7	—	—	—	...	—	...	0,4	12,2	
(Actions et parts)	—	(0,1)	(0,4)	—	—	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)		
		Total ...	9,0	1,1	23,8	...	...	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	0,3	156,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	—	—	—	1,6	1,1	0,4	...	237,4
	Argent à très court terme	—	...	—	1,4	2,6	0,6	4,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	...	35,3
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3
	Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	—	—	—	—	0,3	—	...	27,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,5	3,2	—	—	13,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	—	—	—	8,6
	Divers	0,1	...	0,2	8,5	8,8
	(Actions et parts)	(6,1)	...	(0,2)	(0,5)	(0,1)	(6,9)
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	8,5	360,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	11,0	—	—	—	—	—	11,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
	Dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	—	—	...	0,5	0,2	...	3,9
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	113,4
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	—	...	0,1	...	0,3	4,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	9,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
	Divers	4,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5
(Actions et parts)	(1,2)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,2)	
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	2,2	137,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	0,9	7,1
	Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2	
	Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5	
	Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	...	...	...	0,9	...	0,9	3,7
Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	1,8	156,5	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	0,2	1,4
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	3,8
	Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	—	0,5	...	0,1	...	0,6
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	96,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,3	...	7,6	9,8	...	2,1	20,7
	Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	...	—	0,3	...	...	3,3	16,7
	(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	5,7	145,8	
Secteurs indéfinis et ajustements (12)	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	—	8,4
	Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	40,0	1.877,2

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pourvois subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectués															
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...					...	+ 4,4	—	— 0,5		+ 0,4	+ 1,2	+ 5,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances						+ 3,6	—	— 0,1				+ 3,6	
		Obligations	+ 0,1	...	...	...	...	...	—	—	+ 0,2			+ 0,2
		Autres emprunts à moyen et long terme									+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3		+ 18,7
		Divers	+ 0,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2				+ 0,2				+ 0,6
		(Actions et parts)	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(+ 6,0)
	Total ...	+ 0,4	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 1,2	+ 28,5	
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	+ 0,1	—	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...								+ 0,1		+ 0,3		+ 0,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 0,2	—				+ 0,2	
		Obligations accessibles à tout placeur	— 0,6	...	...	...	...	— 0,7	+ 0,1	— 0,1		— 0,1		— 1,5
		Obligations non accessibles à tout placeur						+ 2,7	+ 0,7	...	— 0,2	+ 0,4	— 0,4	+ 3,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme						— 0,3	...	—		+ 0,3		...	
Divers	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,6	...	—					+ 0,8	
(Actions et parts)	(...)		(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)		(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)		
	Total ...	— 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	— 0,1	+ 2,2	+ 0,9	— 0,2	— 0,1	+ 0,4	+ 0,6	— 0,5	+ 3,1	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	— 0,1	...	—	— 0,5	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 1,6	+ 1,2
		Certificats à court terme				+ 0,2	...	+ 9,2	— 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	— 0,3	+ 2,3	
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,6	+ 0,1	—	...	— 0,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 12,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur	— 1,3	...	—	+ 5,1	— 0,8	...	— 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 3,3
		Divers		+ 0,2	—	...	— 0,2	— 1,2	— 1,1
		(Actions et parts)													
	Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	— 0,3	— 0,4	— 4,2	+ 12,5	— 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,6	+ 18,1	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pourvois subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 1,3	—				+ 1,3	
		Obligations accessibles à tout placeur	— 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,1	— 0,5
		Obligations non accessibles à tout placeur								...	— 0,1	+ 0,3		+ 0,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme		+ 0,1	...	...	...	...	...	—			+ 4,8	+ 5,0
		Divers	+ 0,4	—	+ 2,1	+ 2,5
	Total ...	— 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 2,1	+ 8,5
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	
		Divers	— 1,3	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	— 0,8
		Total ...	— 1,1	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	— 0,7
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	— 0,1	...	...	...	...	— 0,1	
	Acceptations et effets commerciaux							+ 0,3	—	+ 0,6		+ 0,8	+ 1,9		
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 0,9	—				+ 0,9		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)														
	Obligations	...	...	— 0,1	...	...	—	+ 11,3	—		+ 0,7	...	+ 11,3	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	...	—	—	—	+ 3,6	—	—	—	—	— 3,6	...	
	Divers		— 0,2	+ 1,7	...	—	—	—	—	—	—	— 0,1	...	+ 1,4	
	(Actions et parts)	(— 1,7)	(...)	(...)	...	—	—	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(— 1,5)	
	Total ...	...	— 0,2	+ 1,6	...	...	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	— 3,8	+ 15,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	- 0,2	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	+ 16,7
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+14,4	—	+ 2,6	- 0,2	—	—	+ 14,3	
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	+ 8,0	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	- 0,2	—	—	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	...	+ 5,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,0	
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	(...)	—	—	—	(...)	—	—	(...)	—	+ 0,3	
	Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 0,9	+ 50,3
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	+ 5,2	—	—	—	—	+ 5,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
Opérations à réméré		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Dotations .....		—	—	...	...	...	—	—	—	—	—	—	...
Divers .....		—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	...	+ 5,2
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	—	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme .....	...	+ 0,1	...	...	- 0,2	—	—	...	...	...	+ 0,1	- 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 0,4
(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,1)		
Total ...	+10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,4	+ 10,9
Organ. d'assur.-vie et soci. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,7	...	+ 0,5	+ 1,2
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 0,8	+ 10,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	- 0,2	+ 0,6	
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	- 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 11,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	- 0,2	+ 1,1	...	+ 1,9
	Divers	- 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	—	—	+ 0,1	...	...	+ 0,4
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 16,4	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	...	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	—
	Total des créances	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+ 3,0	+164,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

— données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
2. Paraétatiques d'exploitation	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9
3. Etat (Trésor)	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8
4. Secteur public non compris ailleurs	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6
5. Sécurité sociale	12,6	...	1,9	...	—	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
7. Etranger	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1
8. Organismes monétaires	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4
13. Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
15. Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 477,1	— 35,9	— 351,5	— 75,0	— 1,6	+ 13,1	— 53,2	+ 10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+ 14,4	+ 25,7	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	—	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1
3. Etat (Trésor)	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5
5. Sécurité sociale	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	.....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6
7. Etranger .....	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6
8. Organismes monétaires	+ 22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+ 26,7	+ 14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 10,3	.....	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+ 56,1	+ 15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+ 20,1	+ 2,4	+ 93,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 59,6	+ 9,4	+ 51,4	+ 5,0	+ 11,8	+ 7,9	+ 16,1	+ 92,3	+ 3,0	+ 164,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 23,5	- 1,4	- 14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3						
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)									
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)							
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	4,4	- 5,6						
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,3	- 6,9	4,7	- 3,8						
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	5,3	- 4,5						
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,3	- 6,9	5,1	- 5,4						
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0						
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6						
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2						
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0						
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9						
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	156,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5						
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2						
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9						
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2						
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0						
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4						
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7						
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7						
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7						
<i>Nouvelle série 5</i>																					
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,3	167,6	7,5	5,0	180,1	77,3	89,2	-11,2	10,2	- 7,9						
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,6	166,6	6,9	5,1	178,6	80,6	92,6	-11,3	10,1	- 9,3						
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	78,9	171,6	7,4	5,8	184,8	89,8	100,8	-11,4	11,0	-10,0						
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,2	174,6	7,0	4,8	186,4	89,2	104,9	-11,2	10,5	-10,4						
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	78,8	177,6	8,8	5,9	192,3	93,6	108,3	-11,2	10,5	-10,5						
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	80,9	175,6	7,8	5,8	189,2	95,6	109,6	-11,3	11,4	-11,6						
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,3	7,8	6,6	194,7	99,2	112,4	-11,4	10,8	-12,4						
1965 Mars	294,1	70,5	4,5	...	369,1	<i>p</i> 87,6	<i>p</i> 181,0	6,8	<i>p</i> 6,4	<i>p</i> 194,2	98,9	112,8	-11,4	<i>p</i> 11,9	<i>p</i> -12,1						

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires ; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	77,1	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,7	6,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	22,8	
b) en francs belges ³	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	108,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	} p 2,2
b) effets commerciaux	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4		
c) avances
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	
TOTAL DE L'ACTIF ...	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1 ^p	3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1 ^p	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1 ^p	162,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	
TOTAL DU PASSIF ...	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	29-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,6	68,6	68,7	68,8	69,4	69,6	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	77,1	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	7,1	7,1	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	3,1	1,5	3,0	3,1	2,2	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,7	1,5	3,4	6,3	5,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	21,5	21,2	21,0	20,9	20,0	20,9	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	22,8	23,3
b) en francs belges ³	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger	103,0	101,7	100,0	102,6	102,4	102,6	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,7	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	1,0	0,9	...	1,2	...	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,3	6,4	7,8	9,6	9,0	9,9	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	10,0	9,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,7	...	...	...	...	...	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,1	} p2,4
b) effets commerciaux	3,5	3,1	3,2	3,0	2,7	2,8	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,2	2,0	1,1	0,8	2,4	2,5	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,8	0,7	0,2	...	...	...	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	36,0	35,2	35,4	35,7	37,0	36,6	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	p 3,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—
— autres	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	p 164,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paratétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	p 41,2
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paratétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,6	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	0,2	0,1	...	...	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	44,3	42,9	48,9	43,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
c) avances .....	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,6
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	...	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 178.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	p 1,0
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,8	3,2	2,6	2,6	2,8	3,8	5,0	6,5
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	28,5	29,3	28,3	29,0	39,6
b) en francs belges ²	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5	4,8	4,7	5,0	5,7
7. Ajustement statistique	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,3	33,5	30,9	36,5	37,8	37,6	39,9	52,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1
b) sur les organismes publics	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3
c) sur les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	25,7	26,0	26,2	24,3	p23,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,0	30,1	30,6	p32,9
— autres	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	p24,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	p 0,4
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,2	2,8	2,6	2,8	2,9	3,8	5,3	6,0
b) effets commerciaux	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8	40,8	40,3	42,0	40,9
c) avances	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 1,9
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p10,5
— autres .....	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	p 0,7
D. Autres	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	31,1	34,4	32,1	36,2	p42,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs,

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9
b) en francs belges ^{2 3}	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9
TOTAL DU PASSIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3 b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
8. Obligations	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	7,0	7,0	6,9	5,8	7,5	8,2	9,4	8,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
6. Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
a) en monnaies étrangères ³	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9	49,4	49,1	50,3	56,0	65,5	
b) en francs belges ³	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0	6,3	6,2	6,5	7,2	
7. Ajustement statistique	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ..	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,9	134,0	134,1	139,3	141,8	143,6	155,7	167,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	
b) sur les organismes publics	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	
c) sur les banques de dépôts	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0	78,2	80,1	79,1	83,0	p 81,8	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,2	38,2	38,7	p 40,9	(7)
— autres	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	p 58,3	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	p 0,8	(9)
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,3	3,4	4,8	2,9	3,8	4,7	5,8	6,3	(11)
b) effets commerciaux	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,5	42,7	44,9	44,0	45,5	44,2	(11)
c) avances	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 2,0	(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p 10,5	(14)
— autres	- 0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	p 0,8	(14)
D. Autres	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,3	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	70,1	75,2	74,2	78,8	p 84,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	p 572,3	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).
 2 Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.
 3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
 4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».
 5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	
b) en francs belges ^{1 2}	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	...	
c) envers les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,5	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	(2)
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	(3)
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	503,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,3	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle
le la rubrique est comprise
(6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

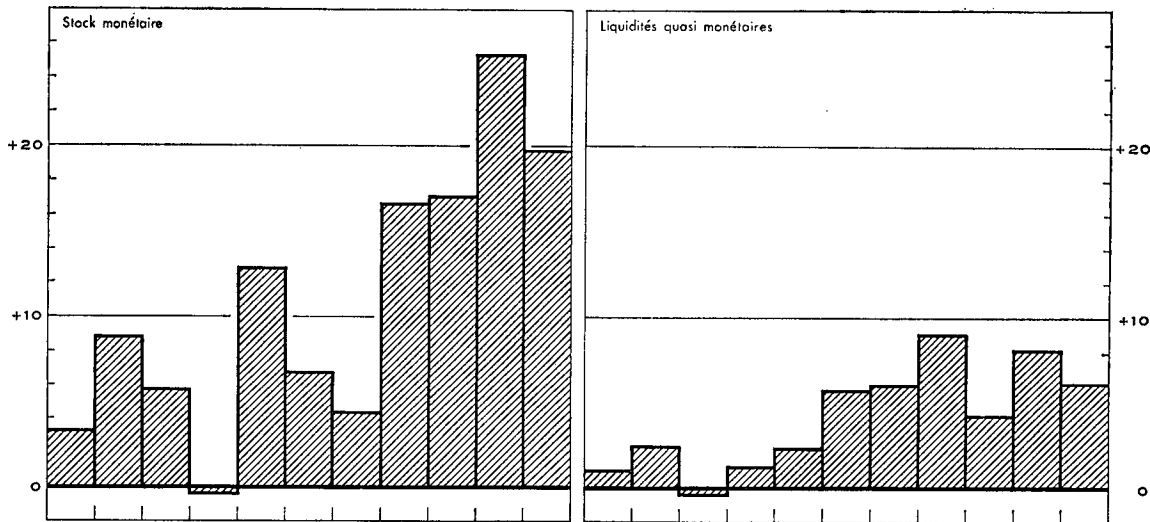
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

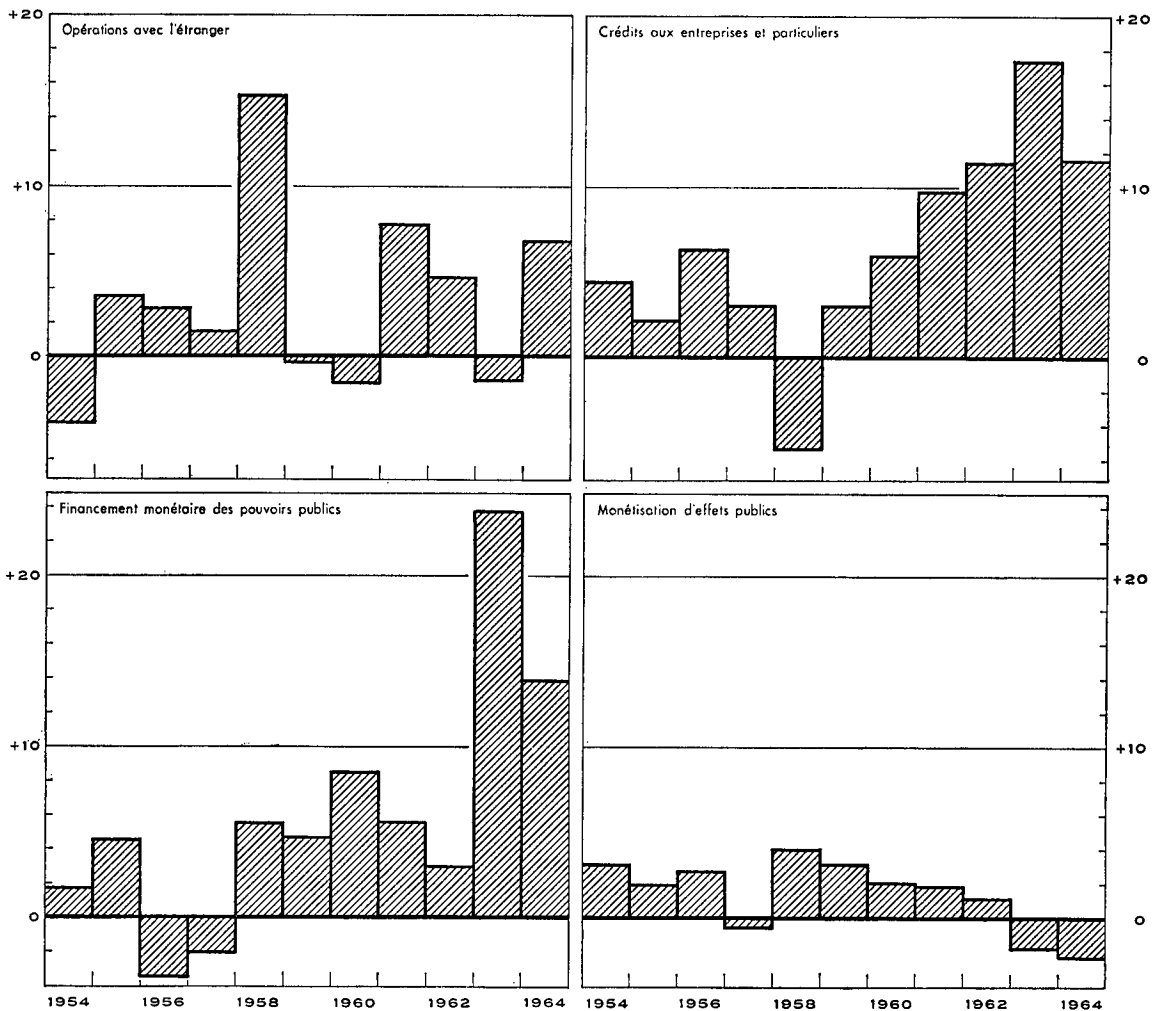
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	+ 2,4 ³	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	...	+ 6,1 ³	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,2	+ 0,5	+ 0,1	- 1,5	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 7,5	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,6
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,5	+ 1,0	+ 24,0	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,5	- 5,0
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,7	+ 4,1	- 1,3	- 4,7	+ 3,3	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,4
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 4,8	+ 1,4	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	...
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,3	+ 0,7	- 0,8	...	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,8	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 6,8	+ 11,6	+ 0,4	- 2,2	+ 12,0	+ 2,1	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 2,3
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,6	+ 4,8	+ 0,2	+ 4,5	+ 0,5	- 1,5	- 0,7	p- 1,8	p- 0,1	p ...	- 0,1	...	p- 0,9	p+ 0,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (5) + (6) + (7)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série ⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Juillet	6,5	155,9	159,2	9,1	0,3	36,6	77,5	114,4	123,5	282,7	56,3
Août	6,6	155,0	158,5	9,9	0,3	34,6	78,9	113,8	123,7	282,2	56,2
Septembre	6,6	155,0	158,4	11,7	0,4	34,1	80,5	115,0	126,7	285,1	55,6
Octobre	6,6	155,9	159,5	10,8	0,3	35,2	80,6	116,1	126,9	286,4	55,7
Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,2	10,0	0,5	36,7	83,7	120,9	130,9	291,1	55,0
Février	6,9	157,8	161,2	10,9	0,4	34,7	85,1	120,2	131,1	292,3	55,1
Mars	6,9	158,1	161,4	9,2	0,5	35,2	87,8	123,5	132,7	294,1	54,9
Avril	6,9	161,3	164,8	8,9	0,4	37,2	88,4	126,0	134,9	299,7	55,0
Mai	6,9	163,5	166,6	10,5	0,3	36,1	90,7	127,1	137,6	304,2	54,8
Juin	6,9	165,8	168,9	13,4	0,3	36,9	92,3 ^p	129,5 ^p	142,9 ^p	311,8 ^p	54,2

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1953, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur verra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre	98,6	-15,3	83,3									
3 ^e trimestre	99,6	-19,0	80,6	+ 1,0	- 3,4	- 2,4	- 0,9	...	+ 0,5	- 2,0	...	- 2,4
4 ^e trimestre	102,2	-23,3	78,9	+ 2,6	- 4,6	- 2,0	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3	- 2,6	- 0,1	- 2,1
				+11,2	-10,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,1	- 0,5	- 1,4	- 1,1	- 0,6
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,6	78,2	- 0,4	- 0,3	- 0,7	+ 0,3	+ 2,0	- 1,3	- 1,7	+ 0,8	+ 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-24,4	78,8	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,6	- 1,0	+ 0,7	+ 0,3	...	+ 0,6
3 ^e trimestre	105,2	-24,3	80,9	+ 2,0	+ 0,1	+ 2,1	- 1,4	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,1	+ 2,2
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,5	+ 7,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,3	+ 6,3	+ 0,8	+ 7,9
				+12,6	- 3,5	+ 9,1	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 6,8	+ 1,7	+10,8
1965 1 ^{er} trimestre	113,8	p-25,7	p87,6	- 1,5	p+ 1,1	p- 0,4	p- 3,4	...	- 1,5	+ 4,5	+ 0,4	p ...

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (8) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	68.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.853
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	664	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre
ACTIF						
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.665	625
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247	397
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450
PASSIF						
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	198.481	150.508	160.286
Comptes courants :						
Trésor public	7	24	1	5	3	5
compte ordinaire ...						
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309	329
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161
b) autres accords	224	263	365	413	333	383
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849
Capital	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.193	2.191	2.273	2.364	2.520
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 4 mai	1965 10 mai	1964 8 juin	1965 4 juin	1964 6 juillet	1965 5 juillet	1964 10 août	1965 9 août
ACTIF								
Encasse en or	69.568	75.223	69.607	76.615	69.658	77.212	69.750	77.637
Monnaies étrangères	19.964	25.671	21.146	24.076	20.459	22.790	21.837	24.137
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	12.299	9.408	13.113	10.960	12.965	13.489	13.537	12.649
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	98	43	94	38	90	34	83	27
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participation	8.214	9.117	8.214	9.992	8.215	10.242	8.215	12.235
— Prêts ¹	—	1.500	—	3.375	—	3.375	—	3.375
d) autres accords .....	...	45	...	78	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	19.329	24.837	20.725	23.297	20.249	23.274	21.232	24.352
Effets de commerce	6.206	4.080	4.680	6.180	10.252	9.478	7.663	5.294
Avances sur nantissement	1.058	2.499	2.297	356	3.785	528	1.569	44
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.575	9.050	9.900	9.900	8.050	8.400	9.925	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	281	587	255	544	278	477	320	484
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.793	2.953	2.793	2.953	2.792	2.952	2.793	2.947
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.502	1.684	1.503	1.685	1.512	1.690	1.510	1.696
Divers	1.225	1.269	1.104	1.290	1.564	2.798	1.814	1.646
	189.271	205.178	192.590	208.551	197.028	213.952	197.407	213.311
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	909	910	727	808	611	612	405	496
PASSIF								
Billets en circulation	150.225	160.793	151.325	164.357	156.004	168.332	154.645	166.213
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	2	20	...	6	10	3	4	19
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	15	11	15	11	14	10	14	15
{ compte spécial liqui-								
{ dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	316	318	303	320	346	327	354	388
Comptes courants divers	883	1.541	768	1.176	853	753	881	3.068
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	127	118	102	103	134	113	83	110
b) autres accords	275	228	330	286	352	311	369	377
Total des engagements à vue ...	151.843	163.029	152.843	166.259	157.713	169.849	156.350	170.190
Banques belges, réserve monétaire	—	1.382	—	1.394	—	1.403	—	...
Monnaies étrangères et or à livrer	31.668	34.403	33.886	34.352	33.248	35.872	34.797	36.102
Caisse de Pensions du Personnel	1.502	1.684	1.503	1.685	1.512	1.690	1.510	1.696
Divers	1.465	1.727	1.565	1.908	1.761	2.185	1.956	2.370
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.393	2.553	2.393	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553
	189.271	205.178	192.590	208.551	197.028	213.952	197.407	213.311
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .	909	910	727	808	611	612	405	496

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

N. B. ... Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1963 4 ^e trimestre	933	47,7	35,0	58,4	139,0	56,4	139,0	392,8	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,6	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
1964 Juillet	941	57,8	38,0	76,9	175,3	77,0	175,3	504,5	93
Août	945	49,7	36,9	56,9	136,4	60,7	136,4	390,4	93
Septembre	949	49,1	36,1	60,1	139,8	58,3	139,8	398,0	93
Octobre	952	49,8	37,1	63,3	152,5	62,6	152,5	430,9	92
Novembre	955	50,0	36,8	56,9	138,7	59,5	138,7	393,8	93
Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 30 avril	1965 30 avril	1964 31 mai	1965 31 mai
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	—	1.382	—	1.394
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	3.513	3.943	3.786	4.479
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	518	725	1.636	1.924
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	20.344	25.605	21.309	26.965
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	5.634	5.043	5.733	14.439
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	9.285	10.442	10.277	32.985
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	80.979	95.968	81.660	91.499
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	35.858	41.931	35.912	38.190
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	45.121	54.037	45.748	53.309
Reports et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.267	1.227	1.187	1.211
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	19.875	22.510	20.928	23.128
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	46.928	53.591	46.124	53.565
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	72.399	79.925	73.366	80.401
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	569	661	570	663
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	68.050	74.672	69.091	75.086
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	543	636	506	614
d) Actions de banques	1.261	1.282	1.545	1.868	1.593	1.960	1.593	1.955
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	1.644	1.996	1.606	2.083
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	2.073	2.589	2.357	2.746
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	197.932	215.985	254.500	287.406	262.815	302.950	268.363	334.736
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	17	19	16	21
Immeubles	1.251	1.301	1.434	2.134	1.535	2.239	1.538	2.253
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	265	77	265	77
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	349	77	351	78
Matériel et mobilier	166	200	289	341	302	357	307	364
Total de l'immobilisé ...	1.987	2.095	2.332	2.651	2.468	2.769	2.477	2.793
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	265.283	305.719	270.840	337.529

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques
(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.678	1964 30 avril	10.446	1965 30 avril	11.804
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1964 31 mai	11.082	1965 31 mai	12.070

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

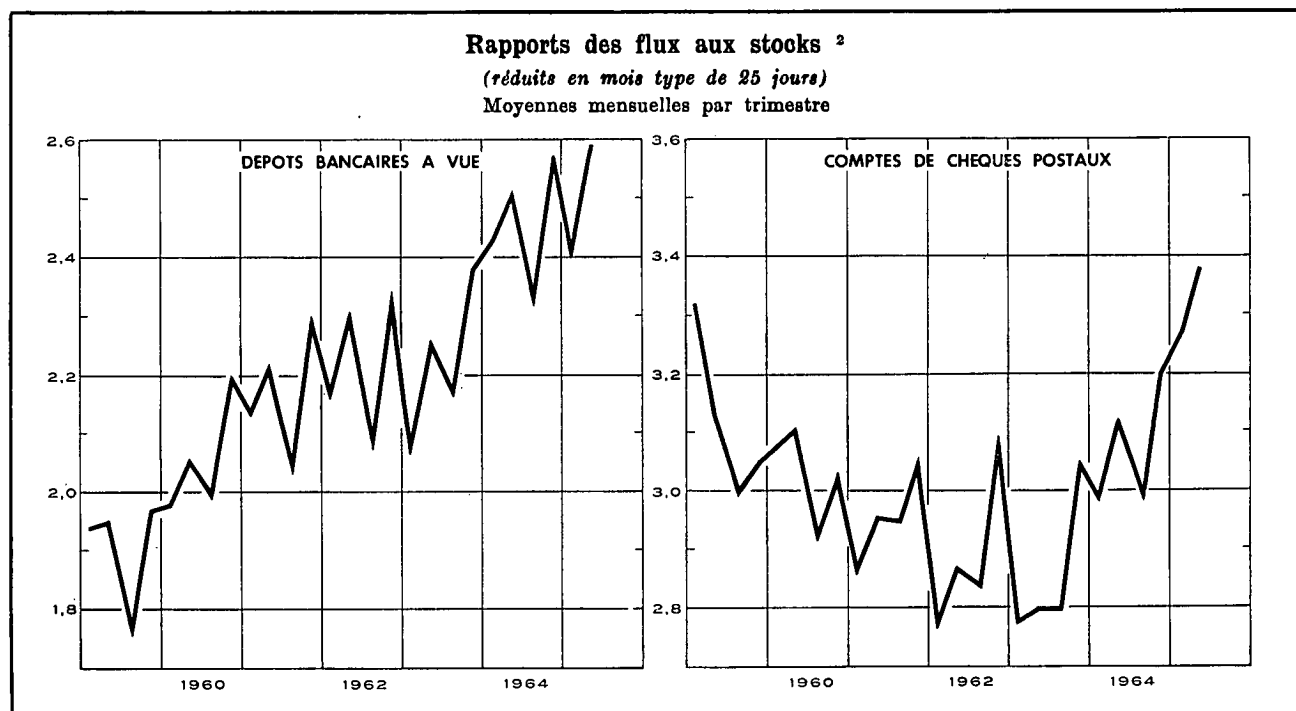
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961	1962	1963	1964	1964	1965	1964	1965
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	1.742	2.855	2.320	525
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	1.835	2.879	1.648	1.764
a) Garantis par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.658	2.760	1.355	1.533
b) Non garantis par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	177	119	293	231
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	43.570	55.029	44.197	54.541
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.884	7.065	6.622	6.036	6.312	15.602
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	19.874	22.510	20.928	23.130
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	5.072	5.361	5.055	28.336
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.173	1.378	1.248	1.343
Dépôts et comptes courants	121.118	130.986	150.290	164.568	152.436	172.879	155.824	175.267
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	79.090	85.087	82.839	86.642
b) A un mois au plus	6.112	5.532	5.159	9.034	6.256	10.907	6.081	11.330
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	30.744	34.711	30.218	34.851
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	1.096	957	1.094	957
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.101	2.951	3.098	2.927
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	30.138	36.269	30.479	36.583
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	2.011	1.996	2.015	1.977
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.380	11.151	11.268	11.220	11.264
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	687	991	696	1.015
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	6.654	7.214	6.904	7.394
Total de l'exigible ...	188.907	205.208	242.860	274.008	250.816	288.400	256.352	320.181
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	8.289	10.984	8.489	11.005
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	919	1.333	919	1.329
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	568	661	570	663
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.388	4.135	4.206	4.146
Provisions:	120	156	193	186	303	206	304	205
Total du non exigible ...	11.012	12.872	13.972	16.049	14.467	17.319	14.488	17.348
Total du passif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	265.283	305.719	270.840	337.529

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,8	88,4	179,7	1,98	1,91	3,18
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	175,5	138,2	313,7	2,55	2,59	3,38
1964 Juillet	157,8	130,3	288,1	2,62	2,52	3,18
Août	133,7	114,3	248,0	2,19	2,19	2,93
Septembre	144,0	112,5	256,5	2,43	2,34	2,90
Octobre	149,4	122,0	271,4	2,58	2,39	3,07
Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	177,0	147,3	324,3	2,51	2,61	3,60
Juin	181,4	135,1	316,5	2,62	2,62	3,25

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 2 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	6.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

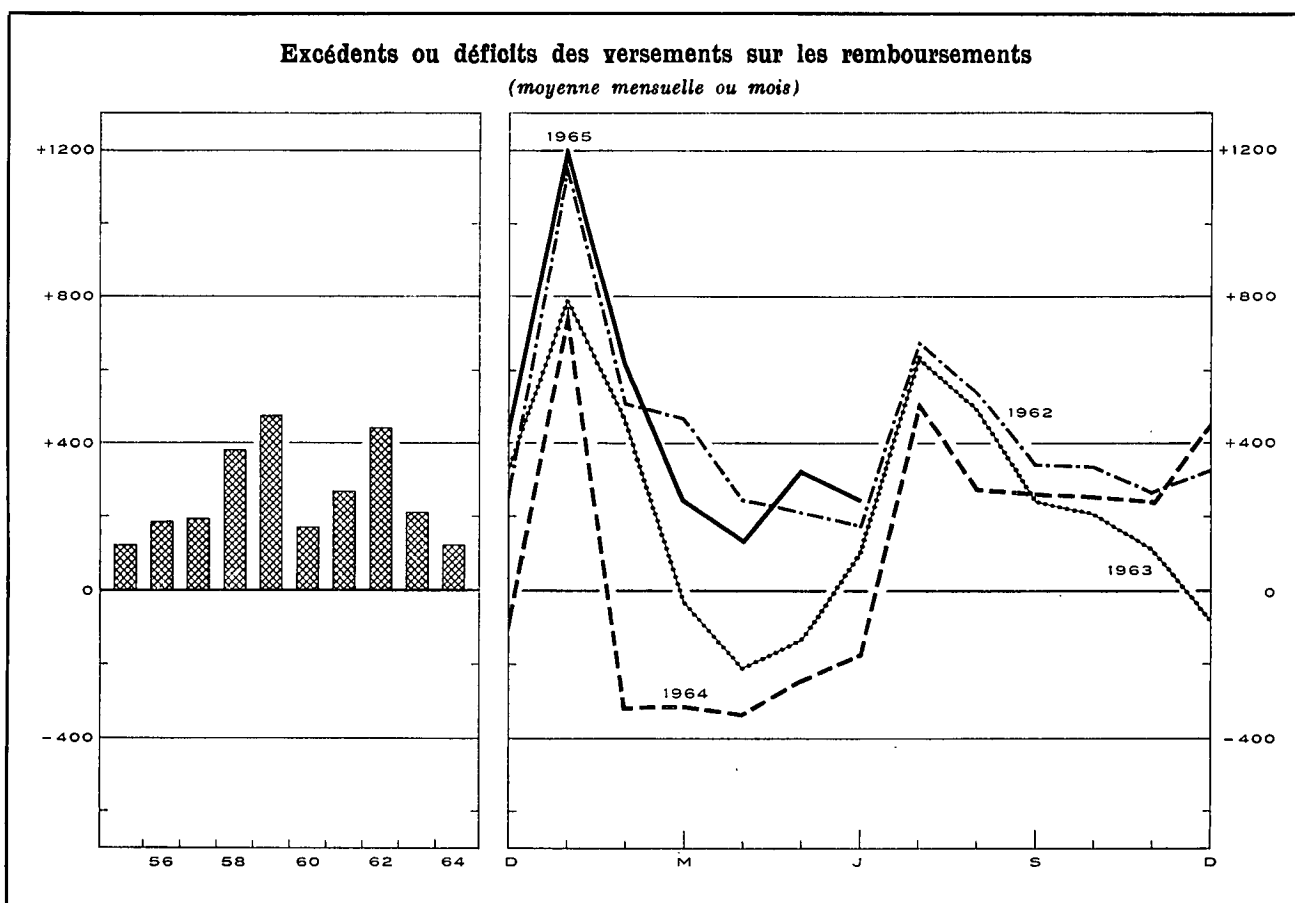
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1954	13.883		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.854 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	26.888		23.788		2.600		97.980 ¹	
1964	28.210		26.758		1.452		102.395 ¹	
		1964	1965		1964	1965	1964	1965
Janvier	2.802	p 3.185	2.034	p 1.980	768	p 1.205	98.748	p 103.600
Février	2.205	p 2.560	2.518	p 1.938	-313	p 621	98.435	p 104.221
Mars	2.121	p 2.582	2.430	p 2.304	-309	p 248	98.126	p 104.469
Avril	2.228	p 2.495	2.557	p 2.355	-329	p 140	97.797	p 104.609
Mai	2.111	p 2.684	2.353	p 2.349	-242	p 335	97.555	p 104.944
Juin	2.358	p 2.704	2.521	p 2.453	-163	p 251	97.392	p 105.195
Juillet	2.655	p 3.183	2.138	p 2.245	517	p 938	97.909	p 106.133
Août	2.189		1.897		293		98.202	
Septembre	2.283		2.013		270		98.472	
Octobre	2.396		2.127		269		98.741	
Novembre	2.124		1.871		253		98.994	
Décembre	2.737		2.298		458		102.395 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0
Avances à l'industrie	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5
Crédit agricole	—	—	—	—	—	0,1
Crédit d'exportation .....	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7
Certificats de Trésorerie	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9
Total des placements provisoires ...	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
et communes	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
guerre	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Prêts hypothécaires	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Crédit agricole	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Avances à la Société nationale du logement, aux	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
sociétés agréées et aux communes en vue de la	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
construction d'habitations sociales	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
Total des placements définitifs ...	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...
Total des dépôts sur livrets ...	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1
Dépôts en comptes courants ²	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6
de réserve	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprisent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6	13,7
Réserves mathématiques ²	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8
Total ...	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957* :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vertu de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
- 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
- 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
- 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1958 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.

b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).

c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 9 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3	5,7
Fonds de réserve	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : *Office Central de la Petite Epargne.*

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Credit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la S.N.C.I.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (À fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total		
	(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(8)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.356	2.288	24.877	
1963	3.830	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1963															
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743	
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574	
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470	
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.125	
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066	7.736	1.726	3.002	1.842	
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385	7.323	1.628	2.892	2.589	
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583	
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260	
1964															
Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965															
Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1963 4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68
2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1963. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,1		6,0		5,5		9,5		10,1		6,6		9,3		14,2		12,0	
Banques	2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,5		5,9		9,4	
Institutions parastatales de crédit ...	0,5		0,6		-0,2		1,4		0,9		0,7		1,3		1,4		1,9	
Total ...		7,8		5,9		6,4		15,5		16,1		11,3		21,1		21,5		23,3
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,8		3,6		5,1		5,0		3,2		3,5		3,0		2,5		4,3	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,2		1,4		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,3		0,1		0,5		-0,1		-0,1		0,1		0,1		0,2		0,1	
Organismes d'assurance sur la vie ..	3,6		3,5		3,4		3,8		5,3		5,2		4,9		4,7		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,4	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,5		0,8		1,1		0,8	
Total ...		9,3		8,9		10,6		10,3		9,9		10,1		10,2		10,1		12,0
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		1,9		1,7		2,0		1,8		1,1		1,8		3,9		1,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,3		6,9		7,0		7,2		8,5		9,2		10,0		12,5		13,4	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,9		7,5		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8		13,4	
Total ...		16,7		16,3		17,6		18,3		20,6		21,7		24,3		30,2		28,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	8,0		5,7		14,1		16,2		13,4		17,0		15,5		17,1		9,6	
Total (1 à 4) ...		41,8		36,8		48,7		60,3		60,0		60,1		71,1		78,9		73,1
Doubles emplois ² ...	0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,1		-0,2		-0,3		-0,7	
Total net (1 à 4) ...		41,9		36,0		49,0		57,7		60,6		60,2		70,9		78,6		72,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,1		34,3		36,0	
Epargne nette	9,6		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,9		6,0		8,3	
Total ...		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,0		40,3		44,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		74,5		89,1		92,7		96,5		102,9		114,9		118,9		116,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

Références bibliographiques : Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹
(milliards de francs)

Emetteurs	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
	Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
	Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,0	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,5	1,7	2,7
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,8	0,5	0,3	- 0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été retenue. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1953 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : — 8,9; en 1961 : 2,7 en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 3,9 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,8 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2
Mois	Jour						
1963 Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} s.	5,00 — 5,25 ⁴	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ³
Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ⁶	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ⁸	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00
Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12
Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
						27.049	
1964 Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ¹⁰	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085	
1965 Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ¹¹	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ¹²	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
Juin	14	Interc-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

3 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

8 Intérêts : 5,80 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1961 Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 ou D.M. 80 Fl. P.B. 22 U.S. \$ 30 U.S. \$ 25 FLux. 250	5,32 ²
Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans		4,92
Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans		5,61 ²
Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans		5,88
Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans		5,06
1962 Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963 Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964 Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965 Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17 ²
Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50 6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales à l'excl. de la dette reprise du Congo ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieures				extérieures								
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totales	consolidées ²	à moyen et court terme	totales ²					
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3		
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963 Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3		
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4		
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0		
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8		
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8		
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3		
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1		
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6		
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1		
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat ²	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais) :															
	12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particulières ³	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs ⁴	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi ⁵															
	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires ⁶	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

⁴ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁵ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

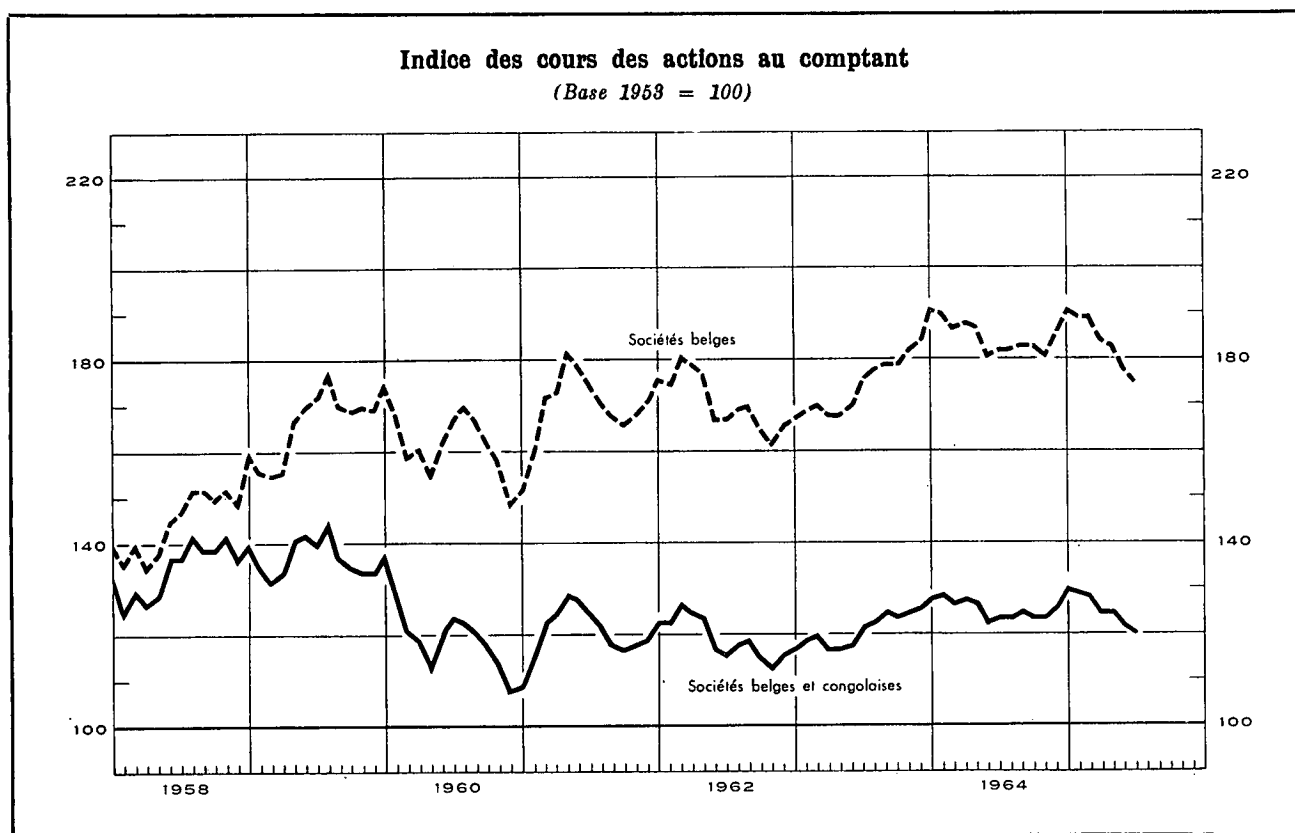
⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁷ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1968 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1958 = 100) 2 4												
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	—						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	—						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	—						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	—						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
1964 Moyenne mensuelle .	85	126	185	115	2,6	3,0						
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	137	111	128	130	191	191	118	120	2,4	2,7	2,7	3,1
Février	118	115	129	129	190	189	115	119	2,5	2,9	2,7	3,2
Mars	83	91	127	128	187	189	113	120	2,5	2,7	2,8	3,1
Avril	82	82	128	125	188	184	117	116	2,5	2,6	2,9	3,0
Mai	85	78	127	125	187	183	115	117	2,6	2,6	3,0	3,0
Juin	72	89	123	122	181	178	110	113	2,6	2,7	3,0	3,0
Juillet	75		124	120	182	175	115	111	2,6	2,7	3,0	3,0
Août	68		124		182		112		2,6		3,0	
Septembre	66		125		183		113		2,6		3,1	
Octobre	81		124		183		114		2,6		3,1	
Novembre	127		124		181		118		2,7		3,1	
Décembre	104		126		186		117		2,7		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.672	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514
1964	53	6.750	5.221	1.526	0,3	788	63	10.170	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.232	135	p13.739	665
1964	1.712	35.849	20.350	3.770	245	2.353	141	11.898	543

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118
1964	1.254	18.485	13.525	3.674	627	1.121	144	1.816	116

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.623	1.928	25	992	58	4.886	232
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321
1964	104	18.051	16.158	1.068	705	351	27	5.764	353

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	263	321	59	600	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21
1964	901	11.212	10.309	1.251	363	376	70	332	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	<i>p</i> 802	49
1964	<i>p</i> 685	11.099	7.562	1.402	174	617	55	750	49
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	<i>p</i> 856	55
1964	<i>p</i> 542	17.043	8.531	2.376	358	1.202	76	856	50
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	—	1.657	85	<i>p</i> 8.602	443
1964	<i>p</i> 29	22.281	3.839	2.200	0,2	1.813	87	8.837	553
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	98	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	<i>p</i> 253	23
1964	<i>p</i> 36	7.043	1.020	423	356	268	29	253	14
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	<i>p</i> 49.172	2.510
1964	<i>p</i> 14.533	206.928	127.507	26.784	4.272	12.492	1.279	47.426	2.576

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	712	30
1964	317	40.380	28.484	2.936	850	1.317	105	712	37

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.266	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.884	2.540
1964	14.850	247.308	155.991	29.720	5.122	13.809	1.384	48.138	2.613

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,8	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	9.241	149,4	92,5	20,1	2,5	9,4	1,6
8 premiers mois	9.499	150,7	93,5	20,3	2,5	9,5	1,7
9 premiers mois	9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,6

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général 4

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,6

1 Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

2 Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

3 Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

4 Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

5 A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(8)	(4)	= (8) - (4)	(6)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1955	14.192	4.273	1.560	1.206	354	532	886	5.159	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.244	4.628	1.646	2.982	375	3.857	9.601	11.964

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.332	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	40	...	76	— 76	— 14	— 90	— 50	— 51

Total général

1955	18.903	7.268	1.876	1.297	579	525	1.104	8.372	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.284	4.628	1.722	2.906	361	3.267	9.551	11.918

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émission nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émission nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(8)	(4) = (2) + (8)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.411	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.628	9.872	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.112	3.849	1.676	5.525	1.580	125	...	125
9 premiers mois ...	13.534	5.690	1.911	7.601	1.580	125	...	125
1963 Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier	1.543	239	139	378	15	...	...	...
Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.156	404	56	460	245	125	...	125
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.639	641	...	641	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre	2.653	1.325	...	1.325	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965 Janvier	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin	1.072	373	3	376	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (8), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1960-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets) 6	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1955	2.325	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	481	1.689	1.148	4.628	11
1963 4 ^e trimestre	1.855	51	2.036	1.384	252	1.281	1.025	3.942	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.494	1.426	781	1.131	966	4.304	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Mai	1.399	...	3.536	1.713	53	2.393	776	4.935	...
Juin	1.470	...	2.615	1.123	...	1.755	1.207	4.085	...
Juillet	2.062	...	2.995	1.539	...	1.983	1.535	5.057	...
Août	2.174	...	2.803	1.465	588	1.877	1.047	4.977	...
Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.784	1.155	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	3.022	...	4.522	...
1965 Janvier	2.308	188	1.709	1.215	62	1.812	1.116	4.205	814
Février	1.812	483	2.790	1.685	...	1.741	1.659	5.085	180
Mars	1.955	229	2.428	1.357	...	1.177	2.078	4.612	4
Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.813	...	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	2.917	...	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	3.725	...	5.315	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1964 1 ^{er} trimestre	39	2	131	574	260	576	391	337	80	913	471
2 ^e trimestre	39	3	137	600	268	603	405	360	80	963	485
3 ^e trimestre	39	2	156	586	265	588	421	352	84	940	505
4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	631	315	633	455	419	96	1.101	551
1964 Mars	39	2	109	589	251	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	619	287	622	429	371	84	993	513
Mai	39	2	139	537	235	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497
Juillet	39	3	166	620	293	623	459	368	84	991	543
Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	360	88	972	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	103	1.140	553
Juillet								405	100		

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.
2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.R.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics ²	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours ¹				
1959 8 janvier ..	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25					5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	5,—				
		représentatives d'importations | d'exportations									
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	6,25			
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—				
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50

¹ Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.
² Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 30 juin 1965
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes ¹	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1964 Août	2,88
Septembre	3,88
Octobre	3,61
Novembre	2,84
Décembre	3,03
1965 Janvier	2,55
Février	2,26
Mars	2,57
Avril	3,05
Mai	3,47
Juin	3,57
Juillet	3,98

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1958									
1959 Du 1-1 au 16-11 ...									
Du 17-11 au 31-12 ...									
1960	4,00	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1962	2,50	2,75	3,00	—	4,6 3,30 3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35 4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964 Août ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
Sept.	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Oct.	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1964 13 oct.	5,15	5,30	5,40
Nov.	4,25	4,50	4,75	—	5,15 5,12	10 nov.	5,25	5,40	5,50
Déc.	4,25	4,50	4,75	—	5,25 5,23	8 déc.	5,40	5,55	5,65
1965 Janv.	4,20	4,40	4,70	—	5,20 5,24	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
Févr.	4,15	4,35	4,65	—	5,10 5,16	9 févr.	5,35	5,50	5,55
Mars	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,97	9 mars	5,25	5,40	5,50
Avril	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	13 avril	5,20	5,35	5,45
Mai	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	11 mai	5,20	5,35	5,45
Juin	4,10	4,35	4,60	—	5,00 4,98	8 juin	5,20	5,35	5,45
Juillet	4,30	4,55	4,80	—	5,15 5,14	13 juil.	5,35	5,45	5,50
						10 août	5,35	5,45	5,50

¹ Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données. Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)
² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8022), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).
³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,0 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8080). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1962 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.
⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
⁷ Jusqu'à la fin de 1968, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 ¹ Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00 ³	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1964 Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — ² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — ³ Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960. — ⁴ Depuis le 1-1-1964, prime de fidélité comprise, taux 3,40 % pour les dépôts jusqu'à 250.000 F et 2,30 % pour les dépôts au-delà de 250.000 F. — ⁵ Depuis le 1-1-1965, prime de fidélité comprise, taux 3,50 % pour les dépôts jusqu'à 350.000 F et 2,40 % pour les dépôts au-delà de 350.000 F.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes		Etat	Paraéta-tiques et villes	
	4 % 1 ^{re} a.	3,50 à 5,25 %	4 à 5,50 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	5 à 6,50 %	5,20 à 6,50 %		
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1964 Juillet	4,06	5,44	5,42	5,62	5,53	5,54	6,42	6,52	6,46
Août	4,06	5,42	5,43	5,62	5,55	5,54	6,54	6,52	6,53
Septembre	4,06	5,42	5,43	5,65	5,54	5,55	6,44	6,53	6,47
Octobre	4,06	5,45	5,45	5,68	5,56	5,57	6,45	6,54	6,34
Novembre	4,06	5,51	5,48	5,68	5,62	5,60	6,48	6,57	6,37
Décembre	4,06	5,34	5,43	5,61	5,61	5,53	6,49	6,59	6,52
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50						7	5,—							
Février ...					11	4,—									15	2,50
Avril																
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet ...											16	5,—				
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—						19	7,—							
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25				20	6,—		25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai								22	5,50				3	4,50		
Juin	27	3,—						19	5,—	7	3,50	14	3,50			
Août								14	4,50							
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50				20	4,—		15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...								21	5,—					15	5,—	
Juin	3	5,—	10	3,50				23	6,—							
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50		27	5,50							
Novembre .	11	4,—														
Décembre .								8	5,—							
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...								25	7,—							
Octobre ...								5	6,50							
Novembre .								2	6,—							
1962 Mars								8	5,50							
Mars								22	5,—							
Avril								26	4,50		25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...								3	4,—		8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...								27	5,—							
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—				23	7,—				6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin								3	6,—							
Août	13	4,—														

¹ Federal Reserve Bank of New-York.
 Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 4 juin	1965 10 juin	1964 9 juillet	1965 8 juillet
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	18.644	21.599	19.091	21.060
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.154	4.273	2.996	4.330
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	2.812	3.990	2.703	4.053
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	342	283	293	277
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	613	589	613	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	23	26	18	34
Comptes courants postaux	553	481	911	920	871	977	818	739
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.427	4.121	4.427	4.286
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	15.729	15.470	17.835	18.080
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	7.145	6.207	6.264	6.768
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	1	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	675	669	65	30	45	23
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	1.273	300	2.274	1.249
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	3.225	5.471	5.138	5.848
<i>Autres crédits à moyen terme</i>				4.945	4.020	3.462	4.114	4.192
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	4.080	4.487	3.988	4.673
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	25	18	17	31
Avances sur titres	74	67	71	88	84	84	80	115
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	635	763	502	576
Divers	834	885	1.468	1.497	1.298	1.293	1.548	1.335
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	59.355	63.472	61.705	66.502

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	55.209	59.509	57.514	62.385
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.391	2.078	2.332	2.189
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	466	180	179	147
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .		1.291	1.739	1.807	751	738	922	816
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.174	1.159	1.230	1.225
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.505	1.635	1.609	1.678
Total ..	48.251	54.391	61.226	65.344	59.355	63.472	61.705	66.502

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1964 10 June	1965 9 June	1964 8 July	1965 7 July
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.588	2.738	2.638	2.788
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.600	2.750	2.650	2.800
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.600	2.750	2.650	2.800

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.549	2.734	2.606	2.765
In Banking Department	23	41	20	46	51	16	44	35
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.600	2.750	2.650	2.800

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	227	351	208	341
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	45	35	87	70
Securities	20	22	25	26	24	25	24	24
Notes	23	41	20	46	51	16	44	35
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	348	428	364	471

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	13	11	10	11	10	11	10	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	54	—	93
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	239	262	254	266
Other Accounts	73	74	71	86	81	83	82	84
Total ...	595	384	376	378	348	428	364	471

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 10 June	1965 9 June	1964 8 July	1965 7 July
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.754	12.468	13.729	12.048
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.422	1.551	1.456	1.618
Total gold certificate reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.176	14.019	15.185	13.666
Cash	320	288	182	146	140	116	124	103
Discounts and advances	130	38	63	186	334	518	416	465
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	48	43	48	41
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	31	19	56	12
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	4.916	7.625	5.594	7.929
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	...	...	...	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	24.912	25.730	24.912	25.737
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	4.711	5.085	4.711	5.384
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	34.539	38.440	35.217	39.050
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	118	101	243	468
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	34.657	38.541	35.460	39.518
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.324	35.070	39.121	35.980	40.036
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.231	5.686	5.509	6.037
Bank premises	111	104	104	102	103	102	103	102
Other assets	237	357	400	552	362	333	397	709
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	56.082	59.377	57.298	60.653
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	32.308	34.795	32.816	35.415
Deposits :								
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	18.086	16.920	17.211	17.589	18.008
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	845	981	785	973
Foreign	279	247	171	229	142	142	125	153
Other	320	424	291	321	190	171	213	202
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.097	18.505	18.712	19.336
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	3.901	4.360	4.006	4.241
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	119	499	106	448
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	54.425	58.159	55.640	59.440
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	445	467	497	524	512	540	516	541
Surplus	888	934	990	524	990	524	990	524
Other capital accounts .....	...	...	...	...	155	154	152	148
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	56.082	59.377	57.298	60.653
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	148	159	144	156
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	46,4 %	39,7 %	45,8 %	38,1 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 448 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1964 8 juni	1965 8 juni	1964 6 juli	1965 5 juli
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	5.770	6.325	5.770	6.325
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	770	1.003	676	868
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	32	22	33	35
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	25	12	23	8
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	560	494	560	612
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	5	10	31	14
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	18	16	14	12	14	13	15
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	187	184	187	185
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	11	14	11	17
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.372	8.078	7.304	8.079
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.381	7.110	6.635	7.368
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	670	648	348	382
<i>'s Rijks schatkist</i>	995	620	1.095	665	185	459	188	194
<i>Banken in Nederland</i>	233	233	122	133	448	165	122	161
<i>Andere ingezetenen</i>	143	133	44	50	37	24	38	27
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	70	68	70	71
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	71	106	70	73	64	63	66	65
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	6	6	6	6	6	5	4	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	16	16	18	15
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	48	51	46	58
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.372	8.078	7.304	8.079
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	63	62	65	62	69	63	69

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1964 maggio	1965 maggio	1964 giugno	1965 giugno
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Cassa ¹	13	12	25	22	29	29	28	23
Portafoglio ²	500	616	942	764	1.030	668	1.028	671
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	107	260	337	285	355	270	386	357
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	11	...	63	65
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.463	1.976	1.543	2.068
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	64	64	64	65
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	183	321	290	306
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	305	254	230	208	228
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	—	506	558	492	797	451	704
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	18	...	10	13
Spese	45	56	71	88	15	16	37	48
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.324	5.751	5.518	5.928

Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.375	3.582	3.445	3.637
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	25	25	71	27
Conti correnti liberi	118	122	87	119	48	35	118	111
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.390	1.641	1.373	1.628
Creditori diversi	189	237	352	517	463	436	465	467
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	...	...	7	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	5	6	5	6
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	89	15	16	38	49
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.324	5.751	5.518	5.928

Depositante di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.918	4.443	5.355	4.918	5.556
¹ Comprese monete di Stato	6	8	5	2	5	2	5	2
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	364	346	364	335
— istituti speciali	235	290	274	279	275	274	278	282
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	352	265	383	352
— privati	3	4	2	2	2	4	2	4
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	24	22	50	9
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	2	2	2	2	
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	18	18	17	20

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1964 5 Juni	1965 4 Juni	1964 7 Juli	1965 7 Juli
AKTIVA								
Gold	14.426	14.490	15.138	16.731	16.082	17.245	16.125	17.265
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.770	11.129	8.145	11.912	8.126
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	563	431	542	464	604
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.684	2.104	3.343	2.089	3.341
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	1.088	897	751	615	739	609	729	607
b) an Weltbank	1.342	1.342	1.342	1.343	1.342	1.344	1.342	1.344
c) an I.W.F.	—	—	—	720	—	1.390	—	1.390
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	116	123	137	130	146
Postcheckguthaben	281	546	376	377	172	200	172	262
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.413	3.018	4.913	2.715	5.850
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	307	...	120	75	272
Lombardforderungen	220	158	208	646	29	154	34	358
Kassenkredite	167	739	1.749	1.212	25	1.081	6	425
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.176	1.176	1.176	1.176	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	6.081	3.560	6.174	4.203	6.606
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	3.016	2.905	2.933	2.875	2.973
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	2.953	3.456	2.788	3.456	2.788
Sonstige Aktiva	307	253	406	463	353	357	310	262
	42.055	43.931	46.264	49.508	44.563	49.308	45.742	50.454

PASSIVA

Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	27.692	25.555	28.665	25.494	27.971
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	18.610	16.280	17.548	17.334	19.013
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	11.615	12.232	13.607	15.143	12.794	15.167	12.822	15.574
Öffentlichen Einlegern	4.733	4.284	4.126	3.215	3.197	2.147	4.232	3.193
Andere inländischen Einlegern	252	279	273	252	289	284	280	246
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	308	298	310	261	498
Einlagen ausländischer Einleger	274	353	234	257	266	276	223	458
Sonstige	94	21	36	51	32	34	38	40
Rückstellungen	867	950	1.076	1.260	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	776	776	860	776	861
Sonstige Passiva	350	737	495	572	104	160	327	346
	42.055	43.931	46.264	49.508	44.563	49.308	45.742	50.454

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 6 juin	1965 4 juin	1964 7 juillet	1965 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.078	11.543	12.204	11.794	10.936	11.591	11.148	11.791
Devises	842	867	1.083	1.679	1.275	731	1.474	784
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	431	—	174	—	174
Portefeuille effets sur la Suisse	70	124	142	163	82	78	89	87
<i>Effets de change</i>	70	79	107	138	82	78	89	87
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	45	35	25	...	...	...	...
Avances sur nantissement	66	72	97	78	37	21	40	28
Bons du Trésor étrangers en FS	—	207	207	432	207	432	207	432
Titres	43	43	52	65	57	73	59	81
<i>pouvant servir de couverture</i>	17	16	...	1	1	1	1	1
<i>autres</i>	26	27	52	64	56	72	58	80
Correspondants :	65	88	71	92	25	52	86	49
<i>en Suisse</i>	58	78	62	75	12	24	24	19
<i>à l'étranger</i>	7	10	9	17	13	28	62	30
Autres postes de l'actif	30	41	35	29	37	46	42	52
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.656	13.198	13.145	13.478

PASSIF								
Fonds propres	53	54	55	56	56	57	56	57
Billets en circulation	7.656	8.506	9.035	9.722	8.512	9.122	8.659	9.205
Engagements à vue	2.947	2.800	3.188	3.271	2.420	2.080	2.749	2.266
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	1.996	2.294	2.700	2.908	1.885	1.556	2.207	1.597
<i>Autres engagements à vue</i>	951	506	488	363	535	524	542	669
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	298	373	357	433	400	625	400	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	3	6	5	9	3
Autres postes du passif	210	217	221	243	227	274	237	287
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.656	13.198	13.145	13.478

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	30 avril 1964	30 avril 1965	31 mai 1964	31 mai 1965
I. Or en lingots et monnayé	1.603	3.206	2.128	3.449	2.554	3.601
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	40	42	48	285	43	794
III. Portefeuille réescomptable	729	598	558	290	331	204
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	96	62	69	62	69	62
V. Dépôts à terme et avances :	1.666	1.752	1.462	1.940	1.457	1.783
a) à 3 mois au maximum	1.427	1.422	1.037	1.374	1.290	1.303
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	4	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	227	229	337	423	79	338
d) de 6 à 9 mois	9	68	9	62	13	60
e) de 9 à 12 mois	—	21	66	31	63	43
f) à plus d'un an	—	9	9	47	9	36
VI. Autres effets et titres :	1.195	1.426	1.659	1.719	1.644	1.732
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	161	281	146	285	148	287
b) de 3 à 6 mois	—	3	119	98	127	109
c) de 6 à 9 mois	69	85	22	15	16	9
d) de 9 à 12 mois	41	26	23	16	29	15
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	380	744	590	652	468	649
b) de 3 à 6 mois	445	120	579	432	756	477
c) de 6 à 9 mois	14	17	86	45	5	19
d) de 9 à 12 mois	24	25	7	59	9	52
e) à plus d'un an	60	125	87	117	86	115
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
<i>Total actif ...</i>	5.398	7.155	5.993	7.814	6.167	8.245

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)

Total ...

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	30 avril 1964	30 avril 1965	31 mai 1964	31 mai 1965
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataires-trustees ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1958, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1962.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	30 avril 1964	30 avril 1965	31 mai 1964	31 mai 1965
I. Capital .						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	25	26	25	26	25	26
1. Fonds de Réserve Légale	12	13	12	13	12	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	2.733	3.757	2.693	4.166	2.735	4.526
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	21	72	21	21	20	21
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	58	—	58
c) de 3 à 6 mois	10	79	21	21	31	31
d) à 3 mois au maximum	764	783	755	792	521	661
e) à vue	1.825	2.518	1.728	2.784	1.993	3.265
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	69	—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	—	69	69	138	69	138
e) à vue	113	167	99	352	100	352
IV. Dépôts (monnaies) :	2.180	2.554	2.727	2.745	2.860	2.807
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	48	78	150	142	80	36
b) de 9 à 12 mois	—	26	15	32	73	111
c) de 6 à 9 mois	82	81	7	54	50	65
d) de 3 à 6 mois	364	331	323	299	374	358
e) à 3 mois au maximum	1.364	1.666	1.823	1.745	1.854	1.755
f) à vue	19	20	18	28	15	16
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	15	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	15	—	—
c) de 3 à 6 mois	6	31	46	49	16	62
d) à 3 mois au maximum	275	254	326	351	376	385
e) à vue	22	52	19	30	22	19
V. Effets :	77	415	158	464	158	467
a) de 9 à 12 mois	—	37	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	68	—	46	—	5
c) de 3 à 6 mois	—	98	—	35	—	59
d) à 3 mois au maximum	77	212	158	383	158	403
VI. Divers	54	65	60	75	35	48
VII. Comptes de profits et pertes	8	9	8	9	25	31
VIII. Provision pour charges éventuelles	196	204	197	204	204	215
<i>Total passif ...</i>	5.398	7.155	5.993	7.814	6.167	8.245

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.880.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices de prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - . — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6